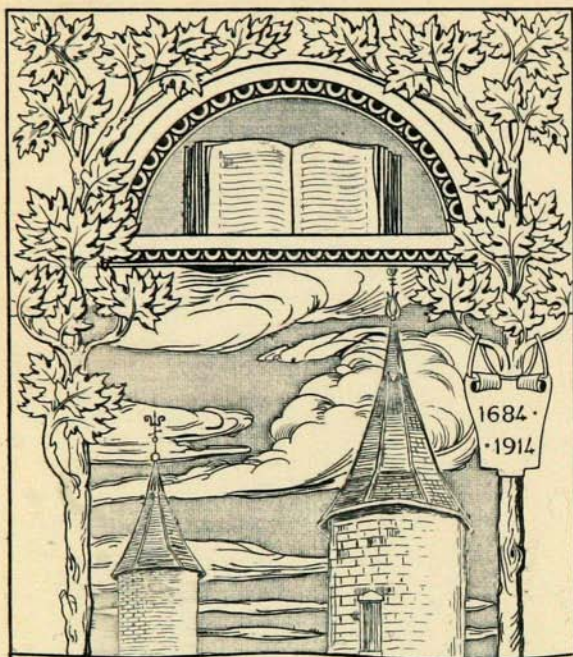






BIBLIOTHEQUE
SAINT-SULPICE, MONTREAL



PAUL DE MARTIGNY

**L'ENVERS
DE LA
GUERRE**



1946

~~5940.548~~

~~14362 en 2~~

2 ml.

4/12/46

Securidacat

**L'ENVERS
DE LA GUERRE**

DU MÊME AUTEUR

MÉMOIRES D'UN REPORTER (*Prix David*)

LA VIE AVENTUREUSE DE JACQUES LABRIE

A paraître prochainement :

LES MÉMOIRES D'UN GARNEMENT

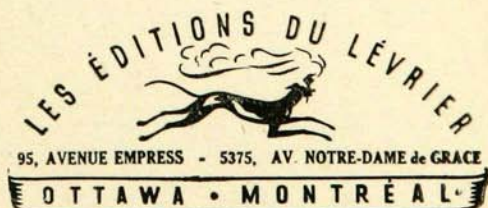
En préparation :

QUELQUES HISTOIRES

PAUL DE MARTIGNY

L'ENVERS DE LA GUERRE

PAR
LE
GÉNÉRAL
★
PAUL DE MARTIGNY



1946

A MA FEMME QUI VIT DE PRÈS LE DRAME, EUT SA
PART DE SOUFFRANCES ET D'ANGOISSES JE DÉDIE CE
LIVRE OÙ ELLE RETROUVERA DES HEURES QU'ELLE
VÉCUT, DOULOUREUSES, TERRIBLES.

Paul DE MARTIGNY

~~D~~

~~811.5~~

~~M37~~

~~1946~~

~~v.1~~

940.5481 44

M378e

1946

v.1

PRÉFACE

Ce qu'on va lire n'est pas de la littérature. C'est un carnet de reporter qui s'ouvre. Les notes qu'il contient ont été griffonnées dans la bousculade de l'événement, la fièvre, l'émotion du drame. Elles n'ont qu'un mérite : l'exactitude et qu'une prétention : la sincérité. A ce titre certains les considéreront peut-être comme une contribution à l'Histoire.

PAUL DE MARTIGNY

PREMIÈRE PARTIE

L'ÉCROULEMENT

Paris, le 12 mai 1940

Les Parisiens, jusqu'ici, n'avaient pas senti la guerre, n'en avaient pas aperçu la figure de misère et d'épouvante. Elle étend, depuis quelques jours, son ombre de tristesse sur ce qui fut la ville de gaieté et de lumière. Au lendemain de l'invasion, ils aperçurent les premiers réfugiés aux gares. Aujourd'hui, ces derniers arrivent en files interminables par les routes de l'Est et du Nord. Leur flot lamentable déferle aux portes de La Chapelle, Pantin, Aubervilliers, Les Lilas.

A la gare de l'Est où un train venait d'en déverser un millier, je suis allé de l'un à l'autre, tout à l'heure. J'ai parlé aux uns, interrogé les autres. J'ai vu de pauvres vieux que l'effroi empêchait de parler, des femmes ne sachant plus

que pleurer. Parmi eux j'ai vu circuler d'admirables jeunes filles, des « boys scouts » turbulents et généreux, s'empresse à réconforter ces malheureux, leur apporter du pain, de la viande sur quoi ils se jetaient comme des bêtes affamées.

Tandis que je considérais l'ensemble de cette horde de désespérance et de malheur, j'entendis derrière moi un cri qui n'avait plus rien d'humain, une plainte rauque qui me glaça le sang. C'était un hurlement prolongé en sanglot, poussé par une bête qui eût pleuré. Effondrée sur le sol était une femme dont la tête aux yeux égarés, à la bouche tordue, émergeait d'un tas de haillons. Elle se balançait d'avant en arrière, répétait inlassablement sa plainte affreuse et monotone. Prêtant l'oreille pour discerner dans son gémissement une parole, j'y démêlai ceci :

— Ils m'ont tué mes petits... ils m'ont tué mes petits ; mes petits, mes pauvres petits, ils me les ont tués...

Son regard qui se posa sur moi était celui d'une bête dont la souffrance est atroce.

— Cette malheureuse, me dit l'infirmière, a eu ses sept enfants tués devant elle. On l'a ramassée sur la route, effondrée sur leurs chairs sanglantes. On ne peut rien en tirer depuis : elle est devenue folle. Elle n'a pas mangé de trois jours.

— Alors, elle va mourir ! m'écriai-je...

L'infirmière me dit dans un hochement de tête :

— Cela, je crois, vaudrait mieux pour elle...

A deux pas, une pauvre vieille est assise sur une brouette. Je lui demande :

— D'où venez-vous, bonne maman ?

— De Charleville, mon p'tit monsieur. J'ai tant marché que je ne peux plus... Je prie le bon Dieu de me ramener mon vieux. Il est parti. Je ne l'ai plus revu. « Ils » l'ont emmené. Il se débattait. Puis j'ai entendu des coups de fusil...

— C'est ma plus petite, me confie une maman en larmes. J'en avais une autre. Elle jouait sur le pas de la porte avec des soldats qui occupaient la ferme. Elle riait avec eux. Un avion est venu. J'ai fermé les yeux quand j'ai entendu un bruit effrayant. Lorsque je les rouvris je vis rouler des casques avec des têtes dedans. J'aperçus à une branche un lambeau de la robe de ma fillette. C'est tout ce qui me reste d'elle. Elle avait trois ans.

Prise de sanglots convulsifs, la pauvre maman ne peut plus parler.

— Voyez, me dit l'infirmière, cette petite qui joue avec son chien, dans sa voiture de bébé. Ecoutez ce qu'elle lui dit.

Je m'approche et tends l'oreille ; voici ce que j'entends :

— Oui, Noiro, elle va revenir. Elle va revenir et nous donnera, à toi et à moi, chacun un sucre...

— Sa mère, me dit à mi-voix l'infirmière, fut tuée comme elle se sauvait, sur la route, poussant

devant elle la voiture dans laquelle était sa petite fille. De bonnes gens ont pris la place de la pauvre mère foudroyée d'en haut par une mitrailleuse. Ils nous ont amené la voiture avec l'enfant et le chien.

Tout à côté, un bébé, rose et joufflu, à tête frisée, boit avec application à la bonne bouteille de lait qu'une jeune fille rieuse vient de lui apporter. Il est tout à son affaire. Mais il ne faudrait pas trop s'y fier, je pense, car il regarde du coin de l'œil et s'amuse du petit chien et de la petite fille qui sont dans la voiture...

— Celui-ci, m'apprend l'infirmière, on ne sait qui il est, ni d'où il vient. Il ne peut encore dire que : Maman ! Maman !

Plus loin, encore une petite fille. Celle-ci est entre deux ballots de linge noirci, souillé de terre. Elle a cinq ans au plus. Elle est à genoux, les mains jointes, en train de faire sa prière. Je m'approche :

— Bonne sainte Vierge, implore-t-elle, rendez-moi ma maman : je vous promets d'être très sage.

Après un gros soupir, elle reprend :

— Bonne sainte Vierge, aidez-moi, comme « Elle », à réciter : Notre Père.

J'écoute, les larmes aux yeux, cette invocation, pure comme le cristal, qui se déroule :

« Notre Père, qui êtes aux cieux... »

Une main se pose sur mon épaule ; une voix rude m'interpelle :

— Faites voir vos papiers !

C'est un sergent de ville, le fusil à l'épaule, dont l'intervention inopinée me rappelle que nous sommes en guerre et que ce n'est pas le moment d'être sentimental.

Paris, le 19 mai 1940

A Paris, on croyait jusqu'ici qu'on allait prendre l'Allemagne par la faim. On se croyait, dur comme fer, engagé dans une guerre qui allait être, jusqu'à la fin, silencieuse et sèche, sans batailles et sans effusion de sang. L'armée française, comme un boa, enserrait l'Allemagne. Son effort consistait à l'étrangler lentement. Déjà elle râlait.

Aux soldats, pour les distraire, on envoyait des ballons et, aux moins jeunes, des jeux de société. On leur expédiait par la poste des flanelles et des chaussettes de laine contre le froid aux pieds. Leur mission était simple : monter la garde. Entretemps, s'empiffrer de vin et de victuailles. Ceux qui revenaient en permission étaient gras à fendre avec l'ongle et très gais.

— Qu'est-ce que vous faites sur le front ? demandai-je à l'un de ces joyeux permissionnaires.

— Comment, qu'est-ce qu'on fait ? Mais une heure d'exercice le matin, est-ce que ce n'est pas assez ?

— Et le reste de la journée ?

— Le reste de la journée, eh bien ! on joue aux cartes, on se promène, on boit du pinard ! Que voulez-vous que l'on fasse de plus ?

— Mais, insistai-je, vous ne creusez pas de tranchées ? Vous ne prolongez pas la ligne Maginot jusqu'à la mer ?

— Pensez-vous ? Pour indisposer les Belges ? Pourquoi nous esquinter à remuer de la terre puisque la ligne belge nous protège ?

— Alors, précisai-je, pendant que les Allemands crèvent de faim, vous vous empiffrez ?

— Comme de bien entendu ! affirma-t-il. Puis, en riant à gorge déployée, il conclut :

— Ça les fait enrager.

Selon la forte parole de M. Edouard Daladier, président du conseil, ministre des Affaires Etrangères, ministre de la Défense Nationale et de la Guerre, c'était une drôle de guerre. Depuis près d'un an qu'elle durait, pas un coup de canon n'avait été tiré. En conséquence, le dit M. Daladier, président du conseil, ministre des Affaires Etrangères, etc., etc., se préoccupait d'organiser en France, aux colonies françaises, dans tous les pays, le Canada y compris, l'Association pour le Développement des Œuvres d'Entr'aide dans l'armée. Chaque jour, il avait avec le général Gamelin, commandant en chef des armées alliées, toujours ganté et toujours guindé, de longues conférences, dont rien ne transpirait.

Que se passait-il ? On s'en doutait alors. On le sait à peu près aujourd'hui. Elles consistaient,

tout au moins pour M. Daladier, à vider posément ses douze verres d'absinthe, qui constituaient sa ration quotidienne, et qu'il appelait son « lait de panthère ». Sans doute le buvait-il pour se donner de l'énergie.

Quand un journaliste osait s'étonner timidement de l'inaction de l'armée, lorsque un député, un sénateur lui en demandaient la raison, M. Daladier répondait qu'il entendait faire la guerre en économisant le sang français.

Certains de ses collègues, plusieurs généraux du grand état-major, dînaient joyeusement, au Quartier Latin, à « L'Alsacien », boulevard Saint-Michel, pour préciser. J'ai demandé hier, le 18 mai, au patron, brave homme d'Alsacien, sous-officier de 1914, ce qu'il pensait de cette façon de se comporter.

— Que voulez-vous que j'en pense, répliquait-il, bourru, sinon ce que vous en pensez vous-même ?

— Il n'est personne possédant quelques connaissances militaires, poursuivait-il, qui ne comprenne ce que sont en réalité ces victoires reculantes dont nous parlent en termes rassurants les communiqués. A la table où se réunissent d'ordinaire ces messieurs dont vous me parlez, j'ai entendu hier le directeur d'un quotidien patriote de Paris, déclarer tranquillement que nous sommes foutus et personne n'a protesté. C'est peut-être honteux de n'avoir pas protesté moi-même, mais « on » aurait fermé ma boîte dès

demain et c'est tout ce que j'aurais gagné. Vous admettez qu'il était plus sage de me taire.

— Quand elle saura tout, quand elle connaîtra la pourriture de ce que l'on est convenu d'appeler les hautes sphères, la France frémira d'indignation, conclut-il tristement.

Donc, selon M. Edouard Daladier et son acolyte le général Gamelin, la guerre allait se dérouler sans batailles. Il suffisait de monter la garde alimentaire à la frontière : l'Angleterre se chargeait de la police des mers. Il s'agissait de laisser se développer en vase clos les ferments de la révolution allemande : leur explosion n'allait pas tarder à se produire. En effet, l'explosion ne tarda guère, mais ce ne fut pas celle qu'avait prévue Daladier. Le 10 mai, à l'aube, l'armée de Hitler envahit sur quatre points, quatre pays. Le lendemain, ce fut l'arrivée à Paris de l'avant-garde lamentable des réfugiés.

Certes les Parisiens furent émus, mais rassurés par les journaux que surveillait étroitement la censure, ils affirmèrent que l'armée française allait fatalement aplatir les hordes allemandes. Les Allemands qui ne seraient pas massacrés devant la ligne Maginot, seraient inmanquablement noyés en Hollande, ou fauchés, tels des blés mûrs, par les mitrailleuses françaises en rase campagne.

Mais les « hordes allemandes », bien nourries, parfaitement équipées, en formations impeccables, marchant au pas cadencé, continuèrent d'avancer. Seulement, elles ne se présentèrent pas devant la

ligne Maginot. Elles eurent le mauvais goût de la tourner. L'état-major français en fut outré ! Quant aux fameuses régions inondées de Hollande, elles ne s'y noyèrent pas, mais les franchirent à pieds secs dans les bacs qu'elles avaient apportés.

Paris, le 20 mai 1940

Cette nuit, les Parisiens, pour la première fois, ont entendu le canon, mais assourdi, dans le lointain. Vers midi, l'alerte a été donnée par les sirènes. Devant les tirs de barrage, voyant venir nos avions de chasse, les bombardiers n'ont pas insisté. A la gare du Nord, le nombre des réfugiés augmente. Il augmente à la porte de Pantin. La confusion augmente aussi. On a l'impression de la pagaille, de l'affolement, de l'insuffisance de l'administration qui a charge des services d'accueil. Débordée, elle demande des volontaires. Le flot lamentable des réfugiés commence à couler dans les rues. Les Parisiens commencent à s'inquiéter.

Pour transporter les troupes au front et en ramener les évacués, les autobus ont été réquisitionnés. Ceux qui ont fait l'autre guerre prennent des airs de supériorité pour rappeler à leurs amis et connaissances qu'ils ont connu un épisode semblable : la réquisition des taxis la veille de la victoire de la Marne. Mais, cette fois, les autobus transportent des réfugiés. Plus ils en transportent,

plus il en arrive par la route et par les trains. Les convois de marchandises, les wagons à bestiaux, d'heure en heure, en déversent par milliers aux gares du Nord et de l'Est. Il en arrive davantage peut-être par les routes. Pour la plupart, ces malheureux ont fait le trajet à pied. Ils sont dans un état lamentable. Comme au temps d'Attila, c'est la fuite des populations devant les hordes envahissantes.

Paris, le 21 mai 1940

On me remet du secrétariat de l'Association de la Presse Anglo-Américaine un avis comminatoire. Je dois me présenter aujourd'hui même au bureau de presse du ministère des Affaires étrangères, au sujet des moyens d'évacuation dont je dispose. Voici ce que m'a dit M. Trouvé, chef du bureau des journalistes étrangers :

— Monsieur, je m'étonne de vous voir encore à Paris. Pourquoi n'êtes-vous pas déjà parti ?

— J'avais une petite voiture : on l'a réquisitionnée. Le marchand a eu mon argent. L'Etat, maintenant, a ma voiture. En guise de paiement on m'a donné un bout de papier. C'est tout ce dont je dispose comme moyen de m'en aller.

— Monsieur, m'a déclaré tout net M. Trouvé, les journalistes sont censés être des gens perspicaces. Leurs femmes sont déjà à Laroche ou quelque part par là. Nous verrons à votre évacua-

tion. Quant à celle de votre femme, vous me voyez au regret de ne pouvoir l'assurer...

— Mais, dis-je, vous prévoyez donc l'évacuation de Paris, son occupation par l'ennemi ?

— Je vous répète qu'il est des éventualités qu'un journaliste doit savoir envisager. Je ne considère pas que l'on doive lui mettre les points sur les *i*.

— Même sur ceux des communiqués ?

— Les communiqués sont ce qu'ils sont : à vous de les interpréter, dit-il de sa voix cassante des beaux jours du Quai d'Orsay.

— Monsieur, en vérité, vous êtes bien bon de m'enseigner mon métier et surtout la manière de rétablir la vérité dans certains documents officiels du gouvernement français, mis obligeamment par la censure à la disposition de la presse.

— Ne nous engageons pas sur ce terrain, je vous prie, le temps n'est plus des discussions stériles...

— Sur des contre-vérités, interrompis-je.

Je n'avais pas cru, jusqu'ici, je l'avoue, que l'entrée des Allemands fût possible. Surtout j'étais loin de supposer que dans les hautes sphères on en considérât l'éventualité. Comme tout le monde, bien entendu, j'étais au courant de la prédiction de Hitler, savoir que : « le 15 juin il entrerait à Paris et, le 14 juillet, ferait danser les demoiselles sur la place publique et qu'il pourrait faire défiler sous l'Arc de Triomphe 25 000 hommes (ses agents secrets) de la cinquième colonne ». J'étais

persuadé qu'il s'agissait là d'une vantardise un peu lourde. Ce que vient de me dire M. Trouvé me laisse rêveur.

Paris, le 25 mai 1940

Cette nuit, une fois encore, nous avons entendu le canon, mais faiblement, de très loin. On croit généralement que les aviateurs ennemis sont dérouterés par la manière dont la Défense Contre Avion (la D. C. A.), les reçoit. Du reste, leurs incursions au-dessus de la ville n'émeuvent plus personne. Lorsque les sirènes mugissent l'alerte, les Parisiens s'amuse, se montrent les uns aux autres ceux qui descendent aux caves et rigolent.

Paris, le 1er juin 1940

L'alerte n'amuse plus personne. La plaisanterie est usée. Pour les Allemands, c'est une sorte de formalité que de tenter de survoler la capitale, à moins que ce ne soit une corvée ennuyeuse qu'ils accomplissent sans zèle. Nos aviateurs de chasse ont fini par considérer que ce n'est même pas la peine de prendre l'air, puisque la défense anti-aérienne se charge des intrus. Ils mettent bien leurs moteurs en marche, mais l'ennemi s'en va avant que nos avions aient le temps de décoller.

Une chose plus sérieuse préoccupe les Parisiens : la reddition du roi des Belges. A la tête

de son armée de trois cent mille hommes, Léopold III s'est rendu sans conditions, en rase campagne. Un vide de plus de soixante-cinq milles a été ainsi créé dans le front franco-anglais par cet affreux abandon. Par ce gouffre les divisions blindées allemandes passent, sans arrêt, jour et nuit, en trombe. A l'allure de locomotives en pleine vitesse, leurs chars lourds, leurs tanks, font route sur le Nord. Leurs unités motorisées venant de l'Est, obliquent à la hauteur d'Amiens. C'est à ce coude que le général Weygand, l'as de l'autre guerre, a tenté sans succès de les prendre en flanc. Malheureusement, il n'a pas réussi. L'armée française du Nord, l'armée britannique de débarquement sont en danger d'être prises entre les formidables mâchoires de la tenaille allemande.

Ainsi, de replis stratégiques en victoires reculantes, relatés par les communiqués, nous en sommes là : six cent mille hommes sont en train de se faire massacrer. Aujourd'hui encore les communiqués « gazent » ou ne disent rien. Ils mentionnent les pertes allemandes, mais ne parlent jamais des nôtres. Les listes de morts, de blessés, de disparus de l'armée française ne sont pas publiées.

Paris, le 6 juin 1940

L'armée anglo-française a échappé à la tenaille qui tentait de se refermer sur elle. Formée

en carré, comme au temps de Napoléon, elle se défend pied à pied, recule en direction de Dunkerque qui tient toujours. Ces hommes sont des héros. Ils écrivent avec leur sang les plus belles pages peut-être de l'Histoire militaire de tous les peuples et de tous les temps. Mais à quel prix ? Trois cent cinquante mille hommes, sur plus de six cent mille ont réussi à s'embarquer à Dunkerque, mais les autres ? Mais le matériel ? Des scènes d'horreur dont on ne connaîtra jamais le détail, se sont produites à l'embarquement. En même temps que les soldats, on embarquait aussi des civils. Confusément on sait que, pour aller plus vite, pendant qu'on embarquait des soldats, on jetait, du quai aux navires, les tout-petits ; que, pour aller plus vite, toujours, des soldats se jetaient à l'eau, grimpaient à bord par les chaînes d'ancre, les haussières que l'on laissait pendre, exprès, le long des murailles du navire. La malheureuse ville se vidait des malheureux, réfugiés dans les caves, qui n'avaient pas été complètement tués. Donc, pour aller plus vite, on jetait, du quai sur le pont des navires, les bébés. Mais on ne s'arrêtait pas pour repêcher les pauvres petits qui tombaient à l'eau. Le bombardement infernal empêchait d'ailleurs d'entendre leurs appels que leur barbotis dans l'eau étouffait bientôt. Quant aux femmes, on les enlevait du quai au cabestan. Ce drame atroce a duré dix jours et dix nuits. Après quoi, l'amiral commandant la place s'est embarqué le dernier.

La modiste d'à côté est rentrée d'Evreux hier, après y être restée quinze jours avec sa vieille maman paralytique. Je l'ai vue tout à l'heure à la porte de son magasin.

— N'allez pas croire, m'a-t-elle dit, ce que, chaque matin et chaque soir vous raconte le communiqué du gouvernement, car il ne dit pas toujours l'exacte, l'entière vérité.

— Ainsi, poursuivait-elle, il est faux que le moral de l'armée, j'entends celui de l'armée entière, soit excellent. Celui de certains de ses éléments est, au contraire, lamentable. Celui de certains autres est inquiétant au possible. Je précise que le haut commandement, par conséquent le gouvernement, en sont informés.

— A Evreux, j'ai vu des soldats, par milliers qui disent ouvertement qu'ils ne veulent pas se battre et qui se vantent de s'être sauvés, d'avoir abandonné leurs pièces, d'avoir jeté leurs fusils avant l'arrivée des Allemands. J'ai vu des soldats communistes. J'en ai entendu d'autres se proclamer pacifistes, sans Dieu et sans patrie : « sans Dieu ni maître », hurlaient-ils à plein gosier. « Nous ne voulons pas nous faire tuer, ou simplement nous faire trouser la peau pour les bourgeois, les patrons, les capitalistes dont nous ne sommes pas », criaient-ils sur le passage des officiers, qui ne protestaient pas. Tous ces gens-là, je les ai vus, entendus, comme je vous vois et vous entends. Je vous affirme qu'ils comptent sur les

Russes, sur leur armée pour faire à leur place la guerre à l'Allemagne.

— Vous arrive-t-il parfois, demanda-t-elle, d'écouter à la radio, le traître de Stuttgart ?

— Oui, avouai-je, et chaque fois il me dégoûte davantage.

— Moi aussi il me dégoûte, renchérit la modiste, mais je reconnais qu'il me donne aussi à réfléchir. Sans doute ment-il, mais les communiqués officiels, tant français qu'allemands, mentent aussi. Il faut bien reconnaître que le traître de Stuttgart, comme on l'appelle, dit souvent, très souvent même, la vérité.

— Nous avons des soldats tenaces et braves, c'est certain, poursuivit-elle. Mais nous en avons qui sont plutôt flanchards : ceux de certains régiments du Midi, je vous le dis sans insister. C'est une indication que je vous donne, simplement, en passant. Nous avons aussi des officiers qui prêchent à leurs hommes la doctrine dangereuse de Moscou. Il est des régiments qui ne répondent déjà plus au commandement.

— De cela, conclut-elle tristement, le communiqué ne nous parle pas. Il nous trompe sur le moral des hommes et, dans toutes les langues, chaque jour par ses émissions radiophoniques, il trompe le monde.

A deux pas de chez moi, au rez-de-chaussée de l'immeuble qui fait le coin des rues Félicien-David et Paul-Dupuy, se trouve la papeterie du quartier. Je m'y ravitaille en papier. Chaque ma-

tin et chaque soir, depuis bientôt quatre ans, j'y vais chercher des journaux. La papetière, une brave femme sur l'âge, a fini par me connaître. Ma qualité de journaliste, à raison des circonstances, fait sur elle une grande impression. En conséquence, sans en avoir l'air, elle cherche souvent à me faire parler. Usant du même procédé, j'ai voulu faire sur elle une expérience :

— Et si nous nous étions trompés, lui dis-je, si nous avions sous-estimé la force et l'armement allemands ? Et si nous avions sur-estimé les nôtres ? Si, enfin, notre armée, gangrenée par le communisme, en partie du moins, refusait de se battre ?

La papetière d'ordinaire si bonasse se transforma en furie. Je ne me risquerais plus à formuler devant elle de pareilles hypothèses. Pour un peu elle me dénoncerait à la police comme agent allemand, comme un agent de cette fameuse cinquième colonne qu'on ne voit pas et dont on parle tant. Or, en ce moment, il n'y a pas à prendre à la légère une dénonciation de ce genre...

Paul Reynaud, ministre des Finances du cabinet Edouard Daladier, aujourd'hui président du conseil, a fait hier à la radio une déclaration qui a créé de la consternation. Il a annoncé qu'il venait de casser le général Korap, gendre du général en chef Gamelin. Il a motivé sa décision par des paroles d'une extrême sévérité. On ne savait pas grand'chose sur ce chef d'armée, sinon

qu'il a subi un désastre, sans combattre. Pourquoi ?

— Parce que, a précisé Paul Reynaud, ayant reçu l'ordre de colmater la brèche du front résultant de la reddition sans condition du roi des Belges, il manœuvra avec une lenteur suspecte. Etant le plus près du lieu de la catastrophe, il trouva moyen d'y arriver le dernier. La manœuvre à exécuter était celle d'une porte que l'on ferme. L'armée Korap était à la charnière : il arriva trop tard, ou du moins si tard qu'on ne put la fermer.

Mais il y aurait plus grave, c'est du moins ce que l'on chuchotte et murmure, il aurait fait passer à l'arrière ses batteries de 75 et de 37, motorisées, et enlevé ses mitrailleuses de l'avant. Enfin, il aurait privé ses fantassins de leurs mitraillettes et ne leur aurait laissé, à chacun, que trois grenades. Les Allemands avançant toujours, il fit dire à ses hommes de ne pas tirer, que ceux-ci ne leur feraient aucun mal et qu'on pourrait les prendre à revers. A la fin, les soldats français, indignés, auraient massacré leur général ainsi qu'une partie de son état-major. Des officiers auraient participé à cette exécution.

Qu'y a-t-il de vrai dans cette histoire ? Rien, probablement, absolument rien. N'empêche qu'elle court les rues et constitue un élément de démoralisation. Déjà on commence à parler de trahison, de généraux vendus. Demain, on commencera sans doute à justifier ceux qui auront lâché pied. Ce qu'il y a de plus clair, c'est ceci : le roi des

Belges, à la tête de ses trois cent mille hommes, s'est rendu sans condition, en rase campagne ; l'armée Korap a lâché pied ; l'armée franco-anglaise, ou du moins ce qui en reste, s'est embarquée à Dunkerque. Voilà où nous en sommes après moins d'un mois de guerre !...

Paris, le 7 juin 1940

Ma femme et moi étions encore à table. A la mode de Paris, nous sirotions notre café après le déjeuner. Les sirènes mugissent : c'est l'alerte qui sonne. Ma femme plaisante. Je hausse les épaules. Comme à l'ordinaire le canon tonne, mais au loin. On l'entend à peine. Les détonations se rapprochent, deviennent plus sèches, plus nettes.

— Je ne descendrai tout de même pas à la cave pour si peu, dis-je.

Une, deux, trois détonations éclatent avec une violence assourdissante. Nous nous précipitons à la fenêtre, d'où les déflagrations semblent provenir. Presque au-dessus de chez moi, j'aperçois un pigeon. Voilà que le pigeon qui faisait route franc sud, tourne sur l'aile, vire, en direction de l'Ouest. Moins d'une seconde après, un nuage noir surgit des usines Citroën, de l'autre côté de la Seine, à faible distance de chez moi.

— Drôle de pigeon ! murmurai-je.

Aussitôt une déflagration formidable m'arrive. Deux secondes après, une autre se produit, puis un sifflement aigu, sinistre, suivi d'une détonation si forte que le déplacement d'air fait trembler mes carreaux et me rejette à l'intérieur de la pièce. J'ai la respiration coupée. Je comprends : c'est le bombardement aérien.

Je comprends surtout que pendant des mois les Allemands nous ont endormis par des alertes sans effet, des incursions anodines. Si bien que nous avions ne prenaient plus la peine de monter. Ils savaient qu'en quelques coups de canon, la D. C. A. allait les décourager, les faire tourner bride. Ayant bien endormi notre aviation et notre défense aérienne, ils opèrent en grand. Une fois de plus ils obtiennent ce qu'ils cherchent toujours : l'effet de surprise. On sonne, puis on frappe à ma porte de façon impérieuse. C'est mon concierge, en tenue de sergent de ville :

— Laissez votre fenêtre ouverte pour éviter l'éclatement des carreaux. Descendez avec Madame à la cave : *immédiatement*. Les autres locataires y sont déjà.

Il prend un temps, puis ajoute :

— Je vous prie d'obtempérer de suite et sans rien dire : j'ai des ordres formels.

Je comprends parfaitement. Je fais signe à ma femme, et nous descendons à la cave à la suite du concierge. C'est un abri, précaire, sans doute, mais suffisant à nous protéger des éclats. Il suffit de ne pas être au point de chute. Tandis

que nous descendons, les détonations, précédées d'affreux sifflements, se succèdent. J'entends des carreaux qui volent en éclats : à deux reprises, la maison oscille.

Combien dura cette alerte ? Combien de minutes avons-nous vécu dans ce vacarme ? Combien de temps sommes-nous restés à la cave, avec la perspective peu aimable d'y être pris comme des rats sous les décombres de la maison ? Fort peu, sans doute, une dizaine de minutes au plus. Mais la mesure du temps n'a rien d'absolu et il en est des minutes comme des élastiques qui s'allongent en certains cas.

Paris, le 7 juin 1940

De nouveau les détonations s'éloignent. On commence à entendre le moulin à café des mitrailleuses de nos avions de chasse... Enfin, la berloque sonne : c'est la fin de l'alerte. En tout, m'affirme ma montre que le bruit n'émeut point, l'alerte a duré une demi-heure à peine. C'est égal, dans la cave où d'ordinaire il fait si frais, j'ai eu chaud et le sergent de ville n'a nullement souffert du froid ! De ma fenêtre, j'aperçois aux usines Citroën, deux foyers d'incendie. Je sors aussitôt pour constater les dégâts. Ils sont sérieux. Les usines Citroën sont en flammes. Les pompiers sont à l'œuvre : l'insuffisance de leur outillage

fait pitié, vraiment. Leurs pompes font penser à celles d'un village de chez nous.

Rue Félicien-David, faisant le coin de la rue Degas, se trouve le lavoir des bonnes sœurs. Toutes les fenêtres, prudemment fermées au moment de l'alerte, sont sans vitres. Les murs sont criblés d'éclats d'obus : la rue est jonchée de morceaux de verre. Rue de Rémusat, à deux pas, une bombe a creusé dans la chaussée un profond entonnoir. Les pavés de pierre ont volé à plus de cinquante pieds. A une centaine de pieds de l'entonnoir, un réverbère de bronze a été coupé net à la hauteur de ma tête. Sur un rayon de cinq cents pieds les carreaux des fenêtres ont volé en éclats. Avenue de Versailles, au numéro 100, une bombe a pénétré obliquement dans un immeuble, à la hauteur du quatrième étage. Elle l'a traversé en démolissant tout sur son passage. Elle est tombée un peu plus loin, réduisant en aiguillettes un gros arbre, défonçant la chaussée, crevant, finalement, une grosse conduite d'eau.

J'ai dit que la bombe, ayant pénétré dans l'immeuble à la hauteur du quatrième étage, avait tout démoli sur son passage. Elle a fait plus et mieux : elle a crevé le plafond. De l'étage supérieur, pend, au-dessus du trottoir, un piano qui menace de tomber d'un instant à l'autre.

J'ai vu à Auteuil, dix maisons détruites à moitié ou complètement. J'ai vu des blessés dont les habits étaient couverts de sang. Des devantures de magasins ont été enfoncées, les glaces

pulvérisées. Des marchandises de toutes sortes, des fioles de parfums, entre autres, jonchent les trottoirs. Rendons justice aux Parisiens : il suffirait de se baisser pour en prendre. Personne n'y touche.

Le bombardement a terrorisé les habitants du paisible quartier d'Auteuil. Mais à raison de la mobilité de caractère des Parisiens, cet état d'esprit ne dure point. Deux heures après qu'eut sonné la berloque, ils étaient tous dehors, pour voir comment « ça s'était passé » dans le quartier. Des terrassiers enlevaient les décombres, commençaient à réparer la chaussée défoncée. De tous les coins de la capitale on accourait à Auteuil pour voir les dégâts. On prenait un verre au café dont la devanture avait été pulvérisée. Mais pour peu impressionnés qu'ils fussent, les Parisiens se rendaient compte par eux-mêmes des effets d'un bombardement aérien.

DEUXIÈME PARTIE

SUR LA ROUTE D'HORREUR ET D'ÉPOUVANTE

Huriel (Allier), 14 juin 1940

Je me suis enfui de Paris, trente heures avant l'arrivée des Allemands. En gare d'Orléans, j'ai assisté au départ des derniers trains. J'ai vu des wagons pris d'assaut par des hommes pris de panique. Sur les quais envahis j'ai vu des femmes piétinées avec une brutalité odieuse, par des hommes aux yeux troubles de peur. Je fus un anonyme de l'âme française en déroute. Je fus, sur les routes, de la horde des six millions de fuyards devant l'envahisseur. J'ai quitté Paris avant-hier, alors que les ministères, les banques, les usines de guerre déménageaient en hâte.

J'ai vécu sur la route une nuit et deux jours de cauchemar. Je sais aujourd'hui ce que c'est qu'un bombardement en piqué, le sifflement d'une

bombe avant le fracas de son éclatement. Je sais aujourd'hui ce que c'est qu'un avion passant à basse altitude pour mitrailler à bout portant, de pauvres gens, sur une route embouteillée. Ma femme qui fit près de moi cet affreux voyage, le sait aussi. Les angoisses, les horreurs de la guerre, vues de près, le lent cheminement à l'arrière des troupes en retraite, ou plutôt en déroute, m'ont anéanti. Ma fatigue est si grande que je ne crois pas pouvoir me reposer jamais, retrouver mes forces, mon énergie. J'ai l'impression affreuse d'avoir vieilli.

Huriel (Allier), 16 juin 1940

Me voici à Huriel, dans l'Allier, tout près de la Creuse. C'est une région pauvre, sans pittoresque, un pays inconnu des artistes, ignoré des touristes. Il est triste et ses habitants sont âpres au gain. Le patois qu'on y parle, à raison peut-être du lointain héritage qu'y ont laissé les Anglais, est lourd, sans charme, sans plus de grâce que la démarche des paysans dans leurs gros sabots.

Devant la porte du moulin où j'ai trouvé asile, le flot ininterrompu des fuyards passe depuis deux jours et deux nuits. Véhicules de tous genres et de toutes sortes remplis d'objets hétéroclites d'où émergent des têtes ahuries ; des officiers, à raison de deux par voiture, pas plus assurément, ayant à l'arrière leur cantine, passent à grande allure,

sans un regard pour leurs hommes. Des soldats sans armes, s'en vont à pied, à bicyclette, à pleins camions. Combien en ai-je vu passer de ces fuyards en uniforme, ivres de fatigue, que l'épuisement, la faim font tituber avant qu'ils ne tombent endormis sur le rebord de la route ? Cinq mille, dix mille ? Davantage peut-être.

Le flot silencieux des fuyards coule toujours...

— Une chopine de rouge, vieux ? ai-je offert à l'un d'eux.

Il a levé sur moi deux pauvres yeux de bête de somme, épuisée, rendue de fatigue. De la voix chevrotante qu'ont les hommes très vieux, baissant la tête, il a répondu :

— Sûr et certain que je la crève de soif, mais j'ai pas le rond.

— T'as soif ? ai-je répliqué, et j'ai du vin : eh bien ! ça fait le compte ? Arrive mon gars, voir un peu si tu peux vider ma bouteille.

C'était un Parisien, ouvrier de Billancourt, où logent ceux des usines Citroën et Renault. En vidant sa chopine, coup sur coup, voici ce qu'il m'a dit :

— Il y a une dame charitable qui m'a donné un bout de saucisson et un quignon de pain. Mais je me débine depuis le matin, au soleil, et je n'ai pas mis une goutte par-dessus. De sorte que j'ai la pépie, vous comprenez ?

— Et d'où que tu viens, mon vieux ?

— De Saint-Quentin d'abord, de Soissons ensuite. C'est là que mon régiment a été anéanti.

Nous sommes sortis à huit de la tranchée. Les autres y sont restés : deux mille environ. Les officiers nous avaient fait prendre position, avec nos petites pièces de 37, autour de la gare. En moins de deux, la danse a commencé. Celle de la gare avant la nôtre : ça fait que, en quelques minutes, il n'en est rien resté. La danse des rails et des dormants a suivi. Enfin nos canons se sont mis à voltiger et leurs caissons à exploser. C'était du joli : vous pensez !

— On a sauté dans la tranchée, comme de bien entendu ! Mais ça n'a pas servi à grand' chose, comme je vous ai dit. Au premier ralenti du bombardement, nous en sommes sortis : à huit !

— Et, où que tu vas ?

— J'aimerais bien qu'on me le dise, vu qu'on me désigne une ville pour y attendre que mon régiment se reforme et, lorsque j'y arrive, on me donne une feuille de route pour aller plus loin. De Soissons, d'étape en étape, j'arrive ici, j'entends à Montluçon qu'est pas tellement loin et voilà que, maintenant, on m'envoie dans la Creuse.

Le pauvre gars baisse la tête et serre les poings, puis rugit :

— Bon sang de bon sang ! Si ça peut finir, une fois c'te balade de malheur !

— Et vos officiers ?

— Pour la plupart des propres à rien : des vaches, autant dire !

— Eh là ! mon pauv'vieux, faites attention, des fois : c'est grave ce que vous dites...

— C'est pourtant clair, ce me semble. Mais puisqu'il le faut, mettons les points sur les *i*. Avant la guerre, on a nommé les instituteurs sous-lieutenants ou lieutenants de réserve, voir de l'armée active. Or, c'est connu, les instituteurs avaient été travaillés de longue date par la propagande soviétique. Un grand nombre de nos instituteurs, ceci encore est connu, à la déclaration de guerre, étaient gagnés aux idées de Moscou. J'ajoute qu'ils ne faisaient nullement mystère de leurs convictions communistes. Ouvertement ils déclaraient l'idée de patrie une plaisanterie ; le devoir envers le pays : une stupidité. Pendant des années, ils contaminèrent, à l'école, l'âme des enfants. Transformés en officiers, ils « noyautèrent » selon leur expression, les compagnies ; ils firent de la propagande communiste parmi les hommes qu'ils étaient chargés de commander. Le moment venu, ils mirent leurs théories en action et leurs principes en pratique en détalant les premiers. Mais, rassurez-vous, parmi leurs hommes ils ne trouvèrent pas que des proies faciles et certains se refusèrent nettement à devenir leurs adeptes. Le moment venu ils se révoltèrent devant tant de lâcheté et tirèrent leurs officiers en fuite comme des lapins qui détalent.

Quand je dis que les officiers étaient des vaches, faut s'entendre. Je ne dis pas tous. Je parle des instituteurs communistes. Parmi les

officiers de carrière, il y en avait des bons qui se tenaient avec leurs hommes, les encourageant par la parole et l'exemple. Parmi les officiers de carrière il y en avait qui n'étaient pas bons à grand'chose : les mondains, les hautains de l'état-major, à serviettes et à lunettes. Ceux-là, je n'en dirai rien, mais la troupe ne les aimait pas. On les voit passer sur la route, à toute allure : tant pis si leur voiture écrase des hommes ! En pleine déroute ils conservent leur morgue !

— De ces officiers qui détalèrent en voyant l'ennemi et qui furent tirés comme des lapins par leurs hommes, il y en avait dans votre compagnie ?

— Peut-être bien, répondit le soldat de façon évasive...

Remontant son sac, il reprit :

— On se reverra à Paname. Alors on remettra c'te chopine.

— Vous rentrerez bientôt à Paris ?

— Dès la démobilisation. Il y aura des règlements de compte. Je veux en être. Gare aux mauvais riches et gare aux bourreurs de crânes de la politique ! Dans certains quartiers de Paris ça va barder !

Huriel (Allier), 17 juin 1940

Huriel compte deux médecins dont l'un, que je suis allé consulter, est, comme on en trouve

souvent dans les petits villages perdus de France, un savant et un sage. Il a fait la guerre comme médecin militaire. Il est rentré hier et s'est réfugié parmi les beaux livres dont sa maison est encombrée.

— Major, lui ai-je dit, si je vous posais des questions sur ce que vous avez vu et entendu, là d'où vous venez répondriez-vous ?

— Non : c'est trop triste.

— Baissant la tête, il poursuivit d'une voix sourde :

— Je vous en prie : ne m'appellez plus major...

— Pourquoi ? insistai-je, parce que ce titre vous rappelle des choses trop laides, trop odieuses ?

— Oui. Les responsables de la guerre savaient qu'elle était perdue d'avance : ils l'ont déclarée quand même !

— J'ai vu de telles abominations, une telle bêtise diffuse que je ne suis plus du tout fier d'être Français.

— Les souvenirs que je rapporte de la guerre sont, je vous le répète, si écœurants, si démoralisants, que je n'en parlerai jamais.

— C'est la dernière fois que j'ouvre la bouche sur ce sujet. Mais avant de me taire, je tiens à vous indiquer que tout ce que l'on en dira sera au-dessous de la vérité.

— S'agit-il des soldats ?

— Oui : des soldats ! et aussi des officiers dont certains valaient encore moins !

Le docteur passe la main sur son front comme pour en chasser les images de cauchemar qu'il revoit par la pensée. Il me demande dans un sourire triste :

— Parlons d'autre chose, voulez-vous ?

Huriel (Allier), 18 juin 1940

L'inspecteur principal Picard, de la Sûreté parisienne, a pu faire monter sa femme, à contre-voie, dans le dernier train qui a quitté Paris, quelques heures à peine avant l'entrée des Allemands. Une foule hurlante tentait de prendre le train d'assaut lorsqu'il démarra. J'ai retrouvé Madame Picard à Huriel. Indignée, elle criait sa colère comme toutes les Parisiennes. Elle m'apprend que Langeron, le préfet de police de Paris, ayant reçu, ainsi que chacun sait, l'ordre de rester à son poste, se disposait, dans la soirée du 12, à désobéir au ministre de l'Intérieur, Georges Mandel. Sa puissante auto l'attendait sur le tranquille Quai des Orfèvres. Ayant fait faire le plein d'essence, il en avait mis en réserve dans sa voiture, 500 litres, soit 100 gallons : de quoi filer d'une traite en Espagne. Il se disposait à partir, lorsque l'inspecteur Picard est entré dans son bureau. L'entrevue fut orageuse. Le préfet le prit d'abord de haut avec son subordonné. Mais celui-ci tenait obstinément sa main droite dans la poche de son veston. M. Langeron n'est pas

sans ignorer ce geste des inspecteurs de la Sûreté. Finalement, M. Picard fit comprendre à son supérieur en termes nets, clairs et précis que s'il faisait mine de partir, manquant ainsi lâchement à son devoir, il lui brûlerait la gueule... Langeron, qui s'était levé, blémit, se rassit et... resta.

— Lorsque, dit-elle dans un sursaut de colère, les Parisiens sauront tout : à commencer par les scélératesses de ceux qui les ont trahis ou vendus, ils frémiront de rage !

Comme le soldat que j'ai interrogé hier et presque dans les mêmes termes, elle conclut :

— Il y a des réverbères à Paris : gare aux mauvais riches ! et gare aux bourreurs de crânes !

Elle me parle ensuite de la trahison du général Korap, venue s'ajouter à celle du roi des Belges.

— Et Gamelin ? le beau-père de Korap, qu'est-il devenu ? m'enquis-je.

— Avant que les Allemands ne hissent le drapeau rouge à croix gammée sur les édifices publics de Paris, Reynaud, le nouveau président du conseil, l'avait déjà coffré à Vincennes. Il a été transféré quelque part, je ne sais où, depuis. Il va passer en jugement, c'est sûr et certain.

Huriel (Allier), 19 juin 1940

Les soldats qui gardaient le camp de concentration des ressortissants allemands en ont ouvert

les portes ce matin. Aucun détenu n'ayant bougé, on procéda à leur expulsion. En longues files, le baluchon sur l'épaule, ces malheureux s'en vont sur la route. Pour la plupart, ce sont des Israélites que Hitler avait chassés d'Allemagne. Au camp, ils étaient bien traités, bien nourris. Pour eux, c'est fini la bonne vie oisive, c'est leur pérégrination millénaire qui recommence. Les détenus à peine partis, les réfugiés qui encombrent le village, se sont précipités sur la cantine. En un clin d'œil, une barrique de vin, des caisses de pâtes alimentaires, des sacs de légumes secs, une énorme meule gruyère ont été raflés. Ces messieurs et ces dames ont ainsi, à peu de frais, fait leurs provisions. Les gendarmes, prévenus, ont refusé d'intervenir. Quant aux soldats qui avaient la garde du camp, ils étaient partis faire ripaille dans les débits de vins et liqueurs du village.

Sur le bas côté de la route, à deux pas de la gargotte où je mange, une Renault fermée, s'arrête. Un homme en descend et s'en va. La rumeur aussitôt circule que c'est un espion. Il n'en faut pas davantage pour que ces messieurs et dames les réfugiés se précipitent sur la voiture. En un clin d'œil elle est vidée de son lourd chargement : vêtement, linge de maison, etc. Un gendarme assiste à ce cambriolage collectif en plein vent, sans intervenir. Finalement un soldat arrive, joue des coudes dans la foule, monte dans la voiture, la met en marche et file. Le gendarme assiste à ce vol évident et n'intervient toujours pas.

Huriel, comme tout village qui se respecte, possède une place publique et un parc. Sur la place est un lamentable monument aux morts de l'autre guerre. Le parc, un champ plutôt, est planté de quelques arbres. Les gendarmes y ont fait garer les voitures des réfugiés belges : une centaine en tout. Depuis hier, les fuyards en uniforme français, se sont donné le mot, dirait-on. De temps à autre, ils sautent dans une voiture et filent. Le propriétaire, naturellement, jette les hauts cris. Les gendarmes se bornent à hausser les épaules :

— Que voulez-vous que nous y fassions ? avouent-ils.

Les malheureux Belges dont on n'a pas encore volé les automobiles, préfèrent mettre eux-mêmes leurs moteurs en marche et décamper. Les voitures, les unes après les autres s'éloignent. Le gargottier qui assiste à leur départ conclut philosophiquement :

— Allons, tant mieux ! Bon voyage ! Bon débarras ! Et surtout ne revenez point !

Le gendarme qui fait les cent pas devant la gargotte entend parfaitement et demeure impassible. Pour un peu il s'écrierait lui aussi :

— Bon débarras ! Et surtout ne revenez point !

Pauvres gens ! qui ont tout perdu et qui ne trouveront point au prochain village plus de sympathie qu'ils n'en ont trouvée à celui-ci, parce qu'ils arriveront en surnombre dans un patelin

effroyablement encombré où, déjà, les choses à manger manquent.

Dans le parc d'Huriel, entre les voitures, on a creusé une tranchée, car les aviateurs italiens ont bombardé sérieusement hier Montluçon, ville importante, tout à côté. Sur l'unique banc de pierre, j'y lisais justement tout à l'heure. Voilà que le ronron des avions se fait entendre. Je lève les yeux : ils sont deux escadrilles de dix chacune. Je jette un regard sur la tranchée et je me rends compte qu'il me faut renoncer à m'y réfugier. Les soldats, en effet, ont été les premiers à y sauter. Quant aux femmes, aux enfants, ils peuvent toujours attendre le prochain bombardement : place d'abord aux braves militaires qui ont gardé les détenus civils du camp de concentration, et place aussi aux fuyards qui, après avoir jeté leurs armes sans même s'en servir, ont reflué jusqu'ici. Une fois de plus, en face du danger possible, les fuyards, les soldats qui n'ont pas voulu se battre, songent d'abord à leur peau. Ils sautent les premiers dans la tranchée, repoussent les femmes et les enfants avec la dernière brutalité. A leurs protestations indignées ils répondent avec la dernière grossièreté. J'ai vu une maman, tenant deux bébés par la main, ayant reçu des coups de pieds là où vous savez, assaisonnés d'insultes crapuleuses, préférer s'en aller. Elle passa à deux pas de moi. Je vis ses yeux remplis de larmes.

Les militaires en ont été quittes pour la peur : les escadrilles italiennes n'ont pas fait à Huriel

l'honneur de le bombarder. Elles sont à peine hors de vue que les soldats sortent de la tranchée, prennent des airs goguenards et font de grasses plaisanteries.

Jour et nuit, sans interruption, le défilé lamentable des soldats désarmés continue. Sur le pas de la porte du moulin où j'ai trouvé refuge, je me suis installé avec une bouteille de rouge et un verre. Le procédé est infaillible. Les fuyards louchent du côté de ma bouteille. L'un d'eux, visiblement épuisé, me demande à boire. C'est ce que j'attendais : j'ouvre mon calepin. En vidant le litre de gros vin rouge, épais et âpre de l'Allier, il parle :

— De voir ces hommes qui se sauvent, s'en vont où ils peuvent, n'ayant qu'un désir : fuir les Allemands, ça vous étonne ?

— Un peu, je l'avoue, dis-je. L'armée française de l'autre guerre ne m'avait pas donné cette impression d'un troupeau de moutons pris de panique.

— Si vous saviez ce qui s'est passé, me dit tristement le soldat, vous comprendriez...

— Avant de monter en ligne, poursuit-il, les hommes de ma compagnie reçurent, chacun, six cartouches.

— Ce n'est pas beaucoup, dis-je.

— Si encore elles avaient été bonnes...

— Comment bonnes ?

— Je veux dire que plusieurs de ces cartouches ne portaient pas, pour la bonne raison

qu'il n'y avait rien dans les douilles. C'est comme je vous dis : on s'en est assuré. Une batterie de 75, tout à côté de nous ne pouvait tirer pour la raison que ses cartouches n'étaient pas de calibre. Pendant ce temps-là, les Allemands nous arrivaient dessus avec des chars blindés de soixantedix tonnes, marchant à l'allure de locomotives de grand express. Ils étaient armés de pièces qui tiraient bien, je vous le garantis. Nous avions, à la compagnie, une section de mitrailleuses, ayant son plein de bandes de cartouches. Mais pour arrêter les locomotives allemandes autant eût valu des tire-pois. Tout ce que nos hommes pouvaient faire, dans ces conditions, c'était de cracher par terre pour exprimer leur mépris, leur colère, et crier :

— Ah ! les vaches ! Mais ces cris n'arrangeaient rien et les fantassins allemands qui nous tiraient dessus à bout portant, voyant nos fusils qui ne partaient point, nous visaient posément en rigolant.

Le soldat pose son verre sur le pas de la porte, me regarde et serre les poings :

— Comprenez-vous maintenant qu'on ait foutu le camp ?

— Pourquoi, demandai-je, ne voit-on pas d'officiers accompagnant leurs hommes sur la route ?

— Parce que ces messieurs ont leur voiture : une pour deux officiers, pas plus. Quand l'ennemi a eu l'indélicatesse de la leur rafler, à la première

occasion, ils en arrêtent une, sur la route, la réquisitionnent, y montent et partent sans même saluer le propriétaire.

Un soldat arrive en auto au moulin. Il accompagne son père qui vient demander de la farine à la meunière. Pendant que l'on empile les sacs dans la voiture, je fais causer le militaire.

— Vous êtes démobilisé ?

Sans attendre la réponse, je lui pose la question que je pose à tous :

— Et votre fusil ? votre baïonnette ? qu'en avez-vous fait ?

— Démobilisé ? Pensez-vous ? J'étais de l'armée d'Orléans. Je me suis démobilisé tout seul, en rentrant tout simplement chez nous. C'était facile, je suis de la région.

— Je suis arrivé avant les autres parce que, au moment de la débâcle, je suis parvenu, avec trois camarades, à sauter de force dans l'auto du lieutenant qui prétendait filer tout seul. Malheureusement notre officier ne connaissait pas le pays. Il avait bien une carte d'état-major, mais ne sachant pas la lire, il ne parvenait pas à s'y retrouver.

— Heureusement, interrompis-je, que vous étiez du pays, vous avez pu lui indiquer la meilleure route à prendre et même les raccourcis...

— Dans le vacarme, l'affolement, l'épouvante, avoue-t-il, j'avais perdu toute notion de temps et de lieu : je ne savais plus où j'étais. Certains officiers marchent au canon, pour entrer dans la

bataille. Nous, nous avons pris, au jugé, ce qui semblait la meilleure route pour nous en éloigner. Mais nous avons mal jugé, car nous sommes tombés en plein sur un poste allemand. C'était celui d'un secteur calme, heureusement. Nous fûmes entourés en moins de deux. Le chef de poste nous ayant ordonné de sortir de la voiture, nous commanda de jeter nos fusils et nos baïonnettes dans le fossé, puis il nous dit de nous en aller. Il nous indiqua même des routes de raccourci et de traverse, sans hésitation et sans consulter une carte.

— Mais, ajouta-t-il en souriant, dépêchez-vous, filez sur Montluçon, car, par ici, ça va chauffer dans quelques minutes. Hélas ! nous jouions de malheur, n'ayant pas suivi exactement ses indications, nous tombâmes, à notre grand effroi, sur un autre poste allemand. Même cérémonial qu'au précédent. Le chef nous fait sortir de la voiture. Nous voyant désarmés, il nous demande ce que nous voulons. Nous le lui disons. Pendant qu'il explique à l'officier la route à prendre pour gagner Montluçon, nous, les soldats, nous tournons involontairement la tête vers la cuisine roulante, auprès de laquelle les soldats allemands achevaient leur repas. Obligeamment ils nous offrent à manger.

— Il nous en reste, dit l'officier. Si le cœur vous en dit...

Or nous n'avions pas mangé depuis la veille et il était deux heures de l'après-midi. Il faut

d'ailleurs le dire, le fricot allemand sentait fort bon et il était riche en bons gros morceaux de viande. Nous nous sommes restaurés. Pour dire toute la vérité, nous nous en sommes mis jusqu'au menton. Puis, encore une fois, nous nous sommes remis en route.

— En sorte, remarquai-je, que, par deux fois, vous avez été à même de constater que les Allemands connaissaient mieux que vous la région ?

— Comme de bien entendu et j'ajoute : qu'ils ne furent pas pour nous de mauvais bougres et que leur fricot était vraiment bon.

Sur la place du village on a garé les autos de ces fuyards civils qu'on appelle les réfugiés et les évacués, dont la horde innombrable encombre les routes et paralyse ce qui reste encore de l'armée française. J'avise un brave homme qui, sur le marchepied de sa voiture, entouré de sa femme et de ses deux enfants, déballe un colis de victuailles.

— D'où venez-vous, mon ami ?

— D'Orléans... J'en étais parti depuis deux heures et nous avons roulé sans arrêt lorsque ma femme s'aperçut que nous avions oublié de prendre la malle qui contenait notre linge. Il fallait donc retourner. Mais il était trop tard. Déjà à cinq kilomètres de la ville, la route était barrée par un poste allemand. Après avoir constaté que j'étais sans armes, l'officier me dit :

— Je vois au ruban qui orne votre boutonnière que vous êtes un brave de l'autre guerre.

Je ne vous retiendrai donc pas. Retournez d'où vous venez, mais dépêchez-vous : dans une heure il sera trop tard, peut-être.

Enervé, le cœur serré, je ne parvenais pas à tourner ma voiture sur la route. Souriant, l'officier ajouta :

— Là ! là ! allons ! reprenez votre sang-froid. Si vous continuez de cette façon vous allez finir par causer un accident : il y en a déjà bien assez...

Une auto s'arrête au moulin, devant le pas de la porte sur lequel je suis installé. Au volant de la voiture il y a un homme. A l'arrière, deux femmes, dont l'une, raidie, est très pâle. Le chauffeur me demande un verre d'eau.

— Pour la malade, n'est-ce pas ? Peut-être, dis-je, vaudrait-il mieux qu'elle descende pour se reposer un peu de la fatigue de la voiture ?

— Elle n'est plus malade, m'apprend le chauffeur, elle est morte. Je la conduis à Montluçon pour la faire enterrer. Le fossoyeur de Huriel ne dessaoûle plus et refuse de travailler. En ce moment il est en train de boire, au débit de vin, avec des fuyards de l'armée d'Orléans.

Au hameau de la Gennebrière, qui est dans la Creuse, à sept kilomètres de Huriel, qui est dans l'Allier, il y avait un dépôt d'aérostiers. Au bourg de la Baille, un peu plus loin, il y en avait un autre. Depuis hier, il n'y en a plus. Ayant appris que les Allemands étaient à Montluçon et s'y étaient arrêtés, ces messieurs, nullement rassurés, décidèrent de leur brûler la politesse en

prenant les devants : ils ont filé. Dans leur précipitation, ils ont oublié deux immenses caisses de chaussures neuves, une caisse remplie de bleus de mécaniciens (overalls) ; une barrique de bon vin ; un millier, environ, de boîtes de conserves, des centaines de sacs de légumes secs, des pièces de rechange, pour moteurs, etc. Au dépôt de la Baille ils ont abandonné un stock équivalent. En un jour les deux dépôts ont été vidés à net.

— Par qui ? ai-je demandé. Par les Allemands, sans doute ?

— Pensez-vous, m'a-t-on répondu de divers côtés, par les gens du village, ce qui vaut mieux que par les passants.

A Huriel, tout le monde, ouvertement, rigole de cette mise au pillage, comme du reste tout le monde a rigolé du pillage de la cantine du camp de concentration. Lorsque l'on en parle devant eux, les gendarmes qui n'en ignorent rien, ne soufflent mot. Ils se bornent à conserver leur habituelle mine sévère.

Huriel (Allier), 20 juin 1940

Les fuyards passent toujours, mais ils n'ont plus le même aspect. Elégants et hautains, leur mallette à l'arrière de la voiture, les officiers passent en trombe, sans jouer du klaxon. Les soldats qui encombrant la route n'ont qu'à se garer, sinon tant pis ! Les soldats, eux, du moins

un grand nombre d'entre eux, vont à bicyclette. Mais, pour la plupart, ce ne sont pas des bécanes de l'armée. Où les ont-ils prises ?

Un soldat à qui j'ai posé la question, en guise de réponse, a simplement haussé les épaules. D'autres, encore, passent à pleins camions.

Je viens de voir entrer un plein camion de soldats à Huriel. Au pare-brise ils avaient mis des branches de rosiers en fleurs. En entrant au village, ils poussent des clameurs de joie, saluent de la main les habitants comme si, au lieu d'être de misérables vaincus en déroute, ils étaient des vainqueurs. Le camion s'arrête devant le débit de vins, sur la place. Les fuyards enthousiastes en descendent pour se rafraîchir.

— Quand le coq gaulois, dis-je au fuyard qui sans cérémonie et sans invitation s'est installé à ma table, quand le coq gaulois, ayant livré combat, s'est fait battre, il cesse de chanter. Quand le chien a le dessous dans une bataille, il se sauve, comme vous faites, mais l'oreille basse et la queue entre les pattes.

— Vous vous sauvez, sans avoir même combattu et vous faites les fameux ?

— Pourquoi ?

— Vous vous êtes sauvés, sans même avoir vu le feu, simplement, pour l'avoir entendu.

— Alors ? Pourquoi faites-vous les glorieux ?

— Y a-t-il donc tant d'honneur à fuir comme vous faites, sans même vous être fait battre ?

—Non, nous ne nous sommes pas battus. Nous avons reculé avant de monter en ligne. Pour ma part, j'ai sauvé ma peau : c'est le principal, vu que je n'en ai qu'une et pas de rechange. On est contents d'être revenus. On l'était moins de partir à la tuerie, c'est convenu.

—Mais votre fusil ? votre baïonnette ? Les Allemands vous les ont pris ?

—Pensez-vous ? C'était pas la peine de s'en embarrasser. J'ai flanqué l'un et l'autre dans le fossé. Les camarades ont fait comme moi.

—Et vous allez de ce train ?

—Chez nous.

—Vous avez été démobilisé ?

—La démobilisation : on s'en fout. Chacun se démobilise tout seul.

—Et votre devoir ?

—Notre premier devoir, pour l'instant, est de rentrer chacun chez soi. Quant à l'autre, celui dont vous parlez : c'est de la rigolade. Se faire tuer plutôt que reculer, se faire tuer pour défendre la patrie : c'est bon pour les bourgeois. Nous, on n'en est pas des bourgeois. Ce qu'on a à défendre, c'est la terre. Mais comme personne ne l'attaque, alors on s'en fout. De la guerre on a marre (trop), on ne songe plus qu'à rentrer. Si des fois qu'on venait attaquer notre terre, alors, je ne dis pas, on verrait peut-être à la défendre. Mais pour l'instant il n'en est pas question, alors on ne songe plus qu'à rentrer. Quant au reste : que les bourgeois le défendent si ça leur chante !

J'ai posé les mêmes questions à plusieurs de ses camarades. Tous, à peu de chose près, m'ont fait les mêmes réponses avec, à peine, quelques variantes. Celle-ci, par exemple :

— Notre lieutenant était tout le temps à nous dire : « Vous seriez bien bêtes de vous faire trouser la peau, vous des pauvres bougres, pour défendre le bien des riches, la propriété des bourgeois que vous n'êtes pas. Ces gens-là se fichent de vous : pourquoi ne vous ficheriez-vous pas d'eux ? »

— Et puis, m'a confié un autre, quand les officiers donnent l'exemple de ficher le camp au premier obus, il n'y a qu'à faire comme eux. Pas vrai ?

En présence d'une telle démoralisation, je reste sans parole.

Les soldats, en général, accusent leurs officiers. A toutes ces accusations, que répondront ces derniers ? Un jour prochain, peut-être en verrai-je quelques-uns sortir de leur réserve hautaine, abaisser leur morgue jusqu'à répondre à un simple journaliste. J'entendrai sans doute alors un autre son de cloche.

Huriel (Allier), 20 juin 1940

A défaut d'officiers, j'avise un soldat aux cheveux grisonnants, à la poitrine barrée d'une brochette de décorations.

— Quelle est la leçon à tirer de l'effondrement de l'armée française ? lui ai-je demandé.

— A mon sens, simplement, celle-ci que ce à quoi on assiste est la résultante de vingt ans de phrases et d'éloquence, de propagande pacifiste, amollissante. Les mêmes causes produisent les mêmes effets : c'est connu. La propagande pacifiste, liquéfiant des énergies a produit en France ce qu'elle a produit en Russie, lors de l'autre guerre. Rappelez-vous la capitulation russe, le honteux traité de Brest-Litovsk.

— Et je me rappelle aussi, intervins-je, les horreurs de la révolution qui suivit.

— C'est ce que je redoute pour Paris, avoua le vieux brave, non sans mélancolie. Voici donc le résultat et l'exemple : l'un et l'autre pris en Russie. Ici, comme là-bas, ce sont les instituteurs qui après avoir avili l'âme de l'enfance, ont pourri celle des soldats qu'ils avaient mission de commander. Certains de ces officiers félons ont osé tenter de transformer leur compagnie en cellule des soviets.

Maintenant, un mot de la mentalité du village et de ses réactions aux événements. Aussi bien cette mentalité sera-t-elle, dans une certaine mesure, celle de la France puisque Huriel est envahi, sa population noyée par des réfugiés de toutes les régions du Nord et de l'Ouest du pays. Tout d'abord précisons que la guerre des nerfs continue. Depuis quatre jours que le maréchal Pétain a entamé des pourparlers avec les Alle-

mands, on ne sait toujours rien. Depuis quatre jours Hitler les fait traîner. L'indignation provoquée tout d'abord par la demande d'armistice est tombée. Les nerfs des Français aujourd'hui, sont à plat. Ils n'espèrent, ne souhaitent plus qu'une chose : la paix, la paix immédiate, à quel prix que ce soit.

Mais pendant que ces messieurs pérorent, la boucherie se poursuit. L'armée des Vosges, formée en carré, comme aux temps héroïques et comme a fait la glorieuse armée du Nord, défend chèrement, pied à pied, le sol de la patrie. Les gens n'admirent pas ces braves, ils les plaignent.

— S'ils se rendaient, me dit le sabotier, les Allemands ne leur feraient peut-être pas de mal !

Et ces propos d'inconcevable lâcheté expriment l'opinion de tous autour de moi. Voilà où en sont les Français après un passé de gloire et de bravoure : des gens incapables de sursaut d'indignation devant l'humiliation lamentable de leur patrie dont ils étaient, jusqu'ici et avec raison, si fiers ! Ce qu'ils demandent à grands cris, avec des gestes de désespoir et des sanglots dans la voix, c'est la paix tout de suite, quelles qu'en soient les conditions.

Des propos entendus par les militaires, les gens du pays, les fuyards et les réfugiés, l'impression se dégage déjà nettement que, d'une façon générale, les Français s'en prennent aux Anglais de leur défaite ; qu'ils en veulent plus aux alliés d'hier qu'aux Allemands eux-mêmes, leurs

ennemis terribles. On entend dire ouvertement que « Les Anglais nous ont vendus », et, encore, ceci : « Ce sont les Anglais qui nous empêchent d'avoir la paix ! »

La stupidité, la mauvaise foi de telles paroles me déconcerte.

Monseigneur Feltin, archevêque de Bordeaux, primat d'Aquitaine, a prononcé hier, à la radio, une allocution d'une belle inspiration patriotique, d'une profonde philosophie. Dans le brouhaha, l'inexprimable tohu-bohu de la foule, sur la place, j'ai pu en noter les passages que voici :

« Que chacun fasse son examen de conscience, recherche sa part, sa responsabilité personnelle dans l'effondrement de la patrie. Que chacun remonte aux causes profondes de la défaite. Ce recueillement est nécessaire aux grandes résolutions que nous devons prendre lorsque nous saurons ce que nous serons demain. »

« Ne rejetons pas la faute de nos malheurs sur les autres. Méditons sur la gravité des nôtres, pesons nos lourdes responsabilités dans le sort de la patrie. Il est, hélas ! ce que nous-mêmes l'avons fait et il sera ce que nous le ferons ».

Or, cet examen de conscience, en toute sincérité, en toute humilité, les Français ne le font pas. Ils trouvent plus commode de s'en prendre aux autres, de leur épouvantable défaite. Le vieux meunier, le gargottier Audoux, Madame Blanche, la propre tante du docteur Leboux, ce qui lui confère dans le village, une grande autorité, sont

unanimes à dire que si nous avons eu la guerre et la défaite, c'est dû aux Anglais et que c'est à cause d'eux que nous n'avons pas la paix. L'ancien officier du génie, directeur à Paris d'un grand garage, qui m'a amené ici, résume assez exactement l'opinion générale :

— Les Allemands ne nous en voulaient pas. Pendant huit mois ils nous l'ont dit. C'est aux Anglais, uniquement à eux, qu'ils en avaient. Une fois de plus, nous nous sommes fait tuer pour eux. Nous voilà bien avancés, maintenant !

Un restaurateur célèbre du Quartier Latin, réduit à manger les ragoûts du père Audoux, me dit en manière de consolation :

— La France est fichue. Economiquement, elle va devenir une colonie allemande. La moitié de son territoire est perdue. Politiquement, la France tombera au rang du Portugal.

— Mais, consolons-nous, on vit très heureux au Portugal. Au lieu de payer très cher la camelote américaine, nous achèterons la marchandise allemande qui coûte moins et vaut mieux. Ceux qui, dans tout cela, seront le plus à plaindre, ce sont les Américains. La perte du marché français équivaldra, pour eux, à la ruine. Ce sera, pour eux, la juste récompense de ne pas s'être mis de notre côté, ainsi qu'ils en avaient le devoir strict.

Ainsi, les Français croient dur comme fer que ce sont eux qui font vivre l'Amérique et qu'en conséquence le premier devoir des Américains est

de se lancer dans l'effroyable tourmente, quitte à y dépenser leur dernier dollar, à y faire tuer leur dernier homme pour sauver la France que ses enfants n'ont pas voulu défendre !

Rapidement, dans le public avec lequel je suis en contact, la rancœur grandit, la colère monte. Les Français oublient que leurs meilleurs amis, les seuls peut-être qui leur restent, sont à Londres et non pas à Berlin. Pour un peu ils préféreraient les Allemands aux Anglais. Quant aux Américains ils les jugent sévèrement. Ils ont à leur adresse des paroles amères : reniement, manquement à leur devoir qui est, indiscutablement, de se sacrifier, de se ruiner au besoin, pour défendre la France. Chose singulière, autour de moi, personne n'en veut aux Allemands ! Rendons hommage à Hitler : une fois de plus il est parvenu à son but, du moins autant que, d'ici et en ce moment, je puis m'en rendre compte : séparer les deux amis, disjoindre le front franco-anglais

Huriel (Allier), 22 juin 1940

La radio m'apprend que Hitler, enfin, a consenti à recevoir les plénipotentiaires français et à leur faire connaître les conditions auxquelles il accordera à la France, l'armistice qu'elle demande, autrement dit, à quelles conditions il

ordonnera à son armée de cesser la boucherie. C'est à Rethondes, dans la forêt de Compiègne, qu'il les a fait venir. C'est dans le wagon même où Foch reçut les envoyés de l'Allemagne vaincue, qu'il les a reçus. Cette entrevue a eu lieu à la date annoncée, longtemps à l'avance, par Hitler.

Montluçon, chef-lieu d'arrondissement de l'Allier, compte cent cinquante mille habitants. Une hauteur, coupée accore comme une falaise, domine la ville. C'est une excellente position, facile à défendre, sur laquelle un régiment est cantonné. Ceci étant dit, précisons que cinquante Allemands, après avoir lancé quelques bombes, en manière de formalité, y sont entrés sans tirer un coup de fusil, sans rencontrer la moindre résistance. Voici l'explication de cette facile victoire.

Le régiment occupant la hauteur, disposait d'une batterie de pièces légères, d'une section de mitrailleuses et d'une ample réserve de munitions. Le colonel avait nettement exprimé sa volonté de se défendre. Or il en fut empêché par la population indignée d'une telle prétention et qui menaça d'arracher les fusils des mains des soldats. Il en fut empêché par ses hommes eux-mêmes qui n'avaient aucun désir de se servir de leurs armes et ne lui permirent pas de l'ignorer. Sous la pression de l'opinion publique, inspirée par un pacifiste notoire, il prit le parti le plus sage. Comprenant qu'il s'exposait à se battre tout seul, il se rendit aux cinquante envahisseurs...

Huriel (Allier), 26 juin 1940

Je suis allé à Montluçon, hier. J'y ai vu des soldats allemands circuler sans armes dans les rues de la ville, entrer librement dans les magasins, y faire des emplettes et les payer avec de l'argent français. Je les ai vus se faire très aimables et plaisanter volontiers avec les soldats français qu'ils avaient désarmés. Ils se faisaient tout à fait cordiaux envers les sergents de ville. La population les entoure, manifeste à leur égard une politesse extrême. Les Montluçonnais ne parlent que chapeau bas aux soldats allemands. Pour un peu ils leur offriraient des fleurs. J'ai vu des femmes offrir, avec un sourire engageant, des cigarettes, d'autres, leur offrir des bonbons dont ils sont friands. Ces femmes, de toute évidence, n'étaient pas des filles sans aveu, mais des bourgeoises. Elles exprimaient ainsi, je pense, leur sympathie pour l'envahisseur.

L'Allier est au centre de la France, au pied du massif central, l'Auvergne. On n'y connaît pas les Allemands. A peine y a-t-on ressenti le contre-coup assourdi, amorti des guerres. L'Allier n'a pas subi, comme les départements du Nord, trois invasions, trois dévastations, trois mises en esclavage de ses populations, en soixante-dix ans. Les Anglais, c'est vrai, ont occupé le pays. Mais c'était au temps de Jeanne d'Arc et il y a de cela, cinq cents ans. Depuis, l'Allier n'a pas vu l'ennemi. Il n'a pas, comme le Nord, la haine farouche de l'Alle-

mand. C'est ce qui expliquerait, dans une certaine mesure, l'actuelle attitude de ses habitants envers l'ennemi de leur pays.

Huriel (Allier), 4 juillet 1940

Le drame de Mers-el-Kébir, la rapide mise hors de combat de l'escadre française de la Méditerranée par la Home Fleet, prend aux yeux de la population de la région, le caractère d'une agression inqualifiable. Précisons que la radio de Vichy, qui a diffusé le récit de l'affaire a tout fait pour aviver la haine contre les Anglais. On reconnaît là l'inspiration du maréchal qui est loin de les aimer. Le « Centre », quotidien de Montluçon ; le « Moniteur » de Clermont-Ferrand ; le radio-journal du gouvernement sont ouvertement hostiles à l'Angleterre, l'accusent de lâcheté. Ils accusent Winston Churchill, le premier ministre anglais, d'avoir frappé un ami tombé. Pour faire bonne mesure, le maréchal Pétain accuse l'Angleterre d'avoir abandonné la France hier, de l'avoir frappée aujourd'hui, la sachant dans l'impossibilité de se défendre. La colère des gens est à son paroxysme : on parle de guerre. L'ennemi, ce n'est plus l'Allemagne, mais bien l'Angleterre.

— L'Angleterre est seule, maintenant. Nous allons nous mettre à trois pour l'abattre : la France, l'Allemagne et l'Italie. Vous verrez que nous en aurons bientôt raison.

Pauvres gens qui n'aperçoivent pas la vérité parce que leurs yeux ne se dessillent pas ! Pauvres gens qui ne mesurent pas encore la profondeur de l'abîme au fond duquel leur pays a roulé ! qui croient que la France est toujours au premier rang des grandes puissances !

— Alors ? dis-je au fonctionnaire, réfugié du département du Pas-de-Calais, qui me tient ce propos révoltant, vous allez vous allier à l'ennemi qui par trois fois en soixante-dix ans a envahi votre pays ! Vous allez vous battre contre l'ami d'hier, le seul qui vous reste ? Vous allez enfin faire le jeu des Allemands ? Depuis vingt ans la diplomatie de Berlin a tout tenté pour vous mettre en antagonisme avec vos alliés. Bravo ! elle a réussi !

— La France n'a donc pas perdu assez de sang ? Au surplus, avec quoi la feriez-vous cette guerre ? avec des couteaux de cuisine ? C'est tout ce qui vous reste, en fait d'armes. Les autres ? on vous les a enlevées, ou, plutôt, vous les avez jetées vous-mêmes aux pieds des Allemands ou dans les fossés, parce qu'elles vous embarrassaient dans la fuite. Et si on vous les rendait ces armes, avec quels soldats feriez-vous la guerre à l'Angleterre ? Avec les deux millions de soldats que les Allemands ont fait prisonniers ? Avec les deux millions d'autres qui ont jeté leurs armes, se sont enfuis sans vouloir combattre ? Est-ce avec de pareils hommes que vous prétendez abattre l'Angleterre ?

Je prends un temps, puis :

— La question, posée à un officier allemand, l'amuserait beaucoup, j'imagine.

— Et puis, dis-je, pourquoi cette guerre ? Pour des bateaux qui, de toutes façons, sont perdus pour vous ?

— Mais, réplique mon interlocuteur, que je sens quelque peu désarçonné, l'Allemagne avait promis qu'elle ne se servirait pas de nos navires dans sa lutte contre l'Angleterre...

— Depuis quand avez-vous cette solide confiance en la parole allemande ? Prisonnière des Anglais à Scapa Flow, la marine du kaiser ne s'est-elle pas sabordée ? Pourquoi la vôtre n'en a-t-elle pas fait autant ? Et pourquoi, enfin, en voulez-vous à l'Angleterre de continuer la lutte que vous abandonnez ?

Hélas ! il n'y a pas plus sourd que qui ne veut pas entendre. Mon interlocuteur se réfugie dans un silence farouche. Les arguments, renforcés par les faits, se heurtent à un mur infranchissable de parti pris, de volonté de ne rien admettre, de rien comprendre, sinon ceci : l'Angleterre a trahi la France. Comme beaucoup de gens, mon interlocuteur s'enferme, comme dans une casemate, dans cette conviction fermée à tout raisonnement que l'Angleterre a conduit la France à la guerre et l'a fait battre. Si vous le poussez dans ses derniers retranchements, il vous dira que l'Angleterre empêche la France d'obtenir la paix immédiate.

— Mais pourquoi et comment ?

— Tout simplement par son entêtement à continuer à se battre, alors que nous avons considéré que, de toute évidence, il valait mieux mettre bas les armes.

C'est là, au fond, le grand crime de l'Angleterre, continuer la guerre en dépit de tout : l'écrasement des uns et l'abandon des autres !

A chacune de ses allocutions radiodiffusées, le maréchal Pétain s'en prend à l'Angleterre et, personnellement, à Winston Churchill. Les journaux de la zone non occupée le suivent. Leurs informations, leurs articles ne rendent qu'une note, sous le bâton de M. Prouvost, haut commissaire à la propagande. Dans les journaux, les communiqués allemands et italiens viennent en tête, ceux de la B. B. C. ensuite. Sans nier le contenu des communiqués de Londres, on le met en doute et on accepte sans commentaires, comme paroles d'Evangile, ceux de Berlin et de Rome.

Mieux encore, les journaux enregistrent sans un mot de regret ou d'amertume, l'adhésion de la Roumanie au nazisme allemand et le libre passage à travers la Suède des troupes allemandes en direction de la Norvège, consenti par le gouvernement du roi Oscar, petit-fils de Bernadotte. Bornons-nous à enregistrer le fait sans commentaires. Nous en verrons d'autres, sans doute, et de toutes les couleurs.

Un bataillon de chasseurs alpins est arrivé ce matin à Huriel. Les hommes qui le composent ne se sont pas sauvés, n'ont pas jeté leurs armes. Ce

sont des jeunes gens de l'armée active, pour la plupart du Midi. On les sent pleins de gaieté, pleins d'allant. Ils sont susceptibles d'être envoyés en ligne au premier jour s'il y a guerre.

— Etes-vous prêts à partir ? ai-je demandé à quelques-uns d'entre eux.

— Partir ? Pour chez nous, sans doute que vous voulez dire ? m'ont-ils répondu de leur bel accent aux sonorités chantantes. Vous reconnaissez que ça tarde ?

— Pardon, dis-je, selon toutes apparences, nous sommes à un cheveu de la guerre, vous le savez ?

— Mais avec qui ?

— L'Angleterre, donc, ne vous en doutez-vous pas ?

— L'Angleterre ? Mais on s'en fiche des Englishes ! Si le gouvernement veut faire la guerre, eh bien ! qu'il la fasse lui-même ou bien qu'il en appelle de plus jeunes. Nous, on en a assez. Et si ce sont les Englishes qui veulent nous faire la guerre : ils n'ont qu'à la faire aux Boches !

Pour la deuxième fois je croise sur la route un soldat malingre dont le nez très long, se terminant en pointe, est chaussé de lunettes à monture d'écaille : des lunettes en peau de saucisson, comme on dit à Paris. Un livre sous le bras, il s'absorbe dans la lecture d'un volume à reliure d'apparence ancienne. Je soupçonne un intellectuel. En manière de plaisanterie, je lui pose cette question :

— Bonjour mon ami ! Que lisez-vous là ? Le Profond Mystère du Sombre Donjon, à moins que ce ne soit l'Auberge de l'Abîme ?

— Pour cette fois, vous n'y êtes sûrement pas ! dit-il en levant le nez. Hélas ! je suis de la réserve. C'est vous dire que j'ai passé l'âge des beaux contes. Je le regrette, croyez-le...

— Dans le civil, poursuit-il, je suis professeur de philosophie. Le bouquin que je parcours est d'un maître de la pensée de demain : Introduction à l'Etude de la Philosophie, de Torau-Bayle.

— Monsieur le Professeur, je vous demande pardon. Je me suis exprimé comme un pied dont j'aurais dû tourner sept fois le gros orteil avant d'ouvrir la bouche. Me permettez-vous une autre question ? insistai-je.

— Comment donc ! je vous en prie.

— Eh bien ! je suis curieux de savoir sous quel angle vous considérez la situation.

— A mes yeux, je l'avoue, il y en a deux : la mienne et celle du pays. J'ai hâte de retrouver mes livres, mes bibelots et ma table de travail. J'aspire à mon fauteuil...

— Quant à la situation générale, ou, si vous préférez, la situation de tous, que celle de mon pays résume, voici : je crois pouvoir vous affirmer que nous n'aurons pas la guerre avec l'Angleterre, bien que par réaction nerveuse de l'affaire de Mers-el-Kébir nous en mourions d'envie, mais pour la raison bien simple que nous sommes dans l'impossibilité de nous lancer dans cette aven-

ture. Celle dont nous sortons, suffit : chat échaudé, dit le proverbe, craint l'eau froide, nous aussi. Nous n'avons plus de matériel. Les Allemands nous en ont pris une partie : nos hommes ont abandonné l'autre sur le rebord des routes. Ce qui fut notre armée n'est plus qu'une horde et qu'un troupeau : horde de prisonniers ; troupeau de fuyards qui ne veulent plus se battre et qui, d'ailleurs, ne l'ont pas voulu beaucoup. Financièrement : nous sommes épuisés. Économiquement, nous sommes sous la menace de la disette.

Le professeur s'interrompt, me considère de son regard qui devient singulièrement aigu, derrière ses grosses lunettes, puis reprend :

— Dans ces conditions, comment voulez-vous que nous fassions la guerre ?

— Que pensez-vous de l'incident de Mers-el-Kébir ?

— J'en pense que pour le comprendre, c'est-à-dire pour en saisir le mobile, en juger la portée, il faut se placer du point de vue des gens. Du leur, les Français ont raison indiscutablement.

— Si j'étais Anglais, ou, encore, si j'étais Britannique, ce qui exprime mieux la conception moderne de l'Angleterre impériale, je considérerais que Winston Churchill a eu raison, cent fois raison, d'ordonner la destruction de notre flotte de la Méditerranée qui pouvait devenir, en quelques heures, une menace sérieuse pour la flotte de Sa Majesté.

— Certes, nos marins auraient pu se souvenir de l'exemple que leur donna la flotte allemande qui se saborda à Scapa Flow où elle était prisonnière, à la fin de la précédente guerre. Ils auraient aussi pu s'inspirer de l'exemple plus récent du Graf Spee qui, dans l'Amérique du Sud, se coula plutôt que se rendre. Ainsi nous aurions perdu nos navires, mais sauvé du moins la vie des malheureux qui sont morts dans cette stupide aventure et conservé l'amitié anglaise.

— Le gouvernement anglais n'a pas confiance en la parole allemande qui nous fut donnée de ne pas utiliser nos navires à faire la guerre à l'Empire Britannique. Nous appartient-il, à nous vaincus d'hier qui abandonnons la lutte, de l'en blâmer ? Churchill n'a pas voulu courir le risque de voir l'Allemagne manquer à sa parole et s'emparer de notre flotte. C'est compréhensible.

— On dit en France, enchaîna le professeur, que cette agression est un crime. Après Talleyrand, je dirai que c'est surtout une bêtise, ce qui, politiquement, est bien pis. On eût pu l'éviter en arriver, dès le début, à la solution du problème appliqué à nos navires, internés à Alexandrie par les Anglais : les démilitariser.

— De ce qui se passe à Vichy ; de l'unanimité ou presque de la représentation nationale à voter au maréchal Pétain les pouvoirs qu'il réclame, que pensez-vous ?

— Voici, précisa le professeur, le résultat, après pointage, du scrutin sur l'article unique du

projet de loi relatif à la constitution nouvelle :

Votants : 649. Majorité absolue : 325.

Pour 569.

Contre : 80, dont 23 sénateurs et 57 députés.

N'ont pas voté : 149, sénateurs et députés.

Se sont abstenus de voter : 8 sénateurs, 9 députés, total : 17.

Se sont excusés : 10 sénateurs et 22 députés, soit 32.

Total de ceux qui n'ont pas voté les pouvoirs : 298.

Si à ces 298, on ajoute les 80 qui ont voté contre les pouvoirs, on arrive au total de 378. Et si on retranche ce total du chiffre de ceux qui ont voté les pouvoirs, soit 569, on trouve que la majorité, en faveur des pouvoirs, est de 191.

— Comme vous voyez, ce n'est pas tout à fait l'unanimité de la représentation nationale dont on parle. D'où il suit que l'on peut se demander si la constitution nouvelle, donnée vraisemblablement à la France sous la pression de Hitler, correspondra, même de loin, à la mentalité française. Bref, de ce qui précède on peut conclure à la rigueur que la France étant à terre, le couteau du vainqueur sur la gorge, elle fait ce qu'on lui dit, mais peut-être pas tout à fait de bon gré.

— D'autre part, le maréchal Pétain nous annonce que : « la politique étrangère de la France va prendre une orientation nouvelle, que sa production va entrer dans le cadre de la production continentale et que le principe de continuité du

pouvoir qui permet d'oser entreprendre va être renforcé et que le principe d'autorité va être, enfin, établi ».

— Traduction libre : la politique étrangère du gouvernement de Vichy va s'engager dans le sillage de l'Allemagne. Reste à savoir si le sentiment du peuple de France suivra celui du gouvernement. Economiquement, le gouvernement du maréchal aura partie étroitement liée avec l'Allemagne et la dictature française fonctionnera sur le modèle nazi.

— Lorsque le peuple de France sera remis de la fièvre qu'il subit, il sera peut-être surpris de se trouver pieds et poings liés.

— Mais, conclut le professeur, gardons-nous d'anticiper sur les problèmes de l'avenir : ceux du présent suffisent.

Huriel (Allier), 11 juillet 1940

A la mairie, dans le cadre réservé aux avis administratifs, on vient d'apposer les affiches que voici :

« Nous, Philippe Pétain, Maréchal de France, vu la loi constitutionnelle du 10 juillet 1940, déclarons assumer les fonctions de chef de l'Etat français.

En conséquence, nous décrétons :

L'article 2 de la loi constitutionnelle du 25 février est abrogé.

Nous, Philippe Pétain, Maréchal de France, chef de l'Etat Français, vue la loi constitutionnelle du 10 juillet 1940, décrétons :

Article 1 — §1 — Le chef de l'Etat Français a la plénitude du pouvoir gouvernemental ; il nomme et révoque les ministres et secrétaires d'Etat qui ne sont responsables que devant lui.

§2 — Il exerce le pouvoir législatif en conseil des ministres :

1) jusqu'à la formation de nouvelles assemblées ;

2) après cette formation, en cas de tension extérieure ou de crise intérieure grave, sur sa seule décision et dans la même forme, dans les mêmes circonstances, il peut édicter toutes dispositions d'ordre budgétaire et fiscal.

§3 — Il promulgue les lois et assure leur exécution.

§4 — Il nomme à tous les emplois civils et militaires pour lesquels la loi n'a pas prévu d'autre mode de désignation.

§5 — Il dispose de la force armée.

§6 — Il a le droit de grâce et d'amnistie.

§7 — Les envoyés et ambassadeurs des puissances étrangères sont accrédités auprès de lui. Il négocie et ratifie les traités.

§8 — Il peut déclarer l'état de siège dans une ou plusieurs portions du territoire.

§9 — Il peut déclarer la guerre sans l'assentiment préalable des assemblées législatives.

Article 2 — Sont abrogées toutes les dispositions des lois constitutionnelles incompatibles avec le présent acte ».

Huriel (Allier), 13 juillet 1940

Le maréchal Pétain s'est rendu, hier, à la fin de la matinée, au pavillon Sévigné auprès du président de la République. Il lui a fait part de sa décision d'assumer, avec la présidence du conseil, les fonctions de chef d'Etat. M. Albert Lebrun, en conséquence, a mis ses pouvoirs à la disposition du maréchal.

Voici le texte de l'allocution radiodiffusée qu'a prononcée, hier soir, le maréchal Pétain :

« Français :

« L'Assemblée nationale m'a investi de pouvoirs étendus. J'ai à vous dire comment je les exécuterai.

« Le Gouvernement doit faire face à une des situations les plus difficiles que la France ait connues. Il lui faut rétablir les communications du pays, rendre chacun à son foyer, à son travail, assurer le ravitaillement. Il lui faut négocier, enfin, et conclure la paix.

« En ces derniers jours, une épreuve nouvelle était infligée à la France : l'Angleterre, rompant une longue alliance, a attaqué à l'improviste et a détruit des navires français immobilisés dans nos ports et partiellement désarmés.

« Rien n'avait laissé prévoir une telle agression. Rien ne la justifie.

« Le gouvernement anglais a-t-il cru que nous accepterions de livrer à l'Allemagne et à l'Italie notre flotte de guerre ? S'il l'a cru, il s'est trompé.

« Et il s'est trompé aussi s'il a pensé que, cédant à la menace, nous manquerions aux engagements pris à l'égard de nos adversaires. Ordre a été donné à la marine française de se défendre et, malgré l'inégalité du combat, elle l'a exécuté avec résolution et vaillance.

« La France, vaincue dans des combats héroïques, abandonnée hier, attaquée aujourd'hui par l'Angleterre à qui elle avait consenti de si nombreux et de si durs sacrifices, demeure seule en face de son destin. Elle y trouvera une raison nouvelle de tremper son courage en conservant toute sa foi dans son avenir.

« Pour accomplir la tâche immense qui nous incombe, j'ai besoin de votre confiance. Vos représentants me l'ont donnée en votre nom. Ils ont voulu, comme vous et comme moi-même, que la puissance de l'Etat cesse de paralyser la nation.

« J'ai constitué aussitôt un nouveau gouvernement. Douze ministres se répartiront l'administration du pays et seront assistés par des secrétaires généraux qui dirigeront les principaux services de l'Etat. Des gouverneurs seront placés à la tête des grandes provinces françaises. Ainsi l'administration sera à la fois concentrée et décentralisée.

« Les fonctionnaires ne seront plus entravés dans leur action par des règlements trop étroits et par des contrôles trop nombreux. Ils agiront donc plus vite, mais ils seront responsables de leurs fautes.

« Afin de régler plus aisément certaines questions dont la réalisation présente un caractère de grande urgence, le gouvernement se propose de siéger dans les territoires occupés. Nous avons demandé à cet effet au gouvernement allemand de libérer Versailles et le quartier des ministères à Paris.

« Notre programme est de rendre à la France les forces qu'elle a perdues. Elle ne les retrouvera qu'en suivant les actes simples qui ont de tout temps assuré la vie, la santé, la prospérité des nations.

« Nous ferons une France organisée, où la discipline est subordonnée à l'autorité des chefs, dans la justice pour tous, où tous les ordres nouveaux s'attacheront à créer des élites et leur conférer un commandement, sans autres considérations que celles de leurs capacités et de leurs mérites.

« Le travail des Français est la ressource suprême de la patrie. Il doit être sacré.

« Le capitalisme international et le socialisme international, qui l'ont exploitée et dégradée, font également partie de l'avant-guerre. Ils ont été d'autant plus funestes que s'opposant l'un et l'autre en

apparence, ils se ménageaient l'un et l'autre en secret.

« Nous ne souffrirons plus leur ténébreuse alliance. Nous supprimerons dans un ordre nouveau, où régnera la justice, les dissensions dans la cité. Nous ne les admettrons pas à l'intérieur des usines et des fermes.

« Pour notre société dévoyée, l'argent, trop souvent serviteur et instrument de mensonge, était un moyen de domination.

« Nous ne renonçons ni au moteur puissant qu'est le profit, ni aux réserves que l'épargne accumule, mais la faveur ne distribuera plus de prébendes. Le gain restera la récompense du labeur et du risque. Dans la France refaite, l'argent ne sera que le salaire de l'effort.

« Votre travail, votre famille auront le respect et la protection de la nation. La France rajeunie veut que l'enfance emplisse vos cœurs de l'espoir qui vivifie et non plus de la crainte qui dessèche. Elle vous rendra, pour son éducation et son avenir, la confiance que vous aviez perdue. Les familles françaises restent les dépositaires d'un long passé d'honneur. Elles ont le droit de maintenir, à travers les générations, les antiques vertus qui font les peuples forts.

« Tous les Français fiers de la France, la France fière de chaque Français, tel est l'ordre que nous voulons instaurer. Nous y consacrerons nos forces. Consacrez-leur les vôtres.

« La Patrie peut assurer, embellir et justifier nos vies fragiles et chétives. Donnons-nous à la France : elle a toujours porté son peuple à la grandeur ».

Ainsi donc, ce samedi 13 juillet, la Troisième République n'existe plus. Elle est tombée, comme tombèrent la Première et la Deuxième, comme le Premier et le Second Empire, pour avoir conduit la France au désastre. On en peut dire qu'elle fut pire que les régimes auxquels elle a succédé, comme est plus profond le gouffre où elle a jeté le pays. Le peuple de France n'a pas su se gouverner. Sera-t-il plus heureux sous la férule de la dictature militaire, sous le bâton du Maréchal ?

Le régime parlementaire, comme en d'autres temps la féodalité, avait-il rendu à la France tous les services qu'il était susceptible de lui rendre ? Comme la noblesse à la veille de la Révolution, se survivait-il à lui-même ? Peut-être et ceci expliquerait son écroulement et sa déchéance sous le choc de l'événement. Pour le dominer il eût fallu, au Sénat, à la Chambre, des hommes. Il n'y avait que des pantins.

Le régime de l'éloquence et des phrases est terminé. Celui de l'action commence. Permettra-t-il à la France de récupérer ses forces évanouies, de reconstituer son territoire amputé, de renouer sa tradition rompue ? L'avenir le dira.

M. Rabré a fait, comme chauffeur d'une voiture d'ambulance, la retraite de l'armée du Nord

sur Dunkerque. Il est rentré hier à Huriel où sa courageuse femme, pendant son absence, a tenu sa boutique de coiffeur. Comme beaucoup d'artistes capillaires, M. Rabré a la parole facile. Il bavarde volontiers avec le client qui a pris place sur sa chaise. Voici ce qu'il vient de me dire :

« Les soldats français, pendant la retraite, se sont bravement battus, c'est sûr et certain. Mais les soldats anglais aussi : n'en doutez pas. Je vous l'affirme sur l'honneur et, si ce n'est pas assez, sous la foi du serment, moi qui les ai vus.

« Dans l'armée anglaise il y avait des bataillons entiers composés de soldats de métier. Ceux-là se sont battus, ont manœuvré dans les pires moments, comme à la parade, sans énervement, sans colère : comme des professionnels. Pas un de leurs coups de fusil, judicieusement tirés, qui n'ait porté. J'ai admiré ces hommes qui, dans un vacarme d'enfer, ne perdaient pas une minute leur sang-froid. Je les ai vus, je vous le répète, tirer posément, prenant le temps de viser, abattant leur homme à chaque coup. Et lorsqu'ils tombaient, c'était sans un cri. Ils mouraient sans une plainte et sans un gémissement, ils subissaient les plus terribles blessures. Au combat, ils prenaient avantage du moindre accident de terrain, ne rompaient d'une semelle que sur l'ordre de leurs officiers.

« Si j'avais à dire lesquels, des Français ou des Anglais, se sont le mieux battus, ont fait le meilleur travail, pendant cette marche tragique, je n'hésiterais pas à dire que ce sont les hommes

de Sa Majesté. J'ajouterais, même, que ce sont eux qui furent les plus braves.

« La Royal Air Force, en particulier, a été magnifique ! Sans elle, personne ne s'en serait tiré ».

— Et l'aviation française ? interrompis-je.

« Des avions français ? Nous n'en avons pas, c'est le cas de le dire, vu la queue d'un. Vous pouvez le dire : je ne crains pas un démenti ».

— On accuse les Anglais, insistai-je, de s'être tiré des pieds du guépier du Nord sans se préoccuper des Français, qu'en pensez-vous ?

« Les Anglais se sont tirés des pieds, si on veut, c'est vrai, mais les Français aussi. Les uns et les autres, pendant la retraite, se sont battus avec acharnement. Certaines unités ont été annihilées, certaines se sont fait hacher sur place. Sur un bataillon français, dix-sept hommes, en tout et pour tout, sont arrivés à Dunkerque. Mais sur un bataillon anglais, trois hommes sont parvenus à s'embarquer.

« Après la défection de Léopold III, la volatilisation de l'armée Korap, sur la Meuse, le haut commandement anglais comprit la gravité de la situation. Lorsque Weygand, ayant remplacé Gamelin, ne put arrêter l'avance allemande, par son attaque de flanc à Amiens, lorsqu'il fut connu du haut commandement anglais que des formations françaises lâchaient pied sans combattre, filaient comme des lapins au premier coup de fusil, le gouvernement de Londres mesura le danger où

était l'armée anglaise d'être anéantie, écrasée entre les deux mâchoires de la tenaille allemande. Il donna l'ordre de la retraite sur Dunkerque. On ignore le chiffre des pertes anglaises en hommes, en matériel. Mais on sait qu'elles sont énormes.

« Moi qui vous parle, j'ai vu sur des kilomètres, parfois à perte de vue, du matériel de toute sorte : pièces d'artillerie de tous calibres, obus, véhicules, ravitaillement, amoncelé. Je passe sous silence les rangées d'hommes tués à leur poste, tombés face à l'ennemi, sans avoir reculé.

« Certes, les Français ont eu des pertes, mais les Anglais en ont eues aussi.

« Quant à l'embarquement des hommes, il n'eût pas été possible sans les navires anglais. Combien ont été coulés par les avions ennemis... Combien d'hommes en train de se noyer, ont été achevés par eux, on ne le saura jamais.

« J'ai pu m'embarquer, mais en gagnant à la nage un navire qui, à cause de l'encombrement, de la casse épouvantable résultant de la bataille, ne pouvait venir à quai. L'homme qui, au-dessus de moi, montait à l'échelle du bord à laquelle j'avais pu m'accrocher, fut tué. Je me jetai sur le pont et malgré le vacarme, l'atroce confusion, je m'endormis comme une brute, sans rien entendre. Je ne m'éveillai qu'en Angleterre. On m'y accabla de bontés. Le premier mot d'anglais que j'appris, ce fut « bacon ». Ce sont des tranches minces, croustillantes, dorées, parfumées, de lard délicieusement fumé. On les mange, ces tranches de

merveilleux « bacon » avec du foie de veau, en tranches également, mais d'épaisseur substantielle. On mange aussi le « bacon » avec des œufs sur le plat. En France, les œufs sur le plat vont par deux, en Angleterre, ils vont en chapelet et cela vaut beaucoup mieux, du moins, pour qui meurt de faim.

« Puis ce fut le bain chaud, avec du savon, du vrai savon que nous ne connaissions plus ; du savon anglais, à discrétion, curieusement parfumé. On me donna des effets propres, un uniforme neuf, un bijou de rasoir, doux comme un souffle en passant sur la joue couverte d'une barbe de quinze jours. On me mit dans un bon lit aux draps fins et blancs comme neige. Au réveil, on me donna encore des bonnes choses à manger. Pour la première fois de ma vie j'ai pu apprécier à sa valeur le « breakfast », le plantureux petit déjeuner anglais, pour lequel on met sur la table des viandes rôties, des poissons frits, dorés ; des « muffins » qui sont d'adorables brioches dont, en France, on n'a pas la moindre idée ; du pain qui est aussi tendre que notre brioche ; du beurre qui est un enchantement et se mange avec de la marmelade, qui est une gelée, transparente, jaune comme l'ambre, d'oranges amères. Puis, comme boisson, du thé, du café que ne déshonore nul grain de chicorée, du chocolat qui se prend avec des pâtisseries faites pour les dieux. Ayant, enfin, fini de manger, je constatai qu'une cigarette ferait bien dans le paysage. Hélas ! comme les cama-

rades, depuis le début de cette vie infernale de la marche sur Dunkerque, je n'en avais point. Une fois de plus, machinalement, je voulus mettre la main dans ma poche, dans le vain espoir d'en trouver une. Mais, ô merveille ! elle était remplie de paquets de cigarettes de ce tabac anglais, blond, à l'incomparable parfum capiteux. Et mes autres poches en étaient aussi remplies. Il y en avait aussi dans ma musette et jusque dans mon sac. A chaque instant on m'en apportait d'autres et on s'étonnait que je puisse les prendre, ne sachant où les mettre.

« Avec cette méthode, en dix jours de ce régime, je m'étais remplumé. Le vin ne manquait pas. Mais je commençais à prendre goût à l'ale et aussi au stout que l'on vous sert dans des verres de la contenance d'une honnête chopine et dont l'efficacité est certaine.

« Je fus rembarqué après avoir été incorporé à des unités françaises reformées tant bien que mal. Nous débarquâmes à Cherbourg, mais la place n'était pas tenable. Il nous fallut nous rembarquer pour l'Angleterre. Par la suite, je débarquai à Bordeaux, mais il nous fallut, de nouveau, nous rembarquer : nos soldats lâchaient pied, fichaient le camp ou se rendaient à l'ennemi sans combattre. Dans la confusion, la désorganisation générale, je suis parvenu à rentrer à Huriel. J'y ai repris, dès ce matin, mon métier ».

— Et de tout ceci, dis-je, vous concluez ?

« Rien du tout. Mais j'ai confiance aux Tommies qui se battent sans rien dire. Et j'ai surtout confiance au bouledogue anglais qui ne lâche pas prise ».

Pour finir, je pose à M. Rabré la question que je pose à tous :

— La monarchie, à ses plus mauvais jours, fut-elle aussi néfaste à la France que le fut la république ?

Et comme tous ceux, sans exception, à qui j'ai posé cette question, M. Rabré me répond :

— La monarchie ne fut jamais aussi pourrie que le fut la république en ses derniers jours. Certes il y eut des rois qui furent des salauds. Mais sous la république il y en eut six cents, savoir : les ministres, les sénateurs et les députés. Louis XIV et même Louis XV ne coûtèrent jamais aux pires périodes, aussi cher que la république.

M. Rabré réfléchit un moment, puis :

— Il est certain qu'une lourde, très lourde part du désastre est attribuable à la politique et surtout à nos hommes politiques. Certains d'entre eux auront des comptes à rendre. Léon Blum et son Front Populaire sont responsables de l'affaiblissement extrême de la situation financière. Edouard Daladier laissa mijoter l'incurie jusqu'à l'effondrement. Paul Reynaud prolongea la boucherie alors même que l'état-major lui avait nettement déclaré que la partie était perdue, irrémédiablement perdue.

— A titre d'indication du degré avancé de pourriture du régime, laissez-moi vous parler de Jean Zay. Permettez-moi de vous mettre sous les yeux, sans commentaire, l'article intitulé « Le Drapeau », paru sous sa signature dans le périodique « Rectitude », « organe des pacifistes d'action et des objecteurs de conscience ». Publié, longtemps avant la guerre, cet article se lisait ainsi :

« Ils sont quinze cent mille qui sont morts pour cette saloperie-là...

« Quinze cent mille dans mon pays ; quinze millions dans tous les pays.

« Quinze cent mille morts, mon Dieu !...

« Quinze cent mille hommes morts pour cette saloperie tricolore...

« Quinze cent mille hommes morts, dont chacun avait une mère, une maîtresse, des enfants, une maison, une vie, un espoir, un cœur...

« Qu'est-ce que c'est que cette loque pour laquelle ils sont morts ?

« Quinze cent mille, mon Dieu ; quinze cent mille morts pour cette saloperie, quinze cent mille éventrés, déchiquetés, anéantis dans le fumier d'un champ de bataille ; quinze cent mille que nous n'entendrons plus jamais, que leurs amours ne reverront plus jamais ; quinze cent mille pourris dans quelque cimetière, sans planche et sans prière.

« Est-ce que vous ne voyez pas comme ils étaient beaux, résolus, heureux de vivre, comme

leurs regards brillaient, comme leurs femmes les aimaient ? Ils ne sont plus que de la pourriture...

« Pour cette immonde petite guenille !

« Terrible morceau de drap cloué à la hampe, je te hais férocement ; oui, je te hais dans l'âme ; je te hais pour toute la misère que tu représentes, pour le sang frais, le sang humain aux odeurs âpres, qui gicla sous tes plis ; je te hais au nom des squelettes...

« Ils étaient quinze cent mille...

« Je te hais pour ceux qui te saluent ; je te hais à cause des peigne-culs, des capons et des putains, qui traînent dans la boue leur chapeau devant ton ombre ; je hais en toi la vieille oppression séculaire, le dieu bestial, le défi aux hommes que nous ne savons pas être ; je hais tes sales couleurs, le rouge de leur sang, le bleu que tu volas au ciel, le blanc livide de tes remords...

« Laisse-moi, ignoble symbole, pleurer tout seul, pleurer à grands coups, les quinze cent mille jeunes hommes qui sont morts et n'oublie pas, malgré tes généraux, ton fer doré et tes victoires, que tu es pour moi de la race vile des torche-culs.

« 6 mars 1924

JEAN ZAY. »

Cette élucubration ne provoqua aucune réaction, aucune protestation dans les milieux, dits

avancés de la Chambre et n'entama en rien le crédit, ne diminua aucunement le prestige de son auteur dans son parti, puisque, il était ministre dans le cabinet Daladier, ministre de l'Instruction Publique, pour préciser.

— Si vous l'avez lu, conclut M. Rabré, n'est-ce pas que vous comprenez mieux la défaite ? Car, enfin, les peuples n'ont que les gouvernements qu'ils méritent et, ces députés pourris, c'est le peuple qui les avait nommés et c'est certainement lui, en définitive, qui doit être tenu pour responsable de ce qui arrive !

* * *

Donc, comme un très grand nombre de villages de France, Huriel possède son monument aux morts de l'autre guerre. Et j'ai dit, je crois que les Anglais, au temps de Jeanne d'Arc, ont occupé le pays. Ils y ont laissé des souvenirs et des traces qui se retrouvent encore assez facilement, après cinq cents ans. C'est ainsi que les gens de l'Allier parlent un patois qui n'a rien de musical et que leurs constructions, dans leur pays sans pittoresque, sont sans beauté. Mais s'ils ont, comme la plupart des humains, les qualités de leurs défauts, s'ils sont de caractère sombre et renfermés, ils sont, du moins, pratiques, prévoyants, prudents et sages.

D'intention pieuse mais de réalisation lamentable, le monument aux morts de Huriel est une

République, couronnée de lauriers, sur une stèle. La stèle, c'est la page du grand livre sur laquelle l'Histoire a inscrit les noms des braves du village qui sont tombés au champ d'honneur de l'autre guerre. Mais comme les gens de Huriel sont, je le répète, à la fois pratiques, économes et prévoyants, il reste de la place, beaucoup de place sur la stèle. On a ainsi prévu une autre guerre et on a voulu faire l'économie d'un autre monument.

Voici exactement rapportée, la scène à laquelle je viens d'assister sur la place que domine le Monument aux Morts. Elle s'est déroulée devant un groupe de fuyards sales et dépenaillés entre M. Vaillant, ancien sous-officier de spahis, l'un des braves de 1914, et un soldat de 1939.

M. Vaillant. — Comment, tu t'es sauvé ! Non seulement tu le dis, mais, encore tu t'en vantes ! Tu oses dire qu'à douze hommes, avec trois mitrailleuses amplement approvisionnées, vous vous êtes sauvés devant deux motocyclistes allemands ! Voilà un bel exploit à raconter plus tard à ta femme et à tes enfants !

— Pour commencer, en rentrant chez toi, tu pourras toujours le raconter à ton père. Sans doute, comme moi, a-t-il fait l'autre guerre, mais, certainement, ne s'est-il pas honteusement sauvé comme toi !

Le fuyard, goguenard. — Je ne raconterai rien à mon père qui, en effet, a fait l'autre guerre. Mais, moi, j'ai été moins bête que lui, je ne me suis pas fait tuer.

— Etre en vie, poursuit le fuyard, c'est le principal. Le reste je m'en fiche. Sur le monument aux morts il reste de la place pour inscrire mon nom si je m'étais fait tuer. Ce serait l'occasion pour M. le maire de faire un beau discours. Eh bien ! qu'il le garde, son discours : je préfère être un fuyard...

M. Vaillant, interrompant. — Un lâche...

Le soldat, suivant son idée. — Un lâche si vous voulez, mais un vivant, ce qui vaut mieux qu'un héros mort. Et si M. le maire n'est pas content, à cause de son beau discours qu'il ne pourra prononcer, il n'a qu'à le dire : on lui mettra nos pieds dans ses fesses. J'ai dit que je n'ai pas voulu me battre : je le redis. Là ! êtes-vous content ?

M. Vaillant. — Je ne le serai pas avant de t'avoir mis une beigne sur la gueule et mon pied quelque part, comme ont fait les Allemands avant de te dire de filer...

La tête rentrée entre les épaules, les poings aux côtes, l'ancien spahi fonce sur le fuyard qui, cette fois encore, s'enfuit. Ce que voyant, M. Vaillant se tourne vers le groupe de soldats dépenaillés qui ont assisté au dialogue en prenant ouvertement parti pour leur camarade. Il les injurie et, finalement, hors de lui, fonce dans le tas qui se désagrège... Un gendarme, impassible, la mine sévère selon la meilleure tradition, a assisté à la scène sans intervenir.

Huriel (Allier), 15 juillet 1940

J'ai jusqu'ici interrogé des soldats, pris au hasard, dans le torrent des fuyards : pauvres trouffions ivres de fatigue, délirants de soif, hurlant leur atroce misère, épaves lamentables, bégayant de terreur, les yeux fous de peur. Tous dénoncent leurs officiers. Les uns se répandent en propos amers, les autres montrent le poing à leurs supérieurs qui passent en auto, hautains, méprisants, affectant de ne pas voir leurs hommes.

Il me reste à entendre ce qu'ont à dire les gradés. Tout à l'heure j'ai fait la connaissance du capitaine Thévenon, qui vient de rentrer chez lui. Il veut bien me recevoir et consent à causer. Le capitaine Thévenon est ce qu'on appelle un dur-à-cuire. Sec comme un sarment de vigne, les yeux gris d'acier, la voix impérative : il est, de toute évidence, fait pour commander. C'est un de ces officiers montés du rang, ayant passé vingt ans parmi leurs hommes et qui les connaissent bien. Ils connaissent bien aussi, on n'en peut douter, leurs camarades les officiers. Pour avoir vécu parmi eux, ils mesurent leurs déficiences et apprécient leurs qualités.

A l'ouverture des hostilités, le capitaine venait, sur sa demande, d'être mis à la retraite. Pourquoi ? Encore jeune, en pleine force, ayant de fortes chances de passer commandant, pourquoi demanda-t-il sa retraite ?

— Depuis quelques années, me dit le capitaine Thévenon, la paperasserie envahissait l'armée, transformait les officiers en gratte-papier. Sous prétexte que je m'y connaissais en chiffres, le colonel voulut faire de moi un comptable. Je m'y refusai : je fis valoir mes droits à la retraite.

— Dès le premier jour de la mobilisation, poursuit-il, je fus affecté au 501^e régiment de chars d'assaut. Mais comme à ce régiment il n'y en avait pas, je fus versé, sur ma demande, au premier régiment régional d'infanterie.

— A quoi attribuez-vous la défaite ?

— Un proverbe anglais me vient à l'esprit. Il énonce cette vérité constante, cette leçon de toutes les luttes : « The best man wins ». Nous avons été vaincus parce que nous n'étions pas les mieux préparés, les mieux armés. En d'autres termes, parce que nous n'étions pas les plus forts.

N'ayant pas su gagner, du moins sachons perdre : soyons beaux joueurs. Ne nous abaissons pas à chicaner au vainqueur sa victoire. Ne nous attardons pas en récriminations vaines. N'accusons pas l'adversaire de n'avoir pas observé la règle du jeu, d'abord parce que ce n'est pas vrai et, surtout, parce que c'est inutile. Le cardinal Gerlier, primat des Gaules, disait l'autre jour au micro : « Ne nous en prenons pas aux autres de notre défaite. Prenons-nous-en à nous-mêmes, plutôt. Faisons notre examen de conscience, pesons nos responsabilités du désastre. Ensuite, il

nous sera plus facile de tracer notre route ». Ces paroles, qui sont d'un sage, sont à méditer.

— Nous n'avons pas été trahis et nous n'avons pas été vendus. Il n'existe pas de marché sur lequel se vendent et s'achètent les pays. Une trahison n'aurait pas déclenché un désastre de l'ordre de celui que nous avons subi.

— Mais si le général ayant trahi et vendu la France est un mythe, le général ignorant et têtue, le haut commandement sans conception et sans compréhension, les services de l'arrière inférieurs à leur tâche, furent, hélas ! des réalités nombreuses. Ce n'est pas pour rien, soyez-en sûr, que, déjà en 1914, plusieurs généraux furent « limogés », c'est-à-dire mis hors d'état de nuire. Quant à nos états-majors, ils furent nettement dépassés par ceux de l'adversaire.

— A la première page du manuel de discipline générale, service intérieur, on peut lire : « La discipline faisant la force principale des armées, il importe que tout supérieur obtienne de ses subordonnés une obéissance entière et une soumission de tous les instants ».

— La discipline, c'est le ressort principal de la machine militaire. Or ce ressort de notre armée était partout faussé ou très affaibli. Dans certains corps il n'existait pour ainsi dire plus. Voilà une cause suffisante à expliquer notre défaite. Le manque de matériel, l'infériorité de celui que nous avions en fut une autre.

— Des fuyards vous ont parlé de ces bataillons dont les hommes montaient en ligne avec trois cartouches chacun et deux grenades remplies de sable ; de ces sections de mitrailleuses sans cartouches, de ces batteries légères sans obus, de ces régiments sans appoint de mitrailleuses et sans soutien d'artillerie. Ils vous ont aussi parlé de ces officiers qui, après avoir prêché la défaite, ont abandonné leurs hommes et se sont sauvés les premiers. Tout cela est vrai. Il n'y a pas à le nier. Mais ces vérités ont leur contrepartie. Autrement, comment pourrions-nous expliquer ces batteries abandonnées, dont les pièces n'ont pas tiré, dont les caissons sont encore remplis d'obus ; les amoncellements énormes de mitrailleuses, de fusils, de munitions sur le rebord des routes ; les fusils et les sacs jetés dans les champs ?

— Des officiers ont abandonné leurs hommes. Pistolet automatique au poing, ils se sont emparés d'autos dont ils ont fait descendre les occupants civils, ils y sont montés à leur place pour se sauver plus vite : c'est vrai, c'est encore vrai, et il n'y a pas à le nier. Mais deux millions de soldats se sont rendus et deux autres millions se sont enfuis, ont jeté leurs armes, sur le rebord des routes ou dans les champs, sans demander conseil à leurs officiers. Quant aux civils qui s'en indignent, plus de dix millions se sont sauvés, ont encombré les routes de leur fuite éperdue, ont gêné de leur troupeau, les manœuvres de l'armée.

— Pendant la retraite sur Dunkerque, nos avions ne survolèrent pas l'armée du Nord, pour la raison bien simple que nous n'en avions pas.

— Combien de nos unités durent à la Royal Air Force de n'avoir point été annihilées ? Nous l'ignorerons toujours parce qu'on ne le dira point.

— Je vous ai signalé l'infériorité de nos états-majors et le manque de conception de notre commandement. Voici :

— En 1870, les Allemands nous tombèrent sur le poil avec les obus à percussion centrale et les pièces d'artillerie à longue portée, que leurs chercheurs avaient trouvés. Nous en étions restés aux obus à fusée qui éclataient en l'air et tombaient entre les deux armées. Les batteries allemandes, se tenant hors de portée des nôtres, les pilonnaient sans danger. Le haut commandement allemand avait inventé le mouvement tournant. Le nôtre en était resté aux conceptions napoléoniennes : le carré, la charge de cavalerie. Rappelez-vous celle de Reischaffen. Merveilleuse au point de vue bravoure, ce fut, du point de vue tactique, une coûteuse bévée. Rappelez-vous le mot du vieux kaiser Guillaume 1er qui, d'une hauteur, en suivait les péripéties : « Des lions ! commandés par des ânes ».

— En 1914, les Allemands nous arrivèrent avec les gaz, l'artillerie lourde, les mitrailleuses et le mouvement débordant de l'infanterie invincible. Notre état-major en était resté aux conceptions de 1870 que les Allemands lui avaient ap-

prises : mouvement tournant, le soldat en pantalon rouge, dont la visibilité nous coûta fort cher. Il n'avait pas voulu des mitrailleuses parce qu'elles étaient susceptibles de s'enrayer. Il avait refusé les pièces d'artillerie lourde parce qu'elles ralentissaient la mobilité de l'armée. Il s'en tenait à la pièce de 75 qui, selon lui, réunissait toutes les qualités. Enfin Joffre ne put tirer tout le parti de sa victoire de la Marne parce qu'il manquait de munitions.

— Cette fois, les Allemands nous sont arrivés avec leurs chars lourds, leurs nuées d'avions ultra-rapides, leurs formations motorisées marchant à l'allure de nos voitures de course. Leur haut commandement avait inventé le bombardement en piqué, la tactique de l'eau et celle de la cisaille.

— A la déclaration de guerre nous avions, en tout et pour tout, neuf avions modernes. Nos chars, lents et légers, étaient des jouets d'enfant en face de ceux de l'adversaire. Notre état-major ne s'indignait pas de ne disposer que de neuf avions modernes, parce qu'il méprisait cette arme qu'il ne connaissait pas. Ouvertement il préférait le ballon captif à l'avion d'observation et l'aérostat à l'aviateur.

— Le plus maladroit des services de notre état-major fut peut-être celui du deuxième bureau, ce service des renseignements sur lequel on avait tant compté. Sa stupidité n'est comparable qu'à celle de l'Intelligence Service. Je cite, pour mé-

moire, leur aventure de Moscou dont s'amusèrent tant les Allemands et à laquelle le gouvernement russe dut mettre fin en les priant de s'en aller.

— Je vous ai dit que le grand ressort d'une armée est la discipline et que celui de la nôtre était ou inexistant, ou faussé. Voici :

— Pendant une année entière les deux armées s'immobilisèrent face à face, sur le Rhin. Ce que firent les Allemands, on le sait aujourd'hui. Ce que nous fîmes, nous, hélas ! on le sait aussi ! Notre haut commandement mit à profit cette année de répit de la façon que voici. La ligne Maginot ne fut pas prolongée jusqu'à la mer. En arrière de la ligne Maginot, rien ne fut construit. On ne prit aucune disposition pour empêcher l'adversaire de la tourner. Pour tenir les hommes en haleine, pour les entraîner, les mettre en forme en vue des opérations prochaines, on ne les fit ni travailler, ni manœuvrer. Mais on transforma les casernes en véritables pouponnières. On se préoccupa du confort et des aises de ces pauvres petits. On s'ingénia à multiplier les causes de renvoi des soldats dans leurs foyers. Au moment de la grande attaque allemande, on en était arrivé à renvoyer chez eux les pères de trois enfants. On avait créé l'œuvre du vin chaud, pour reconforter les petits soldats chéris et les empêcher de s'enrhumer. On avait, enfin, créé l'œuvre pour favoriser le développement des sociétés d'entraide dans l'armée. On avait transformé, ainsi, les régiments en sociétés de secours mutuels. On avait

réduit l'autorité des chefs à une autorité morale. On avait toléré que celle des sous-officiers fut ridiculisée, bafouée. On avait interdit au sous-officier de punir, excepté dans les cas graves et, dans ces cas, le plus souvent, la punition était levée. L'officier, pour ne pas avoir d'histoires, laissa faire. Le sous-officier, ne se sentant pas soutenu, haussa les épaules.

— En 1918, après quatre années de vie commune dans les tranchées, il existait entre les officiers et les soldats une certaine familiarité. Mais celle-ci, toutefois, n'excluait pas la discipline, ne diminuait en rien l'ascendant des officiers sur leurs hommes, car, s'ils mangeaient ensemble, ils risquaient invariablement la mort côte à côte. Après la guerre, cet état d'esprit persista. Mais le danger couru en commun, qui le corrigeait, ne persista point. En sorte que, peu à peu, les officiers perdirent leur prestige et les sous-officiers leur autorité. Sous la pression des gouvernements, dits avancés ou à tendances révolutionnaires, la discipline, chaque jour, se relâcha un peu. L'autorité des officiers arriva à n'être plus que de surface. A mesure qu'il perdait son autorité, l'officier se désintéressait, s'éloignait de ses hommes, devenait plus hautain et ne faisait plus à la caserne que figure de fonctionnaire militaire. La paperasserie envahissait tout, faisait de l'officier un gratte-papier. Le traîneur de sabre devenait porte-serviette.

— Pendant vingt ans on laissa le communisme envahir le corps des instituteurs. Le gouvernement dit le Front Populaire poussa discrètement l'instituteur communiste à faire de la propagande à l'école, à y vulgariser les théories pacifistes, à faire des enfants du peuple de ces renégats sans Dieu qui se proclament sans patrie et sans maître. On poussa encore plus loin cette « émancipation » de l'âme française. On fit de chaque instituteur un agent électoral du communisme. On fit de ces instituteurs des officiers subalternes de réserve, c'est-à-dire des sous-lieutenants, lieutenants et capitaines. Or ce sont ces officiers, qui, en campagne, sont en contact le plus constant, le plus étroit, avec leurs hommes. Ces messieurs retrouvèrent à l'armée leurs élèves et poursuivirent à la caserne leur propagande de l'école. Certains firent de leur compagnie une cellule communiste. C'est ainsi que l'on vit des soldats, en pleine guerre, avec l'approbation tacite de leurs officiers, refuser de faire plus de huit heures de service, prétendre instaurer à la tranchée le système de l'usine avec augmentations périodiques de solde à la clé.

— Voici une constatation qui m'est personnelle. Deux jours avant de monter en ligne, faisant un soir une tournée, j'entendis, sans être vu, la conversation des hommes. Je pus me rendre compte qu'ils avaient été gagnés à la cause communiste, pis encore, à celle des sans-patrie. Certains parlaient de désertre. Ces propos ne pro-

voquaient l'indignation de personne, ne soulevaient aucune protestation. Je rebroussai chemin et fis sans tarder mon rapport au commandant. Celui-ci se borna à constater tristement que c'est fort grave quand, face à l'ennemi, des soldats parlent ouvertement de se sauver, sans que les autres protestent.

— Le lendemain, au moment de donner l'ordre du rassemblement pour la marche en avant, je trouvai dans le bois, six fusils et six sacs. Je fis l'appel : six hommes de ma compagnie étaient disparus. La plupart de ceux qui étaient dans les rangs murmuraient. Quelques-uns, sur mon passage, ricanaient de façon provocante. Evidemment, il y avait un moyen radical et rapide de rétablir l'ordre. En temps de guerre, face à l'ennemi, l'officier allemand y recourt sans hésiter. Les résultats que ce moyen donne sont toujours convaincants. L'officier français est d'ailleurs autorisé à y recourir aussi — en théorie. Mais en pratique, pendant la dernière guerre, il n'y eut pas recours. Ce moyen s'appelle le « renforcement de la discipline ». Dans la circonstance, il eût consisté à faire rattraper les salopards, à les remettre à leur place dans le rang et, au moindre mot, au moindre geste, au moindre incident de révolte, à leur dépêcher dans l'oreille une balle de mon browning. Si j'avais ainsi cassé deux ou trois de ces têtes sans cervelle, leurs camarades eussent certainement compris. Et il est non moins certain qu'au lieu de recevoir l'ordre de nous replier sans

combattre à l'approche des Allemands, parce que l'esprit des hommes était mauvais, chacun eût fait proprement son devoir sous ma surveillance attentive et l'avance de l'ennemi eût été tout au moins retardée.

— A présent, si on suppose, ce qui est plausible, que ce qui s'est passé dans ma compagnie s'est également passé dans d'autres, on comprend le pourquoi et le comment de cette débandade, de cet effondrement sans précédent de l'armée française.

— Je vous ai signalé le manque de conception stratégique et tactique de notre haut commandement. J'en arrive à son incompréhension.

— En 1914, le haut commandement français fut ahuri par l'artillerie lourde, les mitrailleuses à tir fauchant, les gaz asphyxiants et les uniformes invisibles de l'armée allemande.

— En 1939, notre haut commandement fut désarçonné par l'aviation de chasse, par l'aviation de bombardement en piqué, par l'unité motorisée rapide, par le char lourd. Il le fut surtout par la tactique de l'eau et par celle de la cisaille, que les Allemands avaient inventées.

— La tactique de l'eau consiste à s'infiltrer par toutes les pentes, par tous les vides, par les espaces à faible résistance dans le dispositif ennemi. L'infiltration s'opère par les mitrailleuses à bicyclette, par les canons légers montés sur auto.

— La tactique de la cisaille consiste à lancer des chars lourds sur un point du front, à l'en-

foncer, le cisailier. Le char lourd allemand pèse plus de cinquante tonnes. Fortement blindé, puissamment armé, il fonce comme une locomotive lancée à plus de cinquante kilomètres à l'heure. Ces formidables machines ne se laissaient arrêter par aucun obstacle. Renversant tout sur leur passage, elles pénétraient profondément dans nos lignes, terrorisaient les populations, se ravitaillaient en essence sous la menace de leurs canons, poussaient plus loin encore. Des commandants d'unités du front à qui on signalait leur présence sur nos arrières, sachant avoir l'ennemi devant eux, en concluaient qu'ils étaient cernés et donnaient en toute hâte l'ordre de repli. Certains officiers lancèrent même le sauve-qui-peut et détalèrent les premiers.

Ce manque de conception, cette incompréhension de notre haut commandement n'est que la conséquence logique de l'enseignement de nos écoles militaires. Alors que j'étais en garnison à Versailles, je fus le témoin de ceci : le bataillon des élèves de Saint-Cyr, en formation compacte, chargeant à la baïonnette, comme au temps de Napoléon, une compagnie de mitrailleuses en pleine action ! Vous vous rendez compte de ce qui serait advenu de nos futurs officiers au cours de cet exploit et de ce qui adviendrait de leurs hommes en pareil cas ?

Je vous ai indiqué, ce me semble, conclut le capitaine Thévenon, quelques-unes des causes de notre défaite. Je dis « quelques-unes », car il en

est d'autres, hélas ! et en si grand nombre que si je devais les analyser toutes, vous seriez encore là demain.

— De quel ordre estimez-vous qu'elles soient, mon capitaine ?

— Il faudrait remonter à l'époque de Jeanne d'Arc, c'est-à-dire cinq cents ans pour retrouver la pareille. A cette époque, les Anglais occupaient à peu près la partie de la France qu'occupent aujourd'hui les Allemands. Les Anglais, en effet, tenaient alors Montluçon, comme les Allemands en ce moment. Ils se maintinrent longtemps dans l'Allier. Ils y laissèrent des traces que l'on retrouve aujourd'hui sur les figures et dans le patois des gens. Mais, à cette époque, à défaut d'un homme, nous avions du moins une femme pour nous commander. Nous avions Jeanne d'Arc que nous n'avons pas et, surtout, nous avions la foi que nous n'avons plus.

— Croyez-vous que la France ne se relèvera jamais de cette défaite ?

— Sans doute ! du moins il faut le croire, mais je ne vois pas comment. Notre situation morale est encore plus mauvaise que notre situation militaire. Les braves de l'autre guerre sont écœurés de la mentalité de ceux qui ont refusé de se battre dans celle-ci pour défendre leur pays. Or les soldats qui n'ont pas eu le cœur de se battre, ce sont ceux dont nous disposons, c'est la jeunesse d'aujourd'hui. Militairement, cette jeunesse ne vaut rien. Quant aux braves de l'autre guerre, ils

ne valent pas grand'chose, pour la raison qu'ils sont déjà trop vieux. Certes ils sont toujours braves et pourraient donner un coup, un assaut, livrer une bataille pourvu qu'elle fût courte. Mais ils n'ont plus, à raison de l'âge, l'endurance qu'exige la guerre moderne. Reste la possibilité de former une autre armée, puisque les éléments de celle que nous avons ou plutôt que nous avions ne valent rien. Mais pour en trouver les éléments nouveaux, ce sera l'affaire de cinq ans.

Huriel (Allier), 17 juillet 1940

Je viens de revoir le capitaine Thévenon. Il a maintenu de la façon la plus catégorique, la plus formelle, ce qu'il m'a dit au cours de l'interview d'avant-hier, mais en y apportant les précisions que voici :

— Le communisme, comme le socialisme, est devenu un terme générique. Lorsqu'on en parle, pour plus de précision, on devrait, ce me semble, distinguer. C'est justement, ce à quoi, j'ai manqué.

— Le communisme, avant la guerre, était en France, un grand parti politique. Rien qu'à Paris, il comptait un million cinq cent mille adhérents. Il comptait à la Chambre, je crois, cent vingt députés. Il est permis de supposer qu'il en allait de ce parti, comme il en va des autres, à savoir qu'il était fractionné, qu'il avait son avant-garde,

sa gauche, c'est-à-dire son groupe « avancé » ; sa droite, à tendances rassises, sinon modérées. Il est certain que le parti communiste comptait dans ses rangs des « pacifistes ». Ce sont eux, plutôt que les autres, qu'il faudrait tenir pour responsables de notre désastre.

— Je précise que je ne vois rien dans le communisme qui fasse de ses adhérents des êtres veules, des sans cœur, pour ne pas dire des lâches. J'y vois, au contraire beaucoup de choses susceptibles d'en faire des partisans de la violence la plus redoutable : la violence « consciente et organisée », ainsi qu'ils disent.

— Voulez-vous des exemples ou plutôt des faits ? En voici quelques-uns.

— Le groupe communiste constituait à la Chambre le groupe à la fois le plus violent et le mieux discipliné. Il marchait à la baguette, votait avec ensemble et les défections dans ses rangs étaient inconnues. En ces dernières années, il poussait ouvertement à la guerre : c'est connu.

— Les communistes, à l'atelier, à l'usine, étaient admirablement disciplinés. Ils menèrent leurs grèves sur le tas avec une audace qui n'est pas à nier.

— J'en ai eu sous mes ordres, un grand nombre : j'en ai interrogé plusieurs. Transplantés du jour au lendemain de l'usine au régiment, dans ce milieu hostile à leur mentalité qu'est l'armée, je ne constatai pas, chez eux, de manque de courage ; je ne les entendis pas renier leurs idées.

Ils se réclamaient des révolutionnaires de 1793, de ces hommes terribles qui firent la Terreur ; ils se réclamaient surtout des communards de 1871, de ces braves gens qui s'insurgèrent contre Thiers le capitulard et tinrent Paris pendant quarante jours contre les Versaillais. Je ne discuterai pas s'ils eurent tort ou raison, je dirai simplement qu'ils ne manquèrent pas de courage.

— Pourquoi les communistes, ces fils de la Terreur, ces hommes de la guerre civile, de l'émeute et de la barricade, sont-ils des antimilitaristes ?

— De ce que me dirent des soldats communistes j'en infère que c'est par cet instinct obscur, profond, du peuple, dont Michelet nous assure qu'il ne trompe point. Leur antimilitarisme serait la conséquence de l'ignorance, de l'insuffisance de notre haut commandement dans trois guerres successives au cours desquelles le peuple a été considéré comme chair à canon et mené à la boucherie. Leur antimilitarisme résulterait de ceci que le prolétariat considère que l'officier est un aristocrate, un bourgeois et qu'on le mène se battre pour eux et non pour lui, c'est-à-dire pour la bourgeoisie plutôt que pour le prolétariat.

— Voyez, m'ont-ils dit, ce qui s'est passé en Espagne où les communistes, voire les libertaires ne manquèrent pas de discipline et se battirent avec un acharnement farouche.

— Reste, conclut le capitaine Thévenon, les « pacifistes » et les « sans-patrie » qui, du point de

vue patriotique et militaire, sont des déchets sans espoir. C'est peut-être à ceux-là qu'il faudrait s'en prendre de notre effondrement.

TROISIÈME PARTIE

DERRIÈRE LES BARREAUX

Besançon (Doubs) 8 décembre 1940

Lorsqu'on entre dans l'aventure, on ne le sait pas toujours. Le 5 décembre 1940, j'y entrai sans me douter du genre de la danse, ni, surtout, de sa durée. Il n'était pas encore huit heures et la faim qui fait sortir les loups du bois m'ayant fait sauter du lit, j'entourais d'égards et de tranches de pain la cafetière posée sur la table, entre le beurre et le sucre, ses deux compléments obligés. Ayant pris mon « respire », j'allais lancer l'appel de chaque matin : « Oyez ! Oyez ! Vive le Roy ! le café est servi et le déjeuner ôssi ! » Mais la proclamation ne fut pas lancée. Elle me resta sur la langue et le café sur la table, car, à ce moment précis on sonnait à la porte. C'était l'aventure, sous les traits

d'un sergent de ville qui venait m'arrêter. Je n'étais pas revenu de mon étonnement qu'un gendarme se présentait pour arrêter ma femme : l'aventure se compliquait. En moins de deux minutes nous y barbotions un duo à quatre pieds.

— Ne vous en faites pas, me dit le sergot, en matière de conseil et d'un air bienveillant. Vous avez dépassé l'âge militaire : votre arrestation ne peut être qu'une erreur. Il s'agit, en somme, d'une formalité. A la mairie tout va s'éclairer. Vous serez sûrement relâché à temps pour rentrer déjeuner.

— Que la choucroute au jambon, que le gâteau à la crème fondante, à la pâte parfumée vous entendent ! Ils sont, ajoutai-je, depuis hier sur le rebord de la fenêtre : vous pensez s'ils trouvent le temps long ! S'il leur tarde de rentrer !

— Quant à Madame, surenchérit le gendarme, ce ne peut être qu'un malentendu. Elle sera sûrement relâchée avant midi.

— Toutefois, reprit le sergot, vous feriez peut-être bien de prendre avec vous quelques objets indispensables...

— Par exemple, précisa le gendarme, une bonne couverture...

— Et mon café, interrompis-je, ne pourrai-je le prendre aussi ?

— Je regrette, coupa le sergent de ville d'une voix devenue tout à coup sèche comme le vent du désert, mais le temps presse. Vous avez dix minutes pour vous préparer.

— Et vous, Madame, ajouta le Pandore, vous n'en avez pas une de plus.

Ceci se passait avant-hier, à Paris, et me voici à Besançon, caserne Vauban, bâtiment « C », dans une chambre au troisième, ma femme est au bâtiment « A », en face, chambre 62bis. Nous sommes arrivés hier, après une attente de quatre heures à la mairie, de cinq à la gare et, après avoir passé dans un affreux wagon, vingt-trois heures pour faire un trajet qui, normalement, en prend six. Le jour se lève à peine. Je suis recroquevillé sur de la paille et sous mon paletot avec le plancher pour sommier. A la fenêtre, garnie de solides barreaux de fer, il manque des carreaux et à la pièce il manque un poêle. Or nous sommes dans les Vosges, à proximité de la Suisse, pays où la température, à cette saison, rappelle celle de chez nous. Autour de moi j'entends des toux qui sonnent le cercueil, des gémissements, des ronflements qui sont plutôt des râles. Mes compagnons de captivité ne sont pas encore remontés de leur sommeil douloureux à la réalité.

L'un après l'autre mes compagnons s'éveillent, ouvrent les yeux à la lumière blême du jour qui passe par les carreaux sales, étirent leurs pauvres membres raidis par le froid humide de l'horrible local. Leurs traits tirés disent mieux que ne feraient les paroles, leur accablement, leur fatigue.

— Messieurs, dis-je, je propose que chacun de nous se présente, dise qui il est, ce qu'il est et d'où il vient. Ainsi, en quelques minutes nous

nous connaissons, nous saurons qui nous sommes. Destinés à vivre ensemble pendant une période indéterminée, cela me paraît utile.

Celui qui est couché près du mur, à proximité de la fenêtre, le premier de la rangée de grabats, a dressé sa tête impressionnante à la belle chevelure d'argent.

— Bien, Monsieur. A moi l'honneur, je commence : Jean-de-la-Croix Dorais, protonotaire apostolique, de Valleyfield, Canada. Retiré depuis quelques années, à la Fraternité Sacerdotale de Neuilly.

Son voisin, le deuxième de la rangée, lui succède :

— Ali Wally, Egyptien, né de père et de mère Turcs, musulman, commerçant aux Halles Centrales de Paris.

— Philippe-Robert Passavent, de famille française passée en Allemagne à la révocation de l'édit de Nantes, protestant, par conséquent ; né à Londres, domicilié à Paris depuis quarante ans, redevenu pratiquement Français, âgé de soixante-douze ans, ayant épousé une Alsacienne, violemment germanophobe. Personnellement indifférent sur la question de savoir ce qui vaut mieux : d'être Anglais, Français ou Allemand.

— Paul de Martigny, né à Saint-Romuald, près Québec, domicilié à Auteuil, de la « Presse » de Montréal.

— Spicer-Simson, Théodore, né en Tasmanie, ai fait mon éducation à Londres, domicilié à

Bourron, près Fontainebleau ; sculpteur-médailleur, de formation artistique française. Ma maison de Bourron s'appelle les « Volets Verts ».

— Evelyn Toulmin, d'origine irlandaise, directeur aujourd'hui en retraite de la filiale parisienne de la Lloyds Bank, de Londres. Je compte un fils officier de l'armée anglaise de Sa Majesté.

— B. Doyzier, « bloke » authentique, domicilié à Paris depuis de longues années, directeur du « Traveller's Club » des Champs Elysées, dans l'ancien hôtel particulier de la « Païva », espionne allemande, sous le Second Empire.

— Trewhella, Alfred Percy, né en Sicile. J'y vivais dans mon château, sur mes terres. Anglais cent pour cent, ayant épousé une Anglaise. Je ne parle que l'anglais.

— Street, George ; chauffeur de taxi à Paris. Né à Paris, de père et de mère anglais, ai épousé une Parisienne. N'ai jamais mis les pieds en Angleterre, ne parle pas un mot d'anglais. Ma fille a épousé un Français.

Le camp Vauban se compose de trois casernes établies en bordure d'un terrain sur lequel rien ne pousse. Aussi long et certainement plus large que le Champ de Mars de Montréal, c'est le champ de manœuvre. Venant de la gare de Besançon, on y arrive par la route et on y entre par une grille. On a alors à sa droite les bâtiments « A » et « B » ; à sa gauche, le bâtiment « C ». Autour de ces trois bâtiments sont leurs annexes : cuisines, cercle des officiers, cercle des sous-offi-

ciers, bureau du colonel, magasin d'habillement. En retrait des trois grands bâtiments, sur une hauteur, l'infirmerie régimentaire.

Ces casernes ont été construites selon la conception du génie militaire français : cubes de brique, percés de fenêtres et, au rez-de-chaussée, de quatre portes : une sur chaque façade. A l'intérieur, deux corridors se coupent à angle droit et aboutissent à chaque porte et, de surcroît aux deux escaliers qui, à chaque bout des bâtiments, relient les étages. Pour éviter l'humidité, les soupiraux des caves sont sans fenêtres : l'air y circule librement. Pour rendre les réparations plus faciles, les canalisations sont à l'air libre : tuyaux d'adduction d'eau et tuyaux de renvoi. Pour que les soldats se fassent les jambes dans les escaliers des étages, l'eau n'existe qu'au rez-de-chaussée. Pas de chauffage central, bien entendu — pour éviter les complications, sans doute.

Besançon est dans les Vosges, à moins de cinquante milles, à vol d'oiseau, de la Suisse où les hivers sont aussi durs que ceux de chez nous. Cela se traduit par le gel et l'éclatement des tuyaux d'adduction d'eau, par l'obstruction par la glace des égouts, par le gel, également, des légumes en réserve dans les caves. Les soldats, c'est prévu, iront alors chercher de l'eau à l'abreuvoir jusqu'à ce qu'elle y gèle aussi et la déverseront dans les latrines, situées aux quatre coins du champ de manœuvre. Lorsque l'eau gèle, ce qui

n'est sans doute pas prévu, les soldats s'en passent et les latrines aussi.

A l'infirmerie, le chauffage central a été installé. Mais les fournaies sont dans la cave, dont les soupiraux, comme ceux des casernes, sont sans fenêtres. En conséquence, les calorifères gèlent et se fendent dès que le froid se manifeste. Dans les chambres des casernes le système de chauffage est à la fois inefficace et simple. Il se compose d'un poêle qui ne chauffe pas la pièce, parce qu'il manque des carreaux à la fenêtre et parce que la cheminée, en ces dernières vingt années, n'a jamais été ramonée. De boîte à charbon, à cendre il n'y en a pas. Le système « D » présuppose que le soldat français, né débrouillard, saura bien s'en passer. A quoi serviraient-elles, d'ailleurs, puisqu'il n'y a pas de charbon ?

Contre les débrouillards du système « D » deux précautions ont été prises sous forme de barreaux de fer aux fenêtres, de tessons de bouteilles et de fils de fer barbelés chargés d'électricité sur le faite du mur d'enceinte. Le commandant allemand en a pris une autre : des factionnaires disséminés ici et là qui font les cent pas.

La caserne Vauban peut loger deux mille cinq cents hommes, en les serrant un peu les uns contre les autres, en leur mesurant la place. Lors des événements de juin, les Allemands y entassèrent vingt-deux mille prisonniers. Ces malheureux couchèrent dans les caves, dans les chambres, dans les corridors et les greniers. Deux mille cinq

cents dormirent dans des lits. Les autres dormirent par terre, voire dehors, à la porte des cuisines. Ceux-là eurent du moins la certitude relative d'avoir le lendemain quelque chose à manger. Par excès de misères endurées, de promiscuités trop grandes subies, de mauvaise alimentation, la dysenterie se manifesta parmi ces malheureux au bout de quelques jours. A raison de quatre W. C. par bâtiment, soit, pendant l'extinction des feux, douze pour vingt-deux mille hommes, et à raison des quatre latrines situées aux quatre coins du champ de manœuvre, à leur disposition pendant le jour, on peut imaginer ce qui se produisit, l'état de saleté dans lequel ils tombèrent, le manque de salubrité qui régna bientôt dans les casernes du « Front Stalag 142 fûr Interniertung lager ».

L'autorité militaire allemande, rendons-lui cette justice, fit tout ce qu'elle put pour remédier aussi rapidement que possible à cet odieux, à ce dangereux état de choses. Ses médecins, dès les premiers jours, comprirent le danger d'épidémie. Mais le commandant du camp ne disposait pas des hommes indispensables à l'entretien du camp. Conformément aux lois de la guerre, il tenta d'amener les prisonniers à l'entretenir eux-mêmes. Il représenta aux prisonniers que leurs vainqueurs n'avaient pas à les servir, à se faire leurs domestiques. Mais les soldats français, dressés au système « D », cherchaient à éviter les corvées et chacun s'en remettait au voisin du soin de laver,

balayer, etc. Les soldats allemands, chargés de la surveillance du camp, les regardaient faire et haussaient les épaules. Si bien que les choses demeurèrent à peu près en l'état : les soldats dans leur saleté et le camp dans son insalubrité.

Le commandant du Camp Vauban reçut, le 3 décembre, l'ordre d'évacuation de ses prisonniers. Ils devaient être dirigés sur Belfort dans les quarante-huit heures. L'ordre comportait un délai supplémentaire de vingt-quatre heures pour le nettoyage des locaux. Il autorisait le commandant à garder cent cinquante prisonniers pour cette tâche, l'entretien ultérieur du camp, le service des cuisines et de l'infirmerie.

La discipline allemande est une chose avec laquelle on ne plaisante point. En quarante-huit heures les vingt-deux mille prisonniers furent évacués et dans les vingt-quatre qui suivirent, les locaux furent nettoyés. Mais les cent cinquante prisonniers français affectés à cette corvée, nettochèrent les chambres et les corridors à la pelle, par les fenêtres. Ils nettochèrent les W. C. à la hache et sans eau, car celle-ci était gelée.

Les misères, les souffrances parfois se multiplient et se conjuguent pour tomber sur les gens. Depuis trente et un ans on n'avait pas vu dans les Vosges un mois de novembre aussi froid et décembre s'annonçait pire. Les prisonniers britanniques commencèrent d'arriver le 6 décembre au Camp Vauban, dont on ne peut imaginer la saleté. Le contingent de Paris y arriva le 9. Dans

la chambre où, par l'effet du hasard, je tombai, il manquait, je l'ai dit, je crois, un poêle et des carreaux à la fenêtre. Ce qui ne manquait pas c'étaient les fils d'araignées au plafond, la crasse sur les murs et le plancher qui, au temps de la glorieuse République, n'avaient jamais été lavés. Mais la crasse n'y entraînait pas seule, la poussière, chaque jour, venait s'y ajouter. L'humidité agglomérant l'une et l'autre en faisait un corps gluant que durcissait le froid.

Dans cette caserne Vauban, prévue pour deux mille cinq cents hommes où les Allemands avaient trouvé moyen d'entasser vingt-deux mille prisonniers, on jeta cinq mille Britanniques. Après le contingent de Paris, arriva celui de la côte et enfin celui de Bordeaux. Ces derniers arrivèrent dans un état pitoyable après quatre jours et quatre nuits passés dans des wagons où il pleuvait. La plupart tombèrent d'épuisement, s'endormirent sur le plancher, leur sac de voyage pour oreiller. Ils sombrèrent aussitôt dans un sommeil trouble, douloureux, dont ils ne s'éveillèrent, le lendemain, que grelottants et la gorge déchirée par la toux.

Revenons à la chambre où le sort m'avait jeté. Chacun ayant décliné son nom et sa qualité, l'équivoque disparaissait. La chambrée comptait deux Canadiens français, un Egyptien, un Français germanisé, né à Londres ; un Anglais, né à Paris, ignorant sa langue, soit cinq individus d'expression française et quatre « blokes » parlant anglais, comme de bien entendu, soit neuf en tout.

Le jour, en se levant tristement, dissipa une autre équivoque. A part ses neuf occupants, la chambre ne contenait rien, absolument rien : pas de lits, pas de table et pas de chaises. Rien pour se laver et pas d'ustensiles pour manger.

Il est généralement admis que les chauffeurs de taxis sont des types débrouillards, en particulier ceux de Paris. Nous en comptons un parmi nous.

— On ne peut pas rester comme ça, grognait-il. Je propose que chacun aille faire un tour d'inspection et en rapporte ce qu'il pourra se procurer d'utile.

— Où et par quels moyens ? s'enquit le banquier. Je ne vois guère comment on peut se procurer quoi que ce soit : nous sommes prisonniers...

— A la foire d'empoigne ! lança l'Egyptien.

— Par le système « D », affirma le chauffeur de taxi.

Sur les neuf occupants, un fut, d'emblée, exempté de corvée : Mgr Dorais. Tulmin, le banquier, fut nommé président de la chambrée et garde-magasin. A ce titre et parce que son bras gauche était à demi paralysé, il fut exempté de corvée. L'élection étant faite, Mgr Dorais ayant été nommé président honoraire, en moins de deux minutes chacun partit de son côté, laissant la chambre sous la garde du président. Je rentrai le premier avec six gamelles et un pot à eau. Je repartis aussitôt. Je revins avec un matelas, étroit et mince, mais matelas tout de même et je demandai du

renfort, car j'en avais découvert une chambre remplie. Dans une autre, l'Égyptien avait découvert des châlits empilés jusqu'au plafond. En moins d'une demi-heure la chambre était meublée de neuf lits garnis chacun de son matelas, disposés en deux rangs, la tête au mur. Le chauffeur de taxi ayant demandé trois hommes de renfort, une lourde table sur laquelle pendant des années avaient mangé des soldats fut emménagée. De ma vie je n'avais vu une table aussi grasse, aussi sale. Ayant ramassé, près de la fenêtre, un morceau de carreau brisé, je me mis aussitôt en devoir de la gratter. Bientôt des escabeaux, trouvés dans une autre chambre, furent disposés de chaque côté de la table.

A dix heures, une infirmière allemande entra d'autorité, sans frapper, et demanda deux hommes de bonne volonté pour la corvée de pain. Le banquier et le sculpteur, comprenant l'allemand, nous traduisirent ses paroles et deux hommes partirent au pain. A onze heures, nouvelle apparition de la « Schwester » qui nous annonça que nous devions aller nous-mêmes, ou désigner l'un d'entre nous pour aller, deux fois par jour, à la cuisine chercher les rations.

— Dans quoi ? demanda le chauffeur de taxi.

— L'infirmière, s'étant fait traduire la question, se borna à hausser les épaules et sortit.

Mon pot à eau, vaste récipient de fer-blanc, fut affecté au transport des rations. A la cuisine il y avait de l'eau chaude. Il y avait aussi de la

cendre. En délayant l'une dans l'autre et en frottant énergiquement avec une vieille chaussette, ramassée dans un coin, l'intérieur et l'extérieur du récipient, j'obtins un nettoyage approximatif qui lui valut sa promotion immédiate et à l'unanimité au grade de soupière le midi et le soir. Les gamelles furent nettoyées selon le même procédé, si bien, qu'à midi, tout le monde s'y étant mis, grâce à l'eau et à la cendre, nous fûmes en mesure de manger en commun à peu près proprement.

La chasse recommença après déjeuner et se poursuivit plusieurs jours. La « Schwester », suivie de deux Soldatsfeldgraü, apporta des couvertures de l'intendance militaire française : une pour chaque lit, pas plus. Le lendemain, elle nous fit distribuer à chacun une assiette, une cuiller, une fourchette. Pour nous procurer des couteaux, il fallut plusieurs jours et ce fut toute une histoire.

Le sort commun auquel nous étions soumis aurait dû nous lier, créer entre nous des liens d'amitié : il n'en fut rien. Il n'empêcha pas l'égoïsme anglais de se manifester le jour même sans attendre au lendemain. Les quatre Anglais, par une entente tacite, se constituèrent en groupe. En chaque circonstance, à eux quatre, ils opérèrent une pesée : pour s'installer ensemble du meilleur côté de la pièce, laissant aux cinq autres celui où le courant d'air, après vous avoir coupé les chevilles, vous mettait la gorge en feu. A table, ils s'emparèrent des meilleures places et, aux

repas, se servirent d'abord, sans se préoccuper si les autres avaient assez à manger.

Ouvrtement, sans gêne, ils manifestèrent et mirent en pratique cette opinion anglaise que ce qui n'appartient à personne, de droit est à eux et que sur ce qui appartient aux autres, ils ont des droits à faire valoir. Quelques jours leur suffirent pour se faire connaître, se faire apprécier de ceux d'entre nous qui n'étaient pas Anglais, pour justifier ce concert d'exécration que par leur odieux égoïsme ils provoquent chez tous les peuples et dont les Allemands leur font entendre en ce moment les premières notes.

En arrière du bâtiment « C », il y a une cuisine. Il y a aussi le cercle des officiers. Celui-ci est désaffecté. Mgr Dorais a obtenu du commandant l'autorisation de le transformer en chapelle et y dire la messe. Il y officia, pour la première fois, le 8 décembre, jour de l'Immaculée-Conception. Les cent six sœurs canadiennes-françaises, internées à leur titre de ressortissantes britanniques, y assistèrent. Je tiens à dire sans tarder qu'elles sont présentement les anges du camp. Personne ne pourrait dire tout le bien qu'elles y font. Selon leur tradition elles travaillent discrètement, accomplissent leur tâche sans bruit. A l'un dont une toux de cheval déchire la poitrine, elles apportent un bon gilet de laine. A un autre elles raccommoient ses chaussettes, à un autre encore, elles apportent quelques médicaments. J'en ai vues apporter à des prisonniers qui en man-

quaient, du pain dont elles s'étaient sans doute privé.

A côté du local qui est aujourd'hui la chapelle, il y a le cercle des sous-officiers. Mgr Dorais a obtenu du commandant du camp qu'il soit attribué aux bonnes Sœurs. En moins de trois jours, celles-ci l'ont transformé, en ont fait un endroit de stricte propreté, où elles logent en paix.

Besançon (Doubs) 9 décembre 1940

Il fait ce matin dans notre chambre un froid terrible. Le poêle, monté hier, ne marche pas, pour la raison que la cheminée est bouchée par la suie accumulée pendant des années. Il y a de la glace dans le corridor et la neige recouvre le champ de manœuvre. Je grelotte sous ma couverture que mon paletot recouvre. A six heures, Mgr Dorais se lève : il est quatre heures en réalité. A la lueur de sa lampe de poche, il s'est rasé à l'eau glacée, puis il est parti sans bruit, dire sa messe à l'infirmerie, je crois.

Ce matin, on a réparti les corvées. Voici les miennes : apporter l'eau fraîche, remporter les eaux sales et les cendres ; aller chercher les rations, mettre la table. A sept heures je commence : si j'attends trop, mes gens se passeront de café. Cette première corvée comporte une longue attente à la porte de la cuisine, car il n'y a qu'un seul

guichet et qu'une seule serveuse. Au sortir du lit, cette station est véritablement douloureuse : dans le vent glacé qui descend des montagnes, les pieds dans la neige que détrempe le café renversé de ceux qui sortent, je claque des dents, mes mains sont bleues de froid.

Le midi et le soir on obtient les rations avec des bons que la « Schwester » vous distribue pour la semaine : il n'y a pas moyen de truquer. Mais le matin on peut encore y faire : on vous donne du café sur parole. Quand je dis café : il faut s'entendre. Il s'agit d'une décoction anémique d'orge et de glands grillés. Mais cela vaut encore mieux que l'infusion que l'on me donne pour le déjeuner et le dîner, sous le nom de thé.

Donc, le matin, on me donne du café sur parole. J'en profite, bien entendu, pour mentir effrontément. Nous sommes neuf : je demande du café pour quinze. Mon pot est rempli et je dois regarder où je pose le pied. Hélas ! la précaution ne sert pas à grand'chose, car il fait nuit et la cour, entre le bâtiment « C » et la cuisine, n'est pas éclairée. Je marche sur de la glace raboteuse et c'est par une veine insensée que j'évite de justesse la catastrophe. D'autres ont été moins heureux que moi, car je pose de temps à autre le pied dans une flaque. Deux minutes après moi, le sculpteur-médailleur se présente régulièrement à la porte de la cuisine et se fait livrer dans un grand seau de ferblanc trouvé dans un tas de détritits et laborieusement nettoyé à la cendre,

du café pour quinze détenus. Cela nous fait notre provision pour la journée.

Vers midi, la température remonte et il tombe une averse de neige fondante. Lorsque je sors pour aller chercher les rations, je ne marche plus sur de la glace, mais sur ou plutôt dans la bouillie glacée et c'est pis. Mes pauvres souliers de Paris, à semelles minces, s'y enfoncent. J'attends parmi les femmes et les enfants à la porte de la cuisine, en prenant un bain de pieds froid.

L'ensemble de mes corvées ne constitue pas une sinécure : je suis aujourd'hui descendu douze fois, à raison de trois étages par voyage, avec un récipient lourd au bout du bras, cela fait trente-six étages. Ce soir je suis rendu de fatigue : mes jambes tremblent, je suis couvert de sueur. J'ai, aux reins, une douleur lancinante, je ressens par tout le corps une courbature atroce. La dernière bouchée avalée, je me jette sur mon grabat et, malgré le froid, je sombre, sous ma couverture et mon paletot, dans un sommeil profond et sans rêve.

Besançon (Doubs) 10 décembre 1940

La population du camp Vauban est surtout féminine : la proportion est de onze femmes contre un homme. On compte en outre une centaine d'enfants, dont plusieurs en bas âge. J'ai vu ce matin une pauvre petite paralytique dans sa

voiture que poussait une bonne ; deux petites boiteuses ; un idiot d'une douzaine d'années qui ne parle pas encore et vagit comme un enfant. Près de lui, sa mère pleurait doucement.

— Je suis Française, me dit-elle, en s'essuyant les yeux. Mon mari est Anglais. Il est, en outre, officier de marine de Sa Majesté. Nous n'avons que cet enfant. A Paris, c'est la bonne qui s'occupait de lui...

La malheureuse mère lève sur moi ses beaux yeux noyés de peine :

— Que voulez-vous, je ne peux tout de même pas le tuer...

On peut se demander à quelle utilité militaire, voire à quel danger auquel il faut parer, correspond l'internement de ces infirmes, de ces enfants, de ce lamentable attardé.

Besançon (Doubs) 11 décembre 1940

Etre logé au troisième comporte des inconvénients, entraîne des fatigues, mais offre des avantages, notamment celui-ci : ne pas être empesté par les émanations fétides qui montent de la cave... Les cabinets, les lavabos sont bouchés par la glace. Les latrines sont une horreur qui défie la description. La dysenterie, faut-il s'en étonner ? a fait son apparition parmi les détenus. Il n'y a pas de poubelles dans les chambres. En conséquence, les immondices s'accumulent dans les

corridors. Les eaux sales, voire les déjections des latrines, tombent dans la cave, y noient le combustible et les légumes destinés à l'alimentation des prisonniers.

A l'infirmerie, la situation est lamentable. Les calorifères sont gelés, les tuyaux d'adduction d'eau, les égouts ont éclaté. Le personnel est insuffisant. Les bonnes Sœurs ont beau se multiplier, elles ne parviennent pas à soigner tous les malades. Elles ont fait monter un poêle dans la salle d'attente, elles l'ont entouré d'un écran et dans cette sorte de réduit, les mains bleuies par le froid, elles posent des ventouses aux malheureux que torturent la pleurésie et la congestion pulmonaire.

La « Schwester » raide, aimable comme une porte de prison, se présente et nous donne lecture d'un ordre rédigé en langue allemande. Nous devons laisser éteindre immédiatement le poêle, ce qui ne sera pas difficile attendu que nous n'avons jamais réussi à le faire chauffer. Demain, avant-midi, nous devons être installés dans la chambre du rez-de-chaussée que nous indiquera l'adjudant français, Pons, désigné à cet effet par le commandant du Camp.

L'adjudant Pons se présente peu après : c'est un prisonnier comme nous. Il est en uniforme français. En présence de ressortissants britanniques, auxquels il doit communiquer des ordres, il croit devoir exagérer la roideur allemande. Il nous désigne, en français, la chambre 31. Vérifica-

tion faite, il se trouve que c'est la deuxième à droite des latrines obstruées par la glace qui se déversent dans la cave, sur le combustible et les légumes qu'on nous fait manger. Sa fenêtre, garnie de solides barreaux de fer, donne sur une mare d'eaux sales, provenant des lavabos dont les tuyaux de renvoi sont crevés.

A midi, heure militaire, la « Schwester » se présente dans notre nouveau local. Elle fait l'appel après avoir constaté que nous avons déménagé. Ne trouvant rien à redire, elle tourne les talons et s'en va.

Pour les corvées on fait souvent appel aux femmes. Cette fois on a établi un tour de rôle pour constituer une équipe de quinze. Chaque équipe, une fois par semaine, sera de service pendant trois heures pour peler les légumes. Le local dans lequel on les fait travailler est attenant à la cuisine, ouvert à tous les vents, à la neige et à la pluie. On leur donne des pommes de terre qui ont gelé, puis dégelé à la cave, précisément celles sur lesquelles les latrines se sont déversées, qui ont baigné dans les eaux sales provenant des lavabos. Elles sont aux trois quarts pourries et dégagent une odeur infecte. Les malheureuses femmes de corvée sont bleues de froid au bout d'une heure. Leurs pauvres mains se gercent et saignent. L'une de ces femmes porte un superbe manteau de vison sur lequel la boue fétide des pommes de terre dégouline. En pelant les légumes elle a écorché ses doigts engourdis de froid qui

saignent. Un soldat français, plutôt âgé, prisonnier comme elles, a reçu mission des autorités allemandes de surveiller les travailleuses. Si le travail se ralentit quelque peu, il les traite avec une grossièreté révoltante, les menace de coups de pieds au derrière. A la moindre réplique il fait appel à la sentinelle allemande qui, le fusil à la bretelle, passe et repasse devant la porte. De toute évidence le factionnaire ne comprend pas un mot, mais, aux objurgations du soldat français, il répond en faisant des signes d'assentiment. Les pauvres femmes sont terrorisées et cherchent de leurs mains bleuies, au fond du baquet, dans la boue fétide, les pommes de terre qu'il leur faut peler. Un cuisinier, ancien soldat français fait prisonnier, fait irruption dans le local, il s'arrête un instant, roule une cigarette, passe la main dans sa longue chevelure grasseuse, rigole et s'en va.

Besançon (Doubs) 14 décembre 1940

L'art d'apprêter les choses est poussé assez loin à Paris. Il est même poussé si loin que souvent on ne sait plus très bien ce que l'on mange. Aux dires de certains cuisiniers, cela vaut peut-être mieux. Mais il y a la cuisine et les cuisines. La première est la meilleure qui soit, c'est entendu, mais les secondes sont-elles les plus propres ? Il n'est, je pense, personne qui ose le prétendre.

La cuisine d'un grand nombre de restaurants parisiens n'est pas accessible au client.

— Pourquoi ?

Parce que, souvent, c'est un réduit sombre, malpropre, malodorant. Beaucoup de cuisiniers fument la cigarette en travaillant et ne changent pas souvent le tablier qui leur sert parfois de mouchoir. Tant pis si le mégot tombe dans le fricot et si le second est d'une saleté repoussante. Ainsi que me l'expliquait le cuisinier d'une gargotte de Montparnasse :

— Le mégot, le tablier sale et les blattes dans les coins, c'est dans la tradition de la gargotte parisienne. Vous aurez beau faire : vous n'y changerez rien.

— Voulez-vous un conseil amical ? conclut-il. Ne renvoyez jamais un plat : celui qu'on vous renverra de la cuisine ne vaudra pas mieux et le chef aura craché dedans.

Arrêtons-nous à la porte de la cuisine du Camp Vauban, avant d'y pénétrer. Cela permettra de constater qu'elle était bien dans la tradition et que les cuistots la dépassaient même un peu. Les cuisines du Camp Vauban et, en particulier, celle du bâtiment « C », étaient des cuisines françaises dans lesquelles s'agitaient des cuisiniers français. Ceux-ci étaient des prisonniers n'ayant qu'un désir : travailler le moins possible, n'en faire qu'à leur tête et se ficher de tout. Disons de suite qu'ils y parvenaient assez bien.

Besançon (Doubs) 15 décembre 1940

Le soldat français, celui du moins de cette guerre, est en général débraillé, mal tenu, mal-propre. Le soldat allemand, au contraire, est tiré à quatre épingles et n'a jamais un grain de poussière sur son uniforme. Les bottes à tige du soldat allemand sont toujours impeccablement cirées, alors que les godasses du soldat français sont raccornies sous la boue qu'il n'enlève jamais. Le soldat allemand est poli, serviable, obligeant, même pour les prisonniers britanniques. Le soldat français fait preuve, chaque fois qu'il le peut, de mauvaise volonté, cherche et réussit presque à tous coups à se rendre désagréable, à se montrer grossier, envers les femmes surtout. L'officier allemand répond toujours au salut de ses hommes. Il apporte visiblement une attention particulière à répondre à celui des Britanniques, à celui des femmes, en particulier.

Le soldat français ne salue personne, pas même ses officiers. Si, il salue quelqu'un, en se mettant au garde à vous, en faisant claquer ses talons : l'officier allemand — et qui lui rend son salut. Le soldat français reste quinze secondes, montre en main, je l'ai constaté, au garde à vous devant l'officier allemand, ainsi que le lui a appris le « Feldwebel », qui, décidément l'a dressé, alors que l'officier français, sous ce rapport tout au moins, n'y est pas parvenu.

Les soldats français, prisonniers comme nous au Camp Vauban, sont mal rasés ou ne le sont pas du tout. Ils ont des cheveux de trois mois. Ils sont sales et mal peignés. Ils fument tout le jour et n'enlèvent leur cigarette de leur bouche, ne décollent leur mégot de leur lèvre qu'en présence des officiers allemands.

A la cuisine du bâtiment « C », voici ce que j'ai constaté bien des fois, puisque j'y vais chaque jour le midi et le soir chercher les rations. Les cuisiniers, les « cuistots » en argot militaire, ont les mains sales, les ongles longs et en deuil, leurs vêtements sont souillés. Ils fument en faisant la cuisine, ils laissent tomber de la cendre dans le manger, en le préparant et en répartissant les rations. Tout en faisant la cuisine, le chef se passe la main dans les cheveux et secoue les doigts pour laisser tomber à terre le plus souvent, dans la marmite parfois, ceux qu'il a enlevés de sa tête. Si on le lui fait observer, il répond en rigolant que des pellicules, des cheveux, de la cendre, voire un mégot dans le ragoût c'est toujours assez bon pour les « anglisches » qui ne le trouveront que meilleur. Et le chef de conclure au milieu des rires de ses aides :

— On n'engraisse pas les cochons à l'eau claire et il ne faut pas non plus leur donner des truffes — ce ne serait pas à faire !

Quant aux ustensiles, j'entends les casseroles, couteaux, fourchettes, cuillers à pot, la longue table sur laquelle on découpe la viande, le parquet

sur lequel elle tombe parfois, ils sont si sales que les Allemands ont dû, à plusieurs reprises intervenir.

A la suite des cas de dysenterie qui se sont produits, le service allemand des cuisines militaires s'avisa de faire une inspection. Il ordonna de jeter les légumes pourris que l'on servait aux détenus. Puis il rassembla les cuistots, dans leur cuisine sale et les engueula proprement. Il les obligea à passer leurs sales casseroles, leurs poêles à frire, leurs fourneaux, à la paille de fer et à la cendre après chaque repas. Et pour s'assurer que ses ordres avaient bien été exécutés, il refit une inspection du local le lendemain. Nouvelle engueulade des cuistots, par les officiers allemands, en excellent français, assaisonnée de menace de coups de pied au derrière et d'envoi en forteresse en Allemagne.

Un cuistot français s'étant avisé de maugréer, l'officier allemand interrompit son algarade :

— Qu'est-ce que j'entends ? dit-il...

Ce fut assez : le cuistot se l'était fermée. L'officier allemand termina ses observations en ces termes :

— Votre cuisine est dégoûtante. Les aliments préparés comme vous le faites rendraient malades des cochons et des chiens n'en voudraient pas.

Dès le lendemain les cas d'empoisonnement disparaissaient et la dysenterie était en régression. Je dis bien : les cas d'empoisonnement, car

ils furent constatés par le médecin militaire allemand qui ne se gêna pas pour les attribuer à la saleté des cuistots. Ici je ne parle pas que de ceux qui se produisirent au bâtiment « C », mais aux bâtiments « A » et « B » où les femmes étaient logées. Je cite pour mémoire que ma femme faillit en mourir. J'insiste sur le fait que ces cas d'empoisonnement se manifestèrent au bâtiment « A », chambre 62bis — une vingtaine en une seule nuit — et qu'ils se manifestèrent aussi au bâtiment « C », chambre 31, celle précisément où j'étais logé.

* * *

En général, c'est une justice à leur rendre, les soldats et officiers allemands, bien que très stricts sur la discipline, sont convenables envers les Britanniques. On n'en peut, malheureusement, dire autant des soldats français internés au camp. Ils affectent de traiter avec la dernière grossièreté les prisonnières : pis encore ils les insultent en tenant devant elles des propos de goujats. Je citerai ceux du magasin d'habillement et tout particulièrement leur chef, un sous-officier français. C'est à cette grossièreté qu'il faut attribuer leur envoi en forteresse en Allemagne et leur remplacement, au magasin d'habillement, par des « Schwester » allemandes assistées par des prisonniers britanniques de bonne volonté.

Besançon (Doubs) 17 décembre 1940

Depuis quatre jours et quatre nuits la pluie n'a pas cessé une minute. Tour à tour fine et cinglante, elle pénètre dans la chambre par les carreaux qui manquent à la fenêtre. Cet après-midi la température s'abaisse et la pluie tourne à la neige. Une couche blanche recouvre la boue de la cour dans laquelle les pieds s'enfoncent. Les prisonniers, les prisonnières surtout avec leurs petits souliers à semelles minces, souffrent atrocement du froid et de l'humidité. Tous les détenus grelottent : un grand nombre toussent. J'observe que la respiration de Mgr Dorais est devenue sifflante : il ne peut plus parler. Visiblement, car il ne se plaint pas, il étouffe. Dans son coin, l'eau suinte sur le mur. Ali Wally, l'Egyptien mahométan, s'est pris pour lui d'amitié. Il a réussi à dénicher, je ne sais où, un grand morceau de papier d'emballage. Il le tend sur le mur, dans l'espoir qu'il absorbera l'humidité, en tout cas, isolera le lit du bon prêtre qui n'a pour tous que des sourires, des encouragements, des paroles obligeantes.

Besançon (Doubs) 18 décembre 1940

On frémit à la pensée de l'infection qui se produira au printemps et de l'épidémie qui en

sera probablement la conséquence. Les tuyaux de renvoi des lavabos et des cabinets sont encore obstrués par la glace. Les internés vident leurs seaux d'eau sale à la porte de la caserne. Il s'y forme une mare qui se déverse, par le soupirail sans fenêtre, dans les caves.

Rendons justice à l'autorité allemande. Elle intervient énergiquement. Elle a fait ouvrir le magasin d'habillement et distribuer, aux femmes d'abord, des uniformes d'hiver de soldats français, des sabots, des « claques » qui sont des sabots à semelles plates dans lesquelles on entre le pied sans le déchausser et des galoches qui sont des souliers montants, ce que l'on appelle chez nous des bottines, en toile et à semelles de bois, épaisses du pouce. Mais sabots, claques et galoches sont à la mesure moyenne des pieds de soldats, et les femmes, ainsi chaussées, marchent avec peine. Plus chaudement vêtues dans leurs uniformes bleu horizon, les femmes souffrent moins du froid, mais la chaleur des poêles qu'on a enfin installés dans leurs chambres s'envole toujours par les carreaux qui manquent aux fenêtres. Le commandant du camp leur a fait savoir que si ces carreaux ne sont pas encore remplacés, c'est qu'on n'en trouve plus à Besançon et que si le charbon dont on bourre le poêle fume, mais ne chauffe pas ou chauffe mal, c'est que celui de l'intendance française dont il dispose est de fort mauvaise qualité. Il ajoute, par la voix de la « Schwester » naturellement, que celui qu'il a com-

mandé en Allemagne arrivera bientôt et chauffera mieux.

Besançon (Doubs) 19 décembre 1940

Ration d'hier soir : saindoux, infusion d'herbes et ce qui reste à chacun de sa boule de pain noir. Les bonnes Sœurs frappent discrètement à la porte : elles offrent du pain à ceux qui n'en ont plus et, sans elles, se passeraient de dîner.

Besançon (Doubs) 20 décembre 1940

La « Schwester » entre dans notre chambre. Elle est raide comme si elle avait avalé son parasol. En allemand, elle nous annonce que le commandant du camp va venir et nous ordonne de ne pas quitter la chambre avant son arrivée. A l'entrée du commandant, chacun doit se tenir au pied de son lit qui doit être fait, la table doit être mise et tout, dans la chambre doit être propre. Les détenus doivent garder le silence et se tenir au garde à vous. A onze heures on frappe à la porte : c'est l'ordonnance du commandant. Il nous salue et annonce que le commandant va procéder à l'inspection. Il se retire. Aussitôt le commandant, en grande tenue, s'encadre dans la porte et nous salue. Il jette sur la chambre, sur nous, un regard circulaire et s'écrie :

— Vounderbar ! Ce qui veut dire : wonderful, étonnant !

Le commandant nous salue de nouveau et s'en va. L'ordonnance referme la porte : l'inspection est terminée.

Besançon (Doubs) 21 décembre 1940

Presque chaque jour un train de prisonniers entre en gare de Besançon. Hier, un contingent de Polonais est arrivé au camp. Il était composé de femmes, d'enfants, d'anciens soldats. Tous étaient dans le plus complet dénuement. Les soldats allemands, avec obligeance, il faut le reconnaître, aident à l'installation des femmes et des enfants. Pour leur faire place nous devons nous tasser. C'est ainsi qu'on nous a enjoint de déménager en vitesse, du troisième au rez-de-chaussée. J'en suis ravi : cela me fera moins de marches à monter, à descendre, pour mes corvées.

Besançon (Doubs) 23 décembre 1940

Des fenêtres du dernier étage du bâtiment « A », où ma femme est logée, on a vue sur la route de Savoie, laquelle contourne la Suisse et atteint l'Italie. Tout le jour, sans arrêt, et aussi toute la nuit, lorsqu'il y a clair de lune, on voit une file ininterrompue de mulets de bât lourdement char-

gés, qui cheminent lentement dans la montagne. Ces dames du pavillon « A » me disent que depuis leur arrivée, ce convoi ne s'est pas interrompu.

La « Schwester » nous communique cet ordre sans réplique : à neuf heures allemandes, soit à sept heures, selon le soleil, nos fenêtres doivent être complètement masquées. Une heure plus tard, toutes nos lumières doivent être éteintes.

— Avec quoi, bon Dieu ! masquerons-nous nos fenêtres ? demande le chauffeur de taxi à la « Schwester ».

Celle-ci, à qui on traduit la question, répond sèchement :

— Si vous n'avez rien, n'allumez pas, c'est bien simple !

— Et, alors, comment mangerons-nous ? insiste le chauffeur

La « Schwester », qui s'est de nouveau fait traduire la question, se borne à hausser les épaules, ce qui, clairement, signifie :

— Je m'en fiche !

Le Père Chatel, O. M. I., est venu voir Mgr Dorais. Nous avons longuement causé. Nous nous sommes trouvé des amis communs. Son frère, en effet, est de la « Presse ». Cela suffit, car la « Presse » est une famille, à créer entre nous un lien d'amitié, à le resserrer ensuite.

Le Père Chatel était professeur de philosophie au séminaire de Bordeaux. Avec d'autres, on l'a fait monter dans un train qui a mis quatre jours et quatre nuits à venir à Besançon. Dans

son wagon, il pleuvait et il faisait atrocement froid. Les prisonniers, serrés comme des sardines dans leur boîte, n'ont pas été autorisés à descendre pendant le trajet. On leur a donné à chacun, peu après le départ, une boule de pain noir qui devait leur suffire jusqu'au terme du voyage qu'ils ne connaissaient pas, bien entendu. Mais le Père Chatel est, comme on dit, un dur-à-cuire : il a vécu, comme beaucoup d'Oblats, dans les missions du Grand Nord, aussi ne perd-il pas pour si peu, sa bonne humeur.

Besançon (Doubs) 24 décembre 1940

La gorge déchirée par la toux, n'en pouvant plus, la poitrine dans un étau, je suis allé à l'infirmerie. Mais une fois rendu, j'ai oublié mon rhume et ma fièvre. Voici pourquoi. Dans la salle d'attente il y avait une maman avec deux gosses pendus à ses jupes et un troisième dans les bras.

— Ma bonne Sœur, a-t-elle dit à la religieuse de service, je n'ai plus rien. Pour moi, cela m'est égal, mais il y a les petits. Ils n'ont plus de bas et leurs souliers sont fendus : ils pleurent de froid lorsqu'ils marchent dans la neige.

— Ce n'est pas tout, reprit-elle, après un affreux accès de toux. Les misères de la prison et le froid aussi peut-être, ont fait que je n'ai plus de lait pour mon nourrisson. S'il n'en a pas, il va mourir... Voulez-vous m'en donner...

Pour la première fois j'ai vu une bonne Sœur pleurer. J'ai vu des larmes tomber de ses yeux de bonté, rouler sur ses joues diaphanes.

Besançon (Doubs) 24 décembre 1940

Comme tout le monde, j'ai faim, et comme tout le monde, j'ai froid : horriblement froid. Ce n'est pas que le pain manque, mais celui que l'on me donne pour quatre jours, je le mange en trois. Le quatrième jour, celui durant lequel je ne devrais plus avoir de pain, les bonnes Sœurs m'en apportent, comme elles en apportent à tous ceux qui n'en ont plus. Elles en reçoivent de la Croix-Rouge, ou la Kommandantur leur en donne en supplément, ou, ce qui est plus probable, elles se privent de manger le leur pour en donner à ceux qui ont faim. Aucune des Sœurs interrogées n'a voulu me donner là-dessus des précisions. Le Père Chatel, qui d'habitude, n'y va pas par quatre chemins, m'a dit :

— Les envois de pain de la Croix-Rouge sont insuffisants et irréguliers ; les Allemands qui nous gardent n'ont pas pour mission de faire la charité. D'autre part, il est certain que le miracle de la distribution des pains ne se renouvelle pas pour nous, un jour sur quatre...

— Alors ? dis-je.

— Alors, répliqua le Père Chatel, où voulez-vous qu'elles les prennent, ces pains qu'elles nous

distribuent, les Sœurs ? Elles ne le veulent pas, hein ?

— Où voulez-vous, répéta-t-il, qu'elles les prennent ces pains qu'elles vous distribuent, à vous comme à moi, car moi aussi j'ai faim, si ce n'est en se privant de manger tous ceux qu'on leur donne ?

Comme le Père Chatel achève de parler, on frappe à la porte : c'est une bonne Sœur. Elle me dit en souriant :

— Voici une boule dure et noire. C'est la ration pour quatre et pour tout un jour...

Les rations que je rapporte de la cuisine sont assez abondantes, le midi du moins, mais leur valeur alimentaire est insuffisante, pour ne pas dire inexistante. Ce que nous mangeons ne nous nourrit point : deux heures après le repas nous avons aussi faim qu'au moment de nous mettre à table. En conséquence, notre résistance au froid diminue : nous grelottons et nous nous affaiblissons un peu chaque jour.

Dans le ragoût du midi, il y a, dans chaque ration, un morceau de viande gros comme un jaune d'œuf de poulette, au milieu de la pâtée qui emplit chaque assiette. Cette pâtée est faite de pommes de terre qui ont gelé plusieurs fois, qui ont longuement trempé dans l'eau sale, de rutabagas, remplis de vers que l'on n'enlève pas, de carottes moisies et d'un peu de chou. On a fait bouillir des heures et des heures ce mélange jus-

qu'à ce qu'il ne fasse plus qu'une purée claire comme la soupe d'un restaurant à bon marché.

Premiers résultats de cette alimentation : les uns sont pris de dysenterie, les autres se couvrent de cloques remplies d'eau, comme il en vient sur la peau après une brûlure.

Un médecin hindou, diplômé des facultés de Londres et de Paris, habite à l'étage au-dessus. Je suis allé le chercher de la part du banquier. Après avoir examiné les uns et les autres, il a rendu le verdict que voici :

— Alimentation défectueuse. Le meilleur remède serait de la changer. Les médicaments que je pourrais vous indiquer manquent à la pharmacie de l'infirmerie. Abstenez-vous, si possible, de manger du ragoût et rattrapez-vous sur le pain qui est mauvais, mais du moins ne vous empoisonnera pas.

Les bonnes Sœurs ont obtenu de la Kommandantur un supplément de nourriture pour les enfants. Elles ont obtenu de le préparer elles-mêmes et d'en faire la distribution. Depuis, les enfants mangent proprement et un peu mieux.

Je viens de voir un bambin, de quatre ans, peut-être, sortir de la cuisine, portant précieusement un bol de riz au lait fumant. Il s'est arrêté près de sa maman. Celle-ci, au milieu d'une centaine de femmes transies de froid, faisait la queue à la porte de la cuisine pour obtenir sa ration. Il lui a tendu gentiment son bol :

— Tiens, maman, c'est pour toi.

Comme la pauvre maman, hâve, les yeux agrandis par la fièvre, la poitrine déchirée par la toux, refusait, le gosse reprit :

— Tu peux le prendre, tu sais, la Sœur m'a dit que c'est bon pour la toux. Et puis, ajouta-t-il en confidence, j'y ai goûté, il est sucré, sucré...

Tout en parlant, le bambin tendait son bol à sa mère qui le remerciait, les larmes aux yeux.

— Ah ! le brave petit ! s'est écrié un vieux marin de Sa Majesté, qui attendait lui aussi en grelottant, sa pauvre ration.

Trois êtres hirsutes, portant des bottes à tige d'où sortent des brins de paille, entrent sans frapper. Je viens d'aller faire remplir à la cuisine le grand seau de ferblanc qui nous sert de soupière. La table est mise : chacun a faim. Pour la tromper un peu, trois détenus font des toasts sur le poêle. Les tranches de pain, en rôtissant, dégagent une vague odeur de paille.

Les trois demi-sauvages demandent à parler à Mgr Dorais.

— C'est l'heure du déjeuner, dis-je sans aménité, ne pourriez-vous le laisser manger tranquille et revenir, disons, un peu plus tard ?

Mes trois sauvages ne veulent rien entendre, refusent de déguerpir. Force est à Mgr Dorais de les recevoir. Ils demandent à chanter un chœur de leur pays, à la messe de minuit à laquelle officiera Mgr Dorais.

— Je vais m'informer, dit-il sans se compromettre. Je vous rendrai la réponse demain matin.

Mais, ô surprise ! voilà mes sauvages qui se civilisent. Je les vois avec stupéfaction ôter leurs bonnets d'étoffe, fait d'un coin de vareuse, mettre un genou en terre devant Mgr, puis nous saluer poliment en sortant.

Me rappelant avoir entendu les chœurs ukraïniens à Paris, leur étrange et merveilleuse technique, leur extraordinaire accompagnement vocal, je dis à Mgr Dorais qu'à les entendre je fus émerveillé. Mgr Dorais s'étonne et, le lendemain matin, annonce à ses visiteurs de la veille que les fidèles entendront avec recueillement le Chœur Ukrainien à la Messe de Minuit.

— C'est, me dis-je, une riche idée que j'ai eue d'intervenir.

Le résultat de ma « riche idée », la voici. Les Ukrainiens occupent la chambre voisine. Dès que les délégués du chœur y sont rentrés, il s'y produit un vacarme indescriptible. Des cris d'animaux, des hurlements de suppliciés nous en arrivent.

— C'est, pensai-je, le tohu-bohu de l'orchestre qui accorde ses instruments.

J'entrevois, en sortant, un de mes sauvages qui rentre chez lui avec un panier rempli de bouteilles de ce gros vin rouge, âcre et fortement alcoolisé, du vin de soldat, que l'on vend à la cantine. Je me demande si c'est pour mieux accorder leurs violons que les Ukrainiens se munissent de toutes ces « munitions ».

Chez nos voisins, après déjeuner, le vacarme continue. De temps à autre il y a un essai d'ensemble : au chaos du début, succède la cacophonie. Mgr Dorais est inquiet : je suis navré, car j'entrevois le pire.

Ce soir, chez nos voisins, cela ne va pas mieux, mais de mal en pis : les parents crient et les enfants hurlent.

Besançon (Doubs) 25 décembre 1940

Mgr Dorais, ce matin, s'est approché de mon lit où la fièvre, une toux terrible, me retiennent. Il m'apprend, navré, que le fameux chœur ukrainien à accompagnement vocal extraordinaire, n'a été, à la messe de minuit, qu'une discordante et lamentable manifestation.

— Heureusement, dit-il, que ça n'a pas duré...

— Pardon, dis-je, ils sont rentrés en hâte chez eux, pour continuer toute la nuit. Naturellement, ça s'est terminé par une bataille. Il est heureux, Mgr, que vous ne les ayez pas entendus.

De peine et de misère, je me lève, pour le déjeuner de Noël.

— A quoi pensez-vous ? me demande Mgr Dorais.

— A un authentique ragoût de pattes, dis-je, à un jambon cuit au four et à une « poutine », comme on en fait chez nous ! Et vous, Mgr, à quoi pensez-vous ?

— A une dinde rôtie, à la canadienne ; à un cochon de lait farci, à la peau croustillante et dorée. Et, bien entendu, à des beignes !

Hélas ! il n'y a sur la table que du pain sur, dur, amer et noir, des pommes de terre diluées dans de l'eau, et un morceau de viande, gros comme une noix, pour chaque prisonnier. Le soir, nous avons une infusion d'orge et de gland, intitulée café, et du saindoux à étendre parcimonieusement sur notre pain noir. Or le pain est sec et le saindoux est rance. Après le triste déjeuner, le dîner est morose. Chacun se réfugie dans ses souvenirs. Personne n'ose rompre le silence qui s'appesantit sur la table.

Besançon (Doubs) 27 décembre 1940

Les Polonais ont reçu leur ordre de départ pour une destination inconnue.

Besançon (Doubs) 28 décembre 1940

Les Belges partiront demain, vraisemblablement pour leur pays. Ces braves gens sont ravis.

Besançon (Doubs) 1er janvier 1941

C'est aujourd'hui le jour de l'an. Nous échangeons des poignées de main tristement, sans par-

ler, car les regrets sont des signes de faiblesse, pour le moins inutiles en ce moment, et les récriminations, stériles et vaines. Pour chasser les papillons noirs dont le tourbillon m'environne dès que je reste immobile, je m'empresse au travail.

— Vivement, me dis-je, que je mette la table et que j'aille chercher le café, cela vaudra sûrement mieux que de broyer des souvenirs dans de la tristesse...

Besançon (Doubs) 2 janvier 1941

L'autorité militaire allemande n'est pas tracassière. Le commandant du camp, ses officiers, ses hommes, n'ont qu'un souci : éviter les ennuis, les complications, les « histoires ». Le commandant nous a donc fait savoir, par une communication de la « Schwester » dans chaque chambre, qu'il s'en remet aux détenus de l'administration intérieure du camp. En conséquence, des comités sont constitués. Se proposent, se démènent pour en faire partie ceux qui ont le génie de s'imposer et l'instinct de poser. En font partie surtout, les intrigants, les débrouillards, qui sentent bien qu'ils y trouveront leur profit. Ceux-là, sans avoir l'air, manœuvreront de manière à tirer leur épingle du jeu, mieux encore : de manière à se tirer les pieds du guépier où ils les ont posés.

Ils se montreront soumis, feront le jeu de l'autorité, verront à la stricte exécution de ses ordres, se rendront à leurs désirs ; bientôt, grâce à de petites lâchetés sournoisement combinées, ils se feront bien voir et, un beau jour, seront l'objet d'une mesure de faveur : la mise en liberté. Sans intérêt pour moi sont leurs intrigues : je préfère me tenir à l'écart et les regarder agir.

Il y a donc le comité général et celui-ci, aussitôt formé, constitue les sous-comités des finances, du nettoyage, de la police intérieure, etc., etc. Pour un peu je me croirais au conseil municipal de Montréal.

Besançon (Doubs) 4 janvier 1941

Le comité des finances, par son intervention auprès du commandant, a obtenu que les prisonniers soient autorisés à recevoir 600 francs par mois. Un « *modus vivendi* » a été établi entre les banques et l'autorité allemande. L'allocation mensuelle se fera sous forme de prêt par les banques : dont les avances seront garanties par le dépôt du prisonnier antérieur à son internement. Ainsi les détenus qui ont de l'argent à la banque pourront manger, se procurer des choses qu'on leur apportera du dehors, mais les autres, ceux qui vivaient de leur salaire et ne le touchent plus ?

Ces messieurs du comité des finances, gens riches, ne se préoccupent pas de ces pauvres

bougres. Ils n'auront qu'à se serrer la ceinture : ça les aidera à regarder les autres manger. J'ai serré la mienne d'un cran, puis d'un autre : j'avoue que le réconfort que cela me donne n'est pas très sensible.

Je demande l'autorisation d'écrire à ma banque pour la prier de m'envoyer par tranches minces les quelques francs qui me restent. Mais la « Schwester » me répond sèchement que j'ai écrit suffisamment ce mois-ci. Il me faut attendre un mois avant d'avoir droit à une carte postale. Nous sommes le 4 et janvier a trente et un jours : prenons patience !

Besançon (Doubs) 5 janvier 1941

Le comité des finances fait savoir que les internés britanniques de Saint-Denis touchant, du gouvernement britannique, une allocation de 10 francs, par jour, ceux de Vauban, dans un prochain avenir, en toucheront autant. Dix francs par jour, cela fait trois cents francs par mois. Malgré les prix astronomiques qu'atteignent les choses, cela permet d'améliorer un peu le menu et cela permet aux fumeurs de se procurer des cigarettes.

George Street, ce chauffeur de taxi, anglais de père et de mère, mais qui n'a jamais quitté la France et ne connaît que le français, depuis deux jours, file, à mon avis, un mauvais coton. Depuis

deux jours il ne mange pas, ne quitte pas son lit et ne sort de son demi-sommeil que pour tousser. Sa parole est embarrassée, hésitante. Sa respiration est sifflante, haletante.

Je suis allé trouver le médecin hindou de l'étage au-dessus. Aux premiers mots il dresse l'oreille et descend examiner le malade.

— Faites rapport à la « Schwester » et sans tarder, me dit-il, le cas est grave.

Résultat : deux infirmiers militaires français emportent en bougonnant, sur un brancard, le pauvre George Street à l'infirmerie. De là il partira à l'hôpital Saint-Jacques, à l'autre bout de la ville.

En fermant la porte sur les brancardiers, je lance à la cantonnade :

— A qui le tour ?

Personne ne répond, chacun baisse la tête...

Le médecin, lorsque je suis allé le voir, m'a présenté un compatriote, M. Lapointe, domicilié au Havre. M. Lapointe, combattant de la précédente guerre, charpentier de bord, avait trouvé du travail dans le grand port de Normandie. Les gendarmes, un triste matin sont venus l'y cueillir. M. Lapointe, depuis son arrivée au camp, ne s'attriste point. Son moral est excellent.

— Bah ! me dit-il, faut pas s'en faire ! J'en ai vu d'autres ! pendant l'autre guerre dont j'ai vu la fin. Nous verrons bien la fin de celle-ci et, surtout, nous verrons encore des beaux jours !

M. Lapointe doit venir me voir. J'en serai ravi.

Besançon (Doubs) 6 janvier 1941

Ali Wally, l'Égyptien, commerçant aux Halles Centrales, vient s'asseoir près de mon lit où je songe, assez tristement, à beaucoup de choses. Ali me tient ce discours :

— Je voudrais bien vous consulter et même vous charger de mon affaire.

— Mon pauvre ami, je veux bien, mais je veux surtout vous prévenir que je ne suis pas un avocat... Allez toujours.

— Je ne suis pas ressortissant britannique, mais égyptien. Premier point : l'Égypte n'a pas déclaré la guerre à l'Allemagne et encore moins à l'Italie.

— Ah ! tant mieux pour elles !

— Ne plaisantons pas, je vous en prie... Mais, en réalité, je suis Ottoman, de par mon père et de par ma mère. Or la Turquie est encore moins en guerre que l'Égypte qui ne l'est d'ailleurs pas, en dépit de la pression de Londres...

— Faites voir votre passeport, dis-je. Il me semble en effet que l'on vous a coffré à tort.

Le passeport confirme que Ali Wally est d'origine ottomane et de par son passeport égyptien, est un protégé britannique. Je réfléchis un instant :

— Mon vieux, il n'y a qu'une chose à faire : demander au contrôleur votre billet de sortie pendant l'entr'acte.

— Oui, mais voilà, me confie-t-il d'un air embarrassé, je parle assez bien français, mais je ne l'écris pas. Voulez-vous écrire pour moi la lettre au commandant : je la recopierai ?

J'ai donc écrit la demande motivée de mise en liberté.

— Un dernier conseil, dis-je, ne craignez rien, il est gratuit. Ne donnez pas cette lettre à la « Schwester ». On ne sait jamais avec les femmes et les fonctionnaires allemandes. Il y a des lettres qui se perdent. Il y en a d'autres qu'elles gardent dans leur corsage... Donc, si vous voulez ne courir aucun risque de retard ou de perte, allez la porter vous-même à la Kommandantur.

Conséquence, laquelle n'a pas traîné, Ali Wally est convoqué au bureau du commandant du camp. Sans doute partira-t-il bientôt.

Besançon (Doubs) 7 janvier 1941

Une délégation de prisonniers de Saint-Denis, sous la conduite d'un officier allemand, est arrivée à Besançon, en mission d'inspection du camp Vauban. Elle se compose de Messieurs Niebergall, Rogers et Rolland. Ces messieurs, à titre de faveur, sont accompagnés de leurs épouses. Ils ont voyagé en première classe. Ils logent, non pas au camp, mais dans les plus belles chambres du meilleur hôtel de Besançon, en l'espèce de l'Hôtel de la Gare. En désignant un de leurs compatriotes

né à Londres, M. Niebergall, en traitant au mieux les délégués, ils espèrent en tirer un rapport louangeur sur la situation des détenus de Vauban et sur les conditions de l'existence ignoble qu'ils y subissent.

— Ne craignez rien, a dit le délégué Niebergall : un bon lit, un bon repas, ne valent pas 30 deniers et les délégués ne sont pas des Judas.

Besançon (Doubs) 15 janvier 1941

Par suite de la mauvaise qualité des aliments, nous avons trois cas de dysenterie dans la chambre. Ali Wally est libéré : il part demain.

Mgr Dorais nous quitte. Il habitera en face, une chambre de sous-officiers, avec le Père Chatel et un petit garçon qui fera leurs courses, le balayage, etc.

La « Schwester » nous annonce que les hommes âgés de 75 ans, les femmes de 60 et les marmans accompagnées d'enfants de moins de 16 ans, seront libérés prochainement.

Pour la deuxième fois, en moins de quinze jours, un empoisonnement collectif s'est produit au bâtiment « A » où sont internées les femmes. Quarante-cinq détenues ont été atteintes au cours de la nuit dernière et cinq ont été ramassées, ce matin, mortes dans les escaliers qui mènent aux latrines. Les autres sont terrassées par les vomissements et la dysenterie. A l'infirmerie les médi-

caments manquent et les trois majors français, malgré leur bonne volonté, sont débordés. Au cours de la matinée, ils ont donné des piqûres aux plus gravement atteintes. Ma femme est du nombre. Je l'ai trouvée, ce matin, exsangue, incapable de se lever. Elle est menacée de congestion, par ses voyages à demi-vêtue, dans les escaliers où il fait grand froid, au cours de la nuit. Sur l'avis du médecin hindou, je lui conseille de ne manger que du pain rôti sur le poêle et de ne boire que de l'eau bouillie. A la cuisine, il n'y a pas de riz et pas de cannelle. Les factionnaires allemands trouvent cela très drôle et rigolent.

L'enquête de l'autorité allemande révèle que l'empoisonnement est dû à la saleté des récipients de la cuisine que manipulent les cuisiniers. Le commandant allemand fait prendre les mesures nécessaires : lavage à grande eau du parquet et des tables de la cuisine après chaque repas ; récurage à fond des casseroles et chaudrons, puis leur nettoyage. Hélas ! il n'oblige pas les cuisiniers : 1° à se laver les mains avant de commencer à travailler ; 2° à récurer leurs ongles noirs ; 3° à se faire couper, puis laver les cheveux, à porter une calotte pour en protéger la soupe et le fricot ; 4° à ne pas fumer en préparant les aliments de façon que la cendre des cigarettes, voire les bouts de cigarettes, ne tombent pas dans les casseroles ou les chaudrons ; 5° à porter des tabliers propres ; 6° à ne pas se moucher avec leurs doigts avant de séparer avec les mêmes doigts,

les morceaux de viande parfois mal coupés, qui constituent les portions.

Mais, soyons justes, reconnaissons que les mesures prescrites par le commandant sont excellentes et que, si elles sont prises, ce que nous mangeons sera toujours moins sale.

Besançon (Doubs) 16 janvier 1941

Ordre nous arrive d'établir un tour de rôle pour les pommes de terre et de ne pas faire travailler les femmes plus d'une demi-heure. Etant donné le froid terrible et le vent coupant qui règnent dans le local où se pèlent les pommes de terre, c'est déjà assez.

J'ai dit l'état d'épouvantable saleté dans lequel les prisonniers britanniques trouvèrent les locaux de la caserne Vauban ; l'état ignoble des latrines et des cabinets ; la stupidité, l'imprévoyance imbécile des architectes français ayant établi les tuyaux d'adduction et de renvoi d'eau à air libre dans un pays où il gèle chaque hiver à pierre fendre.

J'ai dit qu'en décembre 1940 ces tuyaux étaient gelés, que les égouts se déversaient au dehors, y formaient des mares, lesquelles se déversaient dans les caves, sur le combustible et les légumes ; les graves menaces d'épidémie qui pesaient sur les casernes. Il me reste à dire ce que firent les Allemands pour y suppléer :

Se rendant compte que les prisonniers étaient des feignants dont il n'y avait rien à tirer, la Kommandantur engagea des terrassiers civils pour faire établir des canalisations à quatre pieds sous terre, de sorte que les égouts et les tuyaux d'amenée soient à l'abri des gelées. Un beau jour, on vit arriver des plombiers qui commencèrent à établir, à chaque étage et en nombre suffisant, des prises d'eau et des cabinets à l'anglaise. Le comité de nettoyage paya, sur chaque étage, un prisonnier britannique pour maintenir la propreté dans les corridors. Chaque interné fut imposé pour ce service.

L'intendance allemande fait savoir aux cuisiniers que si un nouvel empoisonnement collectif, résultant de la saleté des ustensiles, se produit, ils seront déportés en Allemagne, internés en forteresse et mis au cachot, sans préjudice de peines plus sévères, si, de nouveau, un décès résultant de leur incurie se produit. L'avertissement est pris au sérieux. Lorsque je vais chercher les rations, les cuistots ne plaisantent plus sur les « cochons qu'on n'engraisse pas à l'eau claire ». Ces messieurs roulent bien encore leurs cigarettes, mais, du moins, ne les roulent-ils plus délibérément au-dessus des chaudrons. La cuisine est sensiblement plus propre : l'horrible odeur de pourriture qui en émanait jusqu'ici a enfin disparu. Les cuistots, certes, sont toujours débraillés, sales ; ils ont toujours les mains noires et les ongles en deuil, mais il y a amélioration. Seule

l'ignominie de leurs paroles en présence des femmes, voire des religieuses, reste la même.

Besançon (Doubs) 17 janvier 1941

Les Irlandais, ceux du moins qui sont porteurs d'un passeport de l'Eire, et les Australiens sont libérés. Ils s'en vont au rythme d'une centaine par jour.

On dit que les Allemands vont faire évacuer le camp et le transformer en sanatorium pour leurs blessés. Après les travaux en cours, ils feront installer le chauffage central. Quant aux Britanniques, aux Anglais cent pour cent qui ne seront pas libérés, on les enverra soit à Saint-Claude, une banlieue de Besançon, soit à Vittel, en les répartissant dans les luxueux hôtels de cette célèbre station thermale. Ceci pour répondre aux reproches formulés par les Anglais de traiter leurs prisonniers de façon indigne d'une nation civilisée.

Les religieuses de nationalité canadienne-française, au nombre de cent six sur les quatre cent cinquante internées, se sont octroyé une récréation. Elles se sont réunies sous le patronage de Mgr Dorais et ont chanté de vieilles chansons du pays. Sur le programme était dessiné un superbe Ladébauche, l'inoubliable type créé par mon spirituel camarade Bourgeois.

Besançon (Doubs) 18 janvier 1941

On parle toujours des libérations prochaines, mais le Père Chatel me dit qu'il est douteux qu'on relâche les Canadiens.

— La radio de Londres en parle trop souvent et dans des termes trop louangeurs. Si cela continue les Allemands nous considéreront bientôt comme leurs ennemis numéro un.

— D'ailleurs, poursuit-il, la libération des Irlandais, des Australiens, des Sud-Africains, a pour objet de dissocier les Dominions de l'Angleterre. Or, à raison des termes dans lesquels la radio anglaise parle des Canadiens, leur libération apparaît inutile et les Allemands, en conséquence, y renoncent.

— A mon avis ont seules une chance sérieuse de libération, les Religieuses et les Canadiennes françaises.

Besançon (Doubs) 2 février 1941

Ce matin, à sept heures et demie, dans la chapelle du camp, a eu lieu la communion privée des enfants. Mgr Dorais a officié. Sept heures et demie à l'allemande, cela veut dire cinq heures et demie au soleil. Cela veut dire surtout la pleine nuit, le froid, la neige, pour les pauvres petits...

Le dévouement de Mgr Dorais et du Père Chatel, la charité, la bonté des Religieuses ont

fait une telle impression sur les détenus que cinq d'entre eux, appartenant à la religion réformée, se sont convertis au catholicisme et que vingt autres se sont fait baptiser. Mgr Dorais et le Père Chatel, par autorisation spéciale de Son Excellence l'évêque de Besançon, exercent le ministère au camp.

Un officier français entre à la chambre. Il répond en souriant à mon salut. Le fait est exceptionnel, inattendu : j'en reste ébahi. Seuls, jusqu'ici, les officiers allemands rendent aux prisonniers britanniques leur salut. Les officiers français, hautains, passent sans nous voir... L'officier français s'approche, engage poliment la conversation, me dit quelques mots aimables. Il va ensuite à Mgr Dorais avec lequel il a une conférence à mi-voix. Dès qu'il est parti, Mgr Dorais m'explique que l'officier français est aumônier de l'armée, détaché à l'hôpital Saint-Jacques où sont hospitalisés les prisonniers britanniques jugés trop gravement atteints pour rester au camp.

— Tout s'explique, dis-je.

— N'est-ce pas ? conclut Mgr Dorais.

Besançon (Doubs) 6 février 1941

Doyzier, le tenancier du Travellers Club, de Paris, est libéré pour raison de santé. Il partira demain. Au début, nous étions neuf. Mgr Dorais

ayant déménagé, Street, évacué à l'hôpital, Ali Wally libéré, nous ne sommes plus que cinq.

A qui le tour ?

Ce qui va suivre pourrait s'intituler : histoire d'espions. Le sergent Maroni, sergent français, prisonnier comme nous, est un type extraordinaire. J'ai questionné ses camarades sans obtenir sur lui le moindre renseignement. Aucun de ceux qui sont censés être ses camarades ne le connaissait avant son arrivée au camp.

Le sergent Maroni est un type extraordinaire, parce qu'il trouve moyen de sortir du camp tous les jours, apparemment sans difficulté. Il va en ville et y fait des achats pour les détenus britanniques et aussi pour les Allemands. Il trouve moyen de ravitailler en vins fins et en alcools le banquier anglais : deux bouteilles de bourgogne rouge et une bouteille de cognac chaque jour. Il lui apporte aussi des conserves, de la confiture et du pain blanc. Ce que ça coûte au requin de finance, lui seul le sait. Ce que je sais c'est qu'il mange assez bien et ne déroutit point.

Depuis mon arrivée au camp je n'ai pas de couteau, j'emprunte le canif d'un camarade pour couper mon minuscule morceau de viande.

— Sergent, dis-je, pouvez-vous m'en procurer ?

— Un eustache ? assurément, réplique-t-il avec assurance.

Le lendemain, il m'apporte un couteau à cran d'arrêt : une arme d'assassin. Celle-ci a du bon :

elle m'a été très utile dès le premier jour et je la range soigneusement. Je m'étonne sans le dire que Maroni m'ait apporté, plus encore, ait trouvé dans la paisible ville de province où nous sommes, un outil de ce genre.

Maroni parle bien, très bien le français, tout aussi bien que ses camarades qui ne savent rien de lui et ne le connaissent point. Mais il parle tout aussi bien l'italien...

Aujourd'hui, j'ai entendu Maroni faire ses comptes avec le banquier : il comptait en allemand. Je n'ai encore rien dit, mais j'ai trouvé cela singulier... Maroni parle aussi l'anglais, mais là, il n'y a pas moyen de s'y tromper : son accent est simplement épouvantable.

Maroni, en sortant un mouchoir de sa poche, a laissé tomber un papier : je le ramasse sans qu'il s'en doute. Je lui tape doucement sur l'épaule et le lui tends en le fixant avec persistance dans les yeux. Il me semble que la main de Maroni, en le prenant, a tremblé légèrement.

Besançon (Doubs) 7 février 1941

A l'heure où, d'habitude, Maroni arrive, c'est un de ses camarades qui se présente. Il nous apprend que Maroni n'est plus au camp. Personne ne sait ce qu'il est devenu. Le nouveau messager nous fait ses offres de service, mais il avoue ne

pouvoir sortir du camp. Il apprend avec surprise que Maroni en sortait tous les jours.

A l'heure du déjeuner, nous voyons entrer un terrassier, employé apparemment au creusement des égouts, qui nous fait ses offres de service. C'est un grand gaillard aux cheveux de filasse, aux yeux de porcelaine bleue. Il sort d'un sac à pommes de terre, du pain blanc qu'il nous tend. Il parle un charabia incompréhensible et le banquier ne peut arriver à lui faire entendre qu'il veut du bourgogne et du cognac : du Courvoisier, précise-t-il. Doyzier lui demande de la confiture et du pâté de foie. Le pauvre type ne comprend pas et nous ne comprenons rien à ses réponses. Le banquier, le tenancier du club anglais de Paris, s'impatientent et finissent par laisser échapper des expressions peu parlementaires. J'en profite pour monter sur une chaise et intervenir dans le style du président des Communes :

— Language please !

Le terrassier me regarde et je vois nettement un sourire se dessiner sur ses lèvres. Je suis étonné de ce sourire que j'enregistre sans rien dire.

Finalement, le terrassier s'empare d'une bouteille de Courvoisier et d'une bouteille de bourgogne. Il les met dans son sac et fait signe que oui au banquier. Par le langage de gestes, ils se sont compris.

Mais comment le terrassier a-t-il compris qu'il s'agissait de bouteilles ? Par quel hasard ne

s'est-il pas trompé, n'a-t-il pas pris, par exemple, deux bouteilles de bourgogne ou deux bouteilles de cognac ?

D'autre part, le terrassier qui ne peut nous parler ni anglais, ni français, et qui ne comprend rien de ce qu'on lui dit, m'a semblé prêter l'oreille à nos conversations...

Je serais curieux de savoir si ce terrassier, lorsqu'il fait ses comptes, les fait aussi en allemand.

Parmi les soldats français prisonniers, il y avait, personne au juste ne savait pourquoi ni comment, un sergent de l'armée anglaise : le sergent Howard. Il parlait français couramment, mais avec un fort accent anglais. Visiblement, il était très bien élevé, très intelligent. Parmi ses camarades français il ne comptait que des amis — du moins apparemment.

A l'infirmerie il y avait Sœur Saint-Charles, qui était Anglaise. Très gaie, très bonne, elle était aimée de tous. Elle rendait, en qualité d'interprète et d'infirmière, des services très appréciés. Lorsqu'il avait le cafard, le sergent Howard allait rendre visite à Sœur Saint-Charles.

Je m'avisai, un jour, de demander au sergent Howard comment il se faisait qu'il portait l'uniforme bleu horizon. Il me répondit par une histoire compliquée à laquelle je ne compris pas grand'chose et je le lui dis. Le sergent, ayant jeté à droite et à gauche un regard inquisiteur et

s'étant assuré qu'il n'y avait personne autour, répondit :

— Ask no question.

— And, dis-je, you'll be told no lies.

Et le sergent, les mains dans les poches, s'éloigna de son pas nonchalant.

Besançon (Doubs) 8 février 1941

J'apprends que le sergent Howard, arrêté hier soir, a été interrogé toute la nuit. Il a dû, paraît-il, avouer qu'il était de l'Intelligence Service. Les choses ne traînent pas avec l'autorité allemande : Howard a été condamné à la détention dans une forteresse. La bonne Sœur Saint-Charles a aussi été arrêtée... Dans une commande de la pharmacie de l'infirmerie, on aurait trouvé un papier sur lequel des mots anglais étaient écrits. Un commis de la droguerie à laquelle la commande était destinée a été cueilli par les Allemands. Parmi les terrassiers qui creusent la tranchée de l'égout, plusieurs ont été arrêtés. L'un d'eux aurait transporté à quelqu'un, à Besançon, des papiers compromettants. On dit même que ces papiers n'étaient autre chose que les rapports de Howard que transmettait à Londres un poste clandestin de radio.

Est-ce que, par hasard, notre porteur de pain, au sourire en coin, serait de la Gestapo ? Ne

serait-ce pas lui qui aurait dénoncé ses camarades après avoir surpris leurs conversations dans la tranchée qu'ils creusent ? Je ne puis rien affirmer, sinon que ses camarades ne le revoient plus et que, depuis les arrestations, nous ne l'avons plus revu, nous non plus.

En cherchant notre porteur de pain, je me promène le long de la tranchée. L'un des travailleurs chante « La Paloma », le chant révolutionnaire mexicain. Le chanteur est au milieu d'un groupe de moricauds aux yeux de braise, qui me considèrent en souriant. Je lance à plein gosier :

— Viva la Republica de Espana ! (Vive la République d'Espagne).

— Viva Francia Libré (Vive la France Libre).

Un terrassier aux yeux de braise a sorti de sa poche un mouchoir rouge et l'agite. Il y a des murmures, puis des cris. Mais le factionnaire allemand, qui se promène de long en large, l'arme sur l'épaule et baïonnette au canon, s'approche et tendant le bras, m'ordonne de passer au large.

Je n'insiste pas et m'en vais. L'incident est clos.

Besançon (Doubs) 10 février 1941

Il y avait au camp Miss Mason. C'était une de ces vieilles demoiselles anglaises, de l'espèce dont

on dit qu'elles sont nées vieilles filles. Elle en avait les travers, les ridicules et les manies. Elle en avait aussi la charité, l'esprit de dévouement, la bonté. Elle avait surtout la manie de vouloir rendre service à tout le monde.

Miss Mason s'était, je ne sais comment, procuré de la laine et avait transformé sa chambre en atelier de raccommodage de chaussettes et de vêtements, de pose de boutons, etc., etc. Dire les services qu'elle a rendus à un tas de prisonniers, serait impossible. Miss Mason avait un travers dangereux : critiquer les combinards et dire nettement sa pensée. Miss Mason est venue ce matin à la chambre, après déjeuner et, en présence des camarades, dont précisément quelques-uns, membres du comité, ne sont pas ennemis-nés de la « combine », elle a dit ceci :

— Depuis quinze jours, le comité a reçu de Sa Majesté, par l'intermédiaire de la Croix-Rouge, trois tonnes de boîtes de conserves, pour être distribuées aux prisonniers britanniques.

— Pourquoi le comité ne les distribue-t-il pas ? demandais-je.

— Parce qu'il discute. Il s'agit de savoir si on distribuera des conserves aux prisonniers français, au même titre qu'aux prisonniers britanniques et si on distribuera le pain reçu de la Croix-Rouge américaine en même temps que les conserves et si on en donnera aussi aux prisonniers français. On discute aussi si on donnera des conserves à nos geôliers allemands qui en vou-

dront. On discute si on doit donner part entière aux enfants et si les malades qui sont à l'infirmerie et à l'hôpital ont droit à un colis. Enfin, on discute la question de mettre toutes ces conserves à la disposition des cuisiniers pour améliorer l'ordinaire.

— Et, intervins-je, pendant que l'on discute, le pain sèche.

— Et même se rancit, depuis quinze jours, vous pensez.

Après une pose, Miss Mason reprit :

— Pendant que ces messieurs discutent, les conserves et le pain diminuent, car on les a déposés au mess des soldats français. Ceux-ci en ont la clef, naturellement.

— Et puis, dis-je, il y a le système « D » qui doit donner ?

— On peut le supposer, dit Miss Mason en s'en allant.

— Que pensez-vous de toute cette histoire ? demandai-je à Mgr Dorais.

— Je pense que dénoncer certains excès, certains abus, c'est provoquer le sanglier dans sa bauge. En le faisant, on s'expose à certains dangers.

— Le sanglier, dis-je, est le cochon sauvage de France. Et nous avons trois membres du comité dans la chambre.

— Pardon, dit Doyzier, le tenancier du Travellers Club, ce qu'a dit Miss Mason est la vérité. La connaissant, j'en ai été indigné. Je n'ai voulu

rien dire, mais je suis sorti du comité en claquant la porte.

Ceci se passait il y a trois semaines et Mgr Dorais avait dit, à ce moment, que « provoquer le sanglier dans sa bauge, expose à certains dangers ».

Ce matin nous apprenons que Miss Mason a été arrêtée, on ne sait pourquoi et qu'elle a été emmenée, on ne sait où.

Je me doute du motif de son arrestation, mais il serait difficile à établir, car la Kommandantur est discrète...

Besançon (Doubs) 16 février 1941

— Allez chercher vos affaires et revenez sans tarder : la voiture part à midi. Vous êtes bon pour Saint-Jacques : allez, ouste !

Saint-Jacques, c'est l'hôpital militaire, dont les fenêtres, comme celles du Camp Vauban, sont garnies de solides barreaux de fer, dont les abords sont surveillés par les factionnaires allemands, arme sur l'épaule et baïonnette au canon.

L'ordre est formel : il n'y a pas à répliquer. Le major français qui vient de m'examiner ne formule pas des diagnostics, mais rend des arrêts. Il vaut mieux certes s'y soumettre sans discuter, surtout sans provoquer l'intervention du major allemand. Je vais donc chercher mon baluchon,

enlever la tenue bleu horizon que je porte depuis la mi-janvier, endosser mes vêtements civils, ceux que je portais à mon arrivée.

Décidément, je suis mal en point : la sueur inonde mon visage et j'étouffe. A peine assis pour reposer un peu ma pauvre jambe qui me fait atrocement souffrir, Spicer-Simson, mon voisin de lit, fait son entrée. Il est affreusement pâle et peut à peine respirer : il grelotte. Lui aussi est envoyé à l'hôpital.

Nous arrivons à l'hôpital pour le thé — une décoction d'herbes — que l'on sert aux malades à deux heures à l'allemande. Le dîner est à cinq et le coucher à six, soit, à quatre heures au soleil. Le trajet dans la voiture cellulaire m'a épuisé. Il me semble que si je me couche je ne pourrai plus me relever. On m'installe salle Saint-Roch. Je tombe sur le lit N^o 46 qui m'est attribué. Je ne peux retenir une exclamation de surprise heureuse : mon lit est à sommier et mon matelas est recouvert de draps blancs, rigoureusement propres. Mieux encore : sur le drap de dessus il y a une couverture de laine épaisse, moelleuse et dessus il y a un édredon épais de deux pieds.

Tant mieux que, à six heures au soleil, les fenêtres doivent être aveuglées de façon absolue, selon l'expression allemande. Cela me permettra, enfin, de dormir en paix. N'étant plus couché sur la dure, étant au chaud, à l'abri des courants d'air, mon sommeil sera profond et doux.

Besançon (Doubs) 20 février 1941

Pour la première fois, depuis quatre mois, je me sens reposé. Ce n'est pas étonnant : j'ai passé trois jours au lit. J'ai dormi la nuit et sommeillé le jour, ne m'éveillant que pour manger ce que la bonne Sœur m'apportait au lit. Tout à l'heure, après déjeuner, lorsque ma tête tombera de nouveau sur l'oreiller, l'oreiller propre et doux qu'elle ne connaissait plus, je m'endormirai encore, je sombrerai dans le sommeil dont j'ai tant besoin.

Sœur David, qui a charge de la salle Saint-Roch, a donné à l'infirmier, aux brancardiers qui apportent les plats, la consigne de me laisser dormir, de ne m'éveiller que pour les repas. J'ai à peine avalé ma soupe que l'immense fatigue m'assomme...

Dans le sombre réduit qui est sans doute dans les souterrains de l'hôpital, le sous-officier, qui commande aux factionnaires allemands, m'inflige le supplice de la question. J'ai le pied pris dans un étau que le Feldwebel serre de plus en plus en agissant lentement, savamment, sur le tourniquet. Je m'éveille, finalement, en poussant un cri. J'ai le pied pris, en effet, non pas dans un étau, mais sous une boîte de carton que l'on a déposée sur mon lit. Sœur David est là, tout près, et me sourit...

La boîte en carton, c'est un colis que Sa Majesté envoie aux prisonniers par la Croix-Rouge. Elle est remplie de bonnes choses, les-

quelles, naturellement, sont lourdes. Je retire mon pied et j'avance la main.

Mes voisins de lit sont des Anglais, des « blokes » pour la plupart. Ils sont en train d'ouvrir, chacun son colis. Je constate avec quelque surprise que ce sont des malingres, presque des nains : têtes de vieux sur des corps d'enfants. Je le dis à Sœur David.

— Ce n'est pas étonnant, dit-elle, ce sont des jockeys. On les a cueillis à Chantilly. Ayant, pour la plupart, épousé des Françaises, ils se croyaient en sûreté. Hélas ! un beau matin, on les a cueillis, comme vous, sans doute, au saut du lit.

— Si c'est en sûreté qu'ils voulaient être, ma Sœur, soyez tranquille, ils le sont ici.

— En effet, la Royal Air Force est bien renseignée et ne s'avisera pas de venir bombarder des compatriotes. Voyez : par précaution, elle ne bombarde même pas les renforts allemands qui montent, jour et nuit, sans arrêt, depuis des mois, vers la Savoie pour descendre en Italie...

Mes camarades, règle générale, parlent très convenablement le français, mais, chose étrange, leur anglais est horrible. C'est une sorte d'argot d'écurie aggravé d'accent cockney. J'arrive avec beaucoup de peine à les comprendre.

Ces braves types sont tous plus ou moins éclopés. Le rhumatisme s'est abattu sur les fractures qu'ils se sont infligées en tombant de cheval, aux courses. Ils ne parlent que de chevaux, de leur entraînement, des courses : la guerre ne vient

qu'après, parfois pas du tout, dans leurs conversations.

Jusqu'ici je n'ai vu le major qu'au pied de mon lit, en passant. On ne m'a donné aucun traitement. Je suis simplement tenu en observation : la consigne est de dormir et de manger.

Besançon (Doubs) 22 février 1941

Un ordre écrit du major m'est remis : le N° 46 doit se présenter, demain matin, à la clinique.

Besançon (Doubs) 23 février 1941

— Déshabillez-vous ! Montez sur le billard !

Le billard est une table, tôle et acier, articulée d'étonnante façon. Ils sont là cinq médecins militaires qui ne disent rien. Au pied de la table, un major à un seul galon, au nez en banane d'Israélite, aux yeux noirs pétillants d'intelligence. C'est lui qui interroge. Ses camarades, plus galonnés, l'écoutent. Le médecin-chef n'intervient pas, sinon pour me dire :

— Allons ! répondez !

— Pardon, dis-je, donnez-moi le temps de réfléchir : ce n'est pas le moment de parler à tort et à travers...

— Je ne suis pas ici pour entendre vos observations !

— Et moi pour recevoir vos leçons !

— Vous pouvez disposer !

— Avec joie et pour longtemps, j'espère...

Comme renseignement sur mon état de santé, c'est tout ce qu'on me dit. J'ai vaguement entendu : Bon pour la réforme... Je n'en demande pas davantage.

L'aide-major passe dans la salle Saint-Roch à l'heure du déjeuner. Il s'arrête au pied de mon lit et annonce :

— Un de vos compatriotes est salle Saint-Maurice. Il est âgé, très atteint. Dans son délire, il a prononcé votre nom. Vous feriez bien d'y aller. Ne tardez pas trop...

Salle Saint-Maurice, j'ai trouvé mon vieil ami J.-C.-O. Brière, ci-devant évaluateur à la douane de Montréal. Je m'approche de son lit : il ne me reconnaît pas. La respiration de mon vieux camarade est sifflante, sa figure est congestionnée : il bat la campagne. Je suis atterré. C'est hier après-midi que je l'ai vu au jardin. Il était venu à l'hôpital consulter un spécialiste de Paris, en traitement lui-même et dont les 4 galons en imposent au personnel français. Il m'avait remis un bout de papier sur lequel le major à 4 galons avait simplement écrit : « M. Brière, détenu britannique au Camp Vauban. A été opéré pour une cataracte inexistante. Rien à faire. L'œil opéré est perdu : l'autre est en danger ».

Mon vieil ami et moi, nous nous étions promenés longtemps sous les arcades du jardin centenaire des Bonnes Sœurs. C'est là qu'il avait pris froid, attrapé la congestion pulmonaire qui allait peut-être l'emporter.

Pendant que je me remémore notre dernière conversation, mon vieil ami continue de délirer, le temps passe. Une main se pose doucement sur mon épaule : celle de la bonne Sœur.

— Il ne faut pas rester ici plus longtemps. Votre présence pourrait énerver le malade, le mettre au plus mal. Revenez demain prendre de ses nouvelles. Il vous reconnaîtra peut-être : alors vous pourrez causer.

En rentrant salle Saint-Roch, j'ai trouvé sur ma table de nuit cet ordre écrit : « Le N° 46 à la radiographie, demain matin, dix heures ».

Besançon (Doubs) 24 février 1941

Mon vieil ami Brière va mieux. Comme j'arrive, il me dit bonjour et demande sa pipe : la Bonne Sœur la lui refuse. Il veut à toute force se lever pour aller la prendre : il réclame son pantalon. La Bonne Sœur ne le lui refuse pas positivement : elle le lui donnera « un de ces jours ». Il demande à manger : « quelque chose de soutenant ».

— Une brique de lard : quatre doigts de gras sans maigre, avec des pommes de terre autour. En hiver, précise-t-il, ça fait un excellent petit déjeuner.

La religieuse qui n'a jamais entendu parler de choses pareilles le considère en faisant des yeux ronds. Puis, elle se décide, elle s'en va et revient aussitôt avec une tasse de lait chaud. Brière s'impatiente et se lance dans des revendications alimentaires épiques. Le major arrive sur ces entrefaites : il est pris comme arbitre. Il a peine à conserver son sérieux, car c'est lui qui a donné les ordres : éloigner la pipe et le pantalon du malade, le maintenir à la diète. Il s'en va sans rien dire.

Brière s'indigne contre la tyrannie des femmes dont il a été, assure-t-il : « toute sa vie la victime ! » La figure de Brière s'empourpre, la fièvre l'a repris et monte rapidement. De nouveau il bat la campagne, prononce des paroles sans suite : le major revient sur ses pas et dit à la religieuse :

— J'enverrai tout à l'heure mon assistant pour une bonne saignée.

— C'est ça, dit Brière, hier c'était une prise de sang, aujourd'hui c'est une saignée. Videz-moi les veines et continuez à ne rien me donner à manger. Ça ira bien : vous verrez !

Il se met sur son séant et crie d'une voix de stentor :

— Au moins ! donnez-moi ma pipe ! ! !

Mais la colère, l'effort, l'ont brisé ; sa pauvre tête retombe sur l'oreiller. La Bonne Sœur, attentive, lui arrange ses couvertures, passe une serviette sur sa pauvre figure qui se couvre de sueur.

— Revenez demain, me conseille-t-elle. Je vous dirai, alors, si vous pouvez rester.

— Ma Sœur, dis-je, voilà un malade qui n'est pas commode...

— Lui ? Mais pas du tout ! C'est un bon garçon, au fond. Demain, vous verrez !

En aparté, elle ajoute :

— En tout cas, j'aime mieux cent malades comme lui, que dix femmes. C'est plus facile à conduire. En trois jours on en fait ce qu'on veut.

Besançon (Doubs) 25 février 1941

Brière va mieux. La fièvre est tombée. La congestion est à peu près disparue. La Bonne Sœur lui promet solennellement son pantalon qui lui permettra de se lever, dès que le major le permettra, c'est-à-dire, tout probablement, demain.

— Et ma pipe ?

— Votre pipe ? Eh bien ! je ne la trouve pas. Vous ne l'aviez pas sur vous. Quelqu'un vous l'a prise ou vous l'avez oubliée...

— Mais, reprend-elle, si vous n'avez pas votre pipe, il y a des cigarettes et ça peut se trouver.

— Du moment, poursuit la Religieuse, que vous ne fumerez pas dans ma salle, ça m'est égal que vous fumiez dehors, si le major le permet.

Mais quelqu'un a passé près du lit de mon vieil ami, a déposé à portée de sa main une cigarette et une allumette. Que lui faut-il de plus ? Le voilà enfin heureux : il fume. Mais, cette fois, c'est la Bonne Sœur qui jette les hauts cris, parle de mauvais exemple et n'entend pas que l'on transforme la salle Saint-Maurice en une affreuse tabagie !!!

Mais le major est penché sur un lit voisin dans lequel halète un malade. Il se redresse et dit doucement :

— Ma Sœur : vous mettrez le paravent et une Religieuse de... garde...

La religieuse a compris que le malade va franchir le redoutable passage...

— Je vais faire prévenir l'aumônier...

S'adressant à mon vieil ami, elle ajoute :

— Taisez-vous.

— Comment ? Mais je ne dis rien...

— Eh bien, c'est ça : continuez !

Brière lève les yeux au ciel pour le prendre à témoin de cette injustice, de cette cruauté, de cette tyrannie des femmes « dont il a été victime toute sa vie ! »

Comme je m'éloigne, je l'entends qui grogne à mi-voix :

— Ma pipe !

Besançon (Doubs) 28 février 1941

Les jours passent lentement : ils sont d'une démoralisante monotonie. Je m'habille et je descends au jardin, chercher l'apaisement, l'oubli. L'hôpital Saint-Jacques est de pur style Louis XV. Sur trois côtés il entoure le jardin par des arcades. Le quatrième donne sur une rue dont je n'ai pas su le nom. Il est fermé par une grille de fer forgé d'une très belle facture. Ce jardin tient du parc par ses arbres centenaires qui sont des platanes, des tilleuls et des acacias. Une vieille horloge à carillon sonne les quarts, les demies et les heures de ses très vieilles cloches à voix grêle.

La chapelle est ce que j'ai vu de plus beau, de plus pur dans le style Louis XV qui prodigue l'or et le rouge somptueux. Il y a aussi la pharmacie qui est dans le même style et d'une déconcertante richesse. Les poids et mesures, les mortiers et spatules sont anciens et de forme délicate. Un lieutenant, assisté de bonnes Sœurs, y fait office d'apothicaire et accueille les rares visiteurs épris des splendeurs de la France ancienne.

La cuisine est la troisième merveille de cet hôpital qui réunit les perfectionnements conçus par la science hospitalière à l'époque où il fut construit. Sous les plafonds bas aux voûtes profondes soutenues par des pilastres, quelques cuis-tots s'agitent. Les âtres où cuisaient autrefois les aliments ont été masqués et ne servent plus. Entre les pilastres ont été installés des poêles d'acier,

sur lesquels des marmites, des sauteuses, des casseroles de cuivre, reluisantes comme l'or, sont disposées en batteries. Il en monte un appétissant parfum.

Dans cette cuisine, tout est rigoureusement propre. Les cuistots eux-mêmes sont loin, très loin de l'état de saleté de ceux du camp Vauban. Leur tâche se réduit aux travaux de force. Des Sœurs, en robe blanche, sans une tache, font la cuisine. Les bonnes Sœurs, j'y insiste, ont dressé les cuistots à la propreté. Elles les ont obligés à se laver les mains, à se récurer les ongles, à ne pas fumer, à ne pas s'épouiller au-dessus des marmites et en versant la soupe : ils ont un bonnet de police sur la tête. Sur chaque poêle, une plaque de cuivre porte le nom d'une salle. Chaque salle a le sien. Devant chaque poêle une bonne Sœur surveille le fricot en souriant. Celle qui surveille le poêle de la Salle Saint-Roch, me dit :

— Je sais bien que le café que l'on vous sert le matin n'en est pas : mais nous n'avons pas ce qu'il faut... Nous manquons de beaucoup de choses. En ce moment nous servons aux malades les légumes de la réserve. Quand nos caves seront vides, je ne sais comment ils mangeront. Les rations ne sont ni généreuses, ni variées : il nous faut les mesurer. Ce n'est pas notre faute s'ils sont chichement servis. Ils ne l'étaient pas, je vous assure, aux temps heureux. La nourriture était, alors, abondante, variée, bien préparée. Nous

n'en étions pas réduits, comme nous le sommes aujourd'hui, à compter les tranches de pain, à en mesurer l'épaisseur.

— Je connais la recette, croyez-le bien, poursuit la bonne Sœur, de la purée de pommes de terre. Je sais qu'on doit y mettre du lait et du beurre pour l'enrichir, des jaunes d'œuf pour la lier, la rendre onctueuse et du blanc d'œuf, battu en neige, pour la rendre légère et non pas y mettre de l'eau, encore de l'eau, rien que de l'eau pour en faire une sorte de délayage.

— Je sais aussi que le rutabaga est une sorte de navet, originaire de Norvège, je crois, avec très souvent des vers dedans, que l'on donne aux animaux. Je sais que ces rutabagas occasionnent souvent de la dysenterie. Mais, que voulez-vous, avec des carottes, très peu de carottes, c'est tout ce que nous avons.

Sur un soupir, elle conclut :

— Nous ne donnons pas beaucoup à nos malades, mais ce que nous leur servons, du moins, est propre. L'infirmier de chaque salle, qui est un militaire prisonnier, vient ici chercher les rations. Nous voyons à ce que les récipients dans lesquels il les emporte soient propres, rigoureusement propres, qu'ils ne sentent pas le graillon.

— Et, dis-je, Sœur David voit à ce que les assiettes soient bien lavées.

— Quand un cuistot nous arrive du camp Vauban, poursuit la Sœur, nous l'envoyons immédiatement au bain soufré. Nous envoyons ses

vêtements à la désinfection, puis au lavage à l'eau javalisée. Pendant ce temps nous lui en donnons d'autres. Une fois par semaine, nous l'envoyons au bain. Le jour même de son arrivée, nous le faisons passer chez le coiffeur, qui lui coupe les cheveux ras, lui lave copieusement et lui désinfecte la tête. Chaque matin, en entrant à la cuisine, il doit se laver les mains. Il se les lave encore, chaque fois qu'il descend à la cave chercher des légumes, c'est-à-dire, après les avoir pelés.

— Et la cigarette ?

— Il ne nous est pas encore arrivé d'en avoir pris un à fumer ici.

Dans chaque salle de l'hôpital il y a deux armoires de chêne et chacune est une merveille. Pendant deux cents ans elles ont été polies, cirées, bichonnées chaque jour, et le bois a pris une patine que je ne me lasse pas d'admirer. De pur style Louis XV, elles ont été faites, à l'époque, par ces meubliers qui savaient travailler. Dans chaque meuble qui sortait de leur atelier, ils mettaient un peu de leur âme et beaucoup d'amour de leur métier. Ces armoires feraient la fortune de plus d'un antiquaire de Paris.

Attendant à chaque salle est une sorte de cuisine dans laquelle se trouvent strictement rangées, des casseroles de cuivre, faites au marteau, épaisses du doigt, comme on n'en fait plus, hélas ! et dans lesquelles le fricot prend une saveur, acquiert un parfum extraordinaire...

Si derrière la grille qui ferme le jardin de l'hôpital il n'y avait pas un factionnaire faisant les cent pas, fusil sur l'épaule et baïonnette au canon, si à chaque porte donnant sur le dehors il n'y avait pas un surveillant allemand, si j'y étais libre, je ne demanderais rien de plus. Je trouverais dans ce monastère le calme, la paix que je souhaite depuis des années... Pourquoi faut-il que la guerre m'y ait jeté ? Dans ce cadre de recueillement et de beauté je vivrais heureux, du moins jusqu'à ce que le démon de la bougeotte vienne me tenir à l'oreille ces propos que j'ai toujours écoutés, me fasse entendre cet appel de l'horizon auquel je n'ai jamais pu résister.

Besançon (Doubs) 2 avril 1941

Sœur David m'a prêté un beau livre qu'elle n'a certainement point lu : « En Marge de l'Eden » de Claude Vercel. A l'ombre d'un très vieil acacia du jardin, je suis en train de le lire. Il est deux heures à l'allemande, c'est-à-dire midi au soleil qui darde comme chez nous en juin. Je suis très loin de Besançon, perdu dans le Nord, au large de la côte de Norvège... Brusquement deux petites mains, deux mains de femme arrivée par derrière, se plaquent sur mes paupières : je n'y vois plus...

— Devinez, Monsieur !

J'ai reconnu la voix... C'est ma femme qui a obtenu la permission de venir, par la voiture cellulaire, me voir à l'hôpital. Je lui fais les honneurs du beau monastère ancien. Tour à tour elle s'émerveille à la chapelle, à la pharmacie, à la cuisine. Les vieilles armoires des salles l'enchantent : le style Louis XV, depuis toujours, a ses préférences... Hélas ! les visites de ce genre ne sont permises qu'à de longs intervalles et ne durent guère plus d'une heure. Quand reverrai-je la bonne compagne des mauvais jours ?

— Pas avant un mois, me dit la bonne Sœur David.

Besançon (Doubs) 3 avril 1941

Mon vieil ami Brière et moi sommes assis en plein soleil. C'est sa première sortie : il ne s'agit pas que, cette fois encore, il prenne froid. Nous causons.

— Jusqu'au jour où je quittai la douane de Montréal où j'étais évaluateur, me confie-t-il, ma vie avait été tranquille, voire casanière. Mon existence était celle du fonctionnaire et j'étais, en somme, heureux. Il fallut que le médecin m'ordonne de quitter mon emploi, me dise que seul l'air de l'Ouest, la vie libre et saine de la prairie, pouvait me sauver, pour que je m'en aille, le cœur déchiré. Dès ce moment, je fus pris de l'esprit d'aventure, du goût du voyage ; je fus atteint de

la bougeotte, cette terrible maladie qui ne se guérit jamais.

Je sors de ma quatrième congestion de poumon avec accompagnement de prise de sang, abondante saignée et ventouses scarifiées. Je suis sorti de ma troisième au Lac des Esclaves, où, en juin, le soleil ne se couche qu'à une heure le lendemain matin, à l'allemande. Cette troisième congestion fut traitée par un médecin Peau-Rouge, de la nation des Cris. Son traitement consista à me placer dans un four et à m'y faire cuire comme un pain. Après quoi il m'enveloppa dans une peau de buffalo et m'y laissa lentement refroidir.

— A quoi attribuer mon subit changement de vie ?

— A l'appel des ancêtres, dis-je à mon vieil ami. Nous sommes, vous et moi, voyez-vous, descendants des voyageurs canadiens. Nous sommes les fils des trappeurs, des chasseurs qui passèrent leur vie dans les bois et dont on retrouve les traces sur tous les points du continent. Certains partirent pour fort longtemps, d'autres pour toujours, le baluchon sur le dos, le fusil sur l'épaule. Ils ne pouvaient se faire à la vie rude et monotone du bûcheron, encore moins à la tâche sans imprévu du cultivateur qui se courbe sur la terre jusqu'à ce qu'il y tombe ayant tracé son dernier sillon.

— Il arrive parfois qu'un brave homme dont la vie régulière s'est écoulée sans heurts quitte

tout à coup, sans que l'on sache pourquoi, foyer, situation, « part sur le voyage » et ne revient jamais. C'est qu'il a entendu, comme vous, comme moi, l'appel des ancêtres, appel mystérieux, irrésistible, auquel, ceux qui l'entendent, ne peuvent résister.

— Il y a là, je crois, une curieuse manifestation d'hérédité sur laquelle aucun savant, jusqu'ici, ne s'est arrêté. Elle se manifeste chez un membre, un seul, d'une nombreuse famille, sans que les autres soient atteints. Elle se manifeste parfois au plus jeune âge, parfois passé de très loin le seuil de la vieillesse.

— Moi-même, mon cher ami, depuis toujours, j'en suis atteint.

— Dans le petit village de marins où s'est passée mon enfance, je n'ai jamais vu un voilier norvégien lever l'ancre, hisser ses voiles, sans être pris d'une envie folle de m'embarquer. Aujourd'hui encore, un train part, un paquebot démarre, je suis au désespoir de ne pouvoir m'en aller. Et pourtant mes cheveux ont blanchi...

— Partir est un mot qui exprime mon plus ardent désir, résume tous mes espoirs, satisfait mon plus profond instinct. Lorsque « je suis sur le voyage », je ne suis jamais assez loin. Il est une minute déchirante, celle où le bateau sur lequel je suis, vire de bord, revient.

— Nous sommes, vous et moi, je le crains, atteints d'un mal qui ne se guérit pas parce qu'il

tient à l'instinct. Un frère de ma mère s'est fait tuer au Mexique : il était capitaine à l'armée de Juarez. Un frère de mon père est mort en Californie : il s'est fait assassiner sur un placer. L'un et l'autre avaient entendu, avaient obéi, comme obéissent ceux qui l'entendent, à l'appel de l'horizon. Cherchez dans vos souvenirs : vous y retrouverez l'histoire de quelqu'un de votre famille qui partit, comme vous aujourd'hui, à l'aventure, vers l'inconnu.

— Oui, dit Brière, c'est bien cela, une sorte d'appel, une voix sans parole, faite de la musique du vent sur les feuilles, du chant tour à tour très doux et terrible de la mer...

— On a dit, repris-je, que pierre qui roule n'amasse pas mousse et qu'en quittant sa place on brise sa carrière, on ne s'enrichit point. Je ne le conteste pas. Mais je crois en une loi encore mal connue dans son application, une loi de compensation qui accorde et dispense à chacun une somme de bonheur à peu de choses près égale.

— Un chirurgien qui me touche de près et fit une très belle carrière, me fit un jour de graves remontrances sur ce qu'il appelait ma bougeotte.

— Eh bien oui ! répliquai-je, du point de vue bourgeois, je suis un raté, puisque je ne suis arrivé à rien, même pas à cette chose que le premier imbécile tenace réussit plus ou moins : amasser de l'argent.

— Donc, je suis un raté : je n'en disconviens pas. Mais j'ai vu des choses que tu ne verras

point : le soleil sous toutes ses latitudes, la Croix-du-Sud briller dans la splendeur de la nuit tropicale au-dessus de la mer lumineuse. J'ai vu des fleurs étranges, des êtres de grâce et d'harmonie ; j'en ai vu d'autres de silencieuse souplesse et d'épouvante.

— Tu as amassé de l'or, métal fragile qui trébuche ou s'envole, que le sage méprise, auquel il ne s'attache point. J'ai d'inoubliables souvenirs : images de beauté, de poésie. Je m'y réfugie lorsque mon destin m'inflige une vie monotone, m'immobilise dans l'ennui.

— Comme maintenant ? interrogea Brière.

— Si...

— Et tu songes à partir ?

— Comme vous y songez vous-même : pour le « Pays d'abondance », le nôtre, où il est loisible à chacun de manger chaque jour, trois fois, à sa convenance et à sa faim.

— Tiens ! dit Brière, voici la « Schwester » qui s'amène, un papier à la main. Qu'est-ce qu'elle me veut encore, c'te poison ?

Mais, cette fois, c'est à moi que l'infirmière en a :

— Voici votre réforme et voici votre feuille de route. Vous partez demain matin à huit heures.

Roide, sans saluer, elle tourne les talons et s'en va. Mais je la rattrape :

— Puis-je, avant de partir, aller dire adieu à ma femme, au Camp Vauban ?

— Non !

— Besançon-Paris, dis-je à Brière, sera la première étape de mon prochain voyage.

Fin du tome premier

BIBLIOTHÈQUE
GÉNÉRALE
DE LA VILLE DE
PARIS

IMPRIMERIE EXCELSIOR
5375, Av. NOTRE-DAME DE GRÂCE
MONTRÉAL 28

VIE CHRÉTIENNE ET CULTE DE MARIE

Prix

Action catholique (L'), par le R. Père M. Doran, O. P.	1.25
Aide spirituel à l'usage des malades, par le R. Père D.-A. Turcotte, O. P.	0.25
Bontés de Marie (Les), par le R. Père H. Couture, O. P.	1.00
Catholiques d'aujourd'hui, par le R. Père M.-M. Desmarais, O. P.	1.00
Conte des sept Glaives, par Mme Ruth Lafleur-Héty	1.25
Dans 300 ans, par le R. Père M.-M. Desmarais, O. P.	1.00
De la joie d'aimer Dieu, par le R. Père A. Mortier, O. P.	0.60
Divine Providence (La), par Paul l'Ermite	0.75
Foi vivante (La), par Paul l'Ermite	0.75
Jésus passait, par Ernest Pallascio-Morin	1.25
Laïcs dans l'Eglise (Les), par le T. R. Père M.-A. Lamarche, O. P.	0.50
Notre-Dame du Rosaire de Fatima, par le R. Père Jean Bousquet, O. P.	0.30
Palinods, par le R. Père Gustave Lamarche, C. S. V.	1.25
Rosaire de Marie (Le)	0.65
Salut, ô Reine, par le R. Père J. Bousquet, O. P.	0.30
Science d'aimer (La), par Paul l'Ermite	1.00
Trois âges de la vie intérieure (Les), par le R. Père Garrigou-Lagrange, O. P.	3.50
Venez vous reposer, par le R. Père J. Bousquet, O. P.	0.15

DOMINICANA

Bx Martin de Porrès, par le R. Père A.-M. Granger, O. P.	0.15
Dominicains ou Frères-Prêcheurs (Les), par le T. R. P. E.-A. Langlais, O. P.	1.00
Frères-Prêcheurs en terre canadienne	0.75
Méditations sur l'idéal dominicain, par le R. Père D.-A. Turcotte, O. P.	1.25
Saint Dominique	0.15
Saint Vincent Ferrier, par Henri Ghéon	1.00
Saint Thomas d'Aquin, par G. K. Chesterton	1.25

PSYCHOLOGIE — ÉDUCATION — SCOUTISME

Comment éduquer vos enfants, par le R. Père J. Bousquet, O. P.	0.75
Comment préparer son mariage, par le R. Père A.-M. Granger, O. P.	1.00
Epreuve (L'), par le R. Père R. Piuze, O. P.	0.40
Hygiène familiale et sociale, par Mme G. Boudrias (reliés toile : \$2.00)	1.50
Hygiène mentale et l'éducation (L')	1.50
Maître et l'élève (Le)	1.50
Nouvelles Mamans (Les), par Mme G. Boudrias	0.75
Pointe au Chêne, par le R. Père A. Saint-Pierre, O. P.	1.00
Projections, par le R. Père M.-A. Lamarche, O. P.	1.00
Regards sur les sciences expérimentales	1.50
Sur les routes de mon pays, par Simone Paré	1.00

HISTOIRE — LITTÉRATURE

Amour tenace, par Adrienne Maillet	1.25
Axe et Parallaxes par François Hertel	1.00
Batoche (Louis Riel), par le R. Père J. Le Chevallier, O. M. I.	1.50
Chacun sa vie, par Berthelot Brunet	1.00
Essor vers l'azur, par Georges Boiteau,	1.00
Eve Lavallière, par Omer Englebert	1.25
Nationalisme et religion, par le T. R. Père L. Lachance, O. P.	0.75
Notre américanisation	0.75

THÉOLOGIE — PHILOSOPHIE — ÉCONOMIE POLITIQUE

Cahiers de Théologie, cahier I	1.50
Cahiers de Théologie, cahiers II-III	2.50
Cahiers de Philosophie, cahier I	1.50
Cahiers de Philosophie, cahier II	1.50
Comment rendre l'argent au peuple (3 vol.), par le R. P. T.-M. Lamreache, O. P.	1.00
Essais et bilans (Journées thomistes)	1.00
Philosophie du langage par le T. R. Père L. Lachance, O. P.	1.50
Summa Theologiae, de S. Thomas d'Aquin (Dite Piana) 6 vol.	24.00
Summa Theologiae Moralis, par le R. Père H. Merkelbach, O. P. (3 vol.)	10.00
Synopsis Evangelica, par A.-C. Fillion	1.50
Témoignages de la jeunesse C.-F. (Journées thomistes)	0.50

BNQ



000 379 255